













## MÉCANISMES D'EXCLUSION ET EXTRÉMISME

## Quand le chômage sape la République

(Suite de la première page.)  
Devant un échec aussi patent, ils seraient disqualifiés et chassés du système s'ils ne le tenaient entre leurs propres mains. Plus normale leur paraît donc l'exclusion des autres, à qui des voix non dépourvues de talent, exploitant leur désarroi, s'efforcent d'offrir un sentiment d'appartenance.

Les uns accablent le bouc émissaire, nécessairement « différent » : aujourd'hui le musulman, comme pendant plus d'un siècle, aux Etats-Unis, les catholiques, corps étranger dans lequel la société protestante percevait une menace (voir, page 32, l'article de Philippe Videllier). Après le passage de John Kennedy à la Maison Blanche, cette démission paraît odieuse et ridicule. Ainsi en ira-t-il demain pour ceux que M. Le Pen vilipendait aujourd'hui.

D'autres voix exaltent une illusoire communion des esprits qui, si hypocrite soit-elle, répond à un besoin éternel de l'homme. Tant et si bien que, en dépit de leurs frasques et de scandales à fort relent d'argent, les télévangélistes américains n'ont pas perdu un seul de leurs quelque quarante millions de fidèles (voir, pages 12 et 13, l'article d'Ingrid Carlander). Un peu partout en Occident, lorsque la raison ne sait plus comment affronter les monstres, elle se tourne vers les magiciens (9).

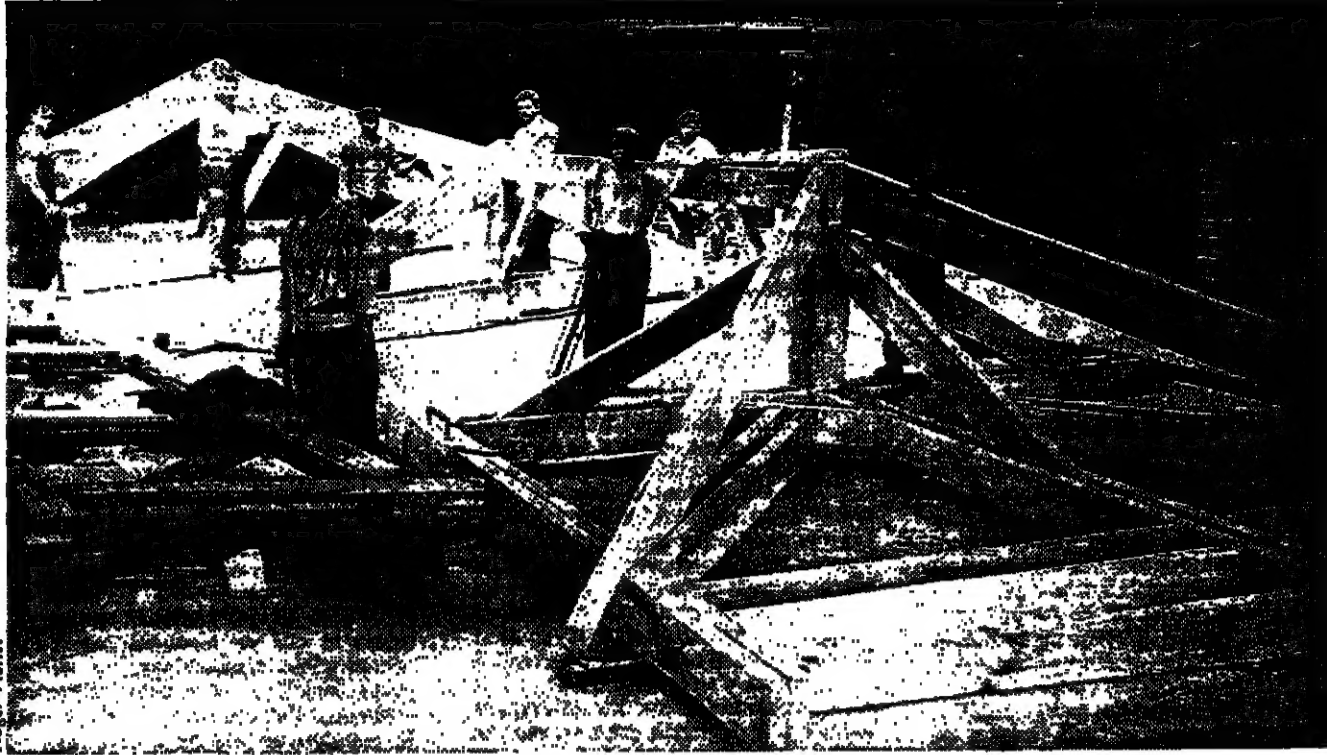
Que le miracle ainsi recherché soit politique ou religieux, voilà autant de citoyens qui renoncent à toute rigueur de la pensée, abdiquent toute volonté constructive, s'écartent des deux objectifs inséparables qui devraient s'imposer à la société en crise : relancer l'économie, revitaliser la démocratie. Certains voudraient sacrifier le second au premier ? Voilà déjà un bon demi-siècle que se présente le même choix. Pourtant, rien de plus actuel que les grands débats qui fient rage tout au long des années 30 (voir page 6 et 7). Face à la vague de démagogie, bien ternes paraissent aujourd'hui les accents républicains.

Pour colmater des brèches qui s'élargissent trop vite, il est grand temps de proposer aux plus démunis les moyens qui peuvent leur donner une chance de se réinsérer dans un système détraqué (voir, page 5, l'article de Denis Clerc). Mais ce « minimum social » porte bien son nom : apaisant la douleur, il ne guérira pas le mal.

**C**OMMENT aller plus loin ? Pour être efficace, toute action devra porter sur trois terrains : l'Europe, la France, le tiers-monde.

Michel Albert a calculé que, pour augmenter de 1 % pendant trois ans le taux annuel de croissance de la Communauté européenne, il suffirait d'investir chaque année 0,6 % de sa production intérieure brute (10). Il propose de prélever sur les produits pétroliers une modeste taxe que la baisse des cours rendrait aisément supportable.

Le choix est clair : « Consommer immédiatement la baisse du pétrole » ou bien « Investir pour assurer l'avenir ». Rappelant en outre que les pays de la Communauté détiennent « un tiers des réserves en devises du monde et près de la moitié des réserves d'or », il plaide en faveur d'un renforcement du système monétaire européen (SME) pour en faire « un deuxième pôle monétaire d'importance mondiale ». Un pôle qui ne devrait pas être, comme c'est actuellement le cas, une simple zone monétaire au service du mark (11). L'actuelle « non-Europe » gaspille ses ressources en éparpillant ses efforts dans quantité de domaines :



COOPÉRATIVE DE CHARPENTRIERS  
Allier les contraintes qui découragent d'embaucher

électronique, recherche fondamentale, télécommunications, nouveaux moyens de transport, biotechnologies, etc. Dans la seule informatique, « quatre millions d'emplois sont en jeu d'ici à 1990 », note Michel Albert.

Une autre étude montre que le prolongement des tendances actuelles conduirait dans douze ans la CEE à un intolérable taux de chômage de 16 %, alors que l'achèvement du marché intérieur européen procurerait des bénéfices d'environ 200 milliards d'ECU et entraînerait la création de cinq millions d'emplois (12). L'urgence est grande. Peut-on s'offrir le luxe d'attendre l'échéance de 1992 ? Les Douze sont-ils disposés à accélérer le mouvement en n'acceptant pas la seule logique néolibérale de circulation des capitaux et des marchandises et en privilégiant les impératifs de la cohésion sociale ? (voir, pages 1 et 3, l'article de Bernard Cassen).

**S**i prometteuses soient-elles, les perspectives européennes ne sauraient invalider tout effort national. Alors pourquoi cette étonnante discrétion sur le rôle du Plan ? L'expérience suggère qu'il convient d'en repenser la mission, de resserrer ses objectifs en lui assignant un petit nombre de priorités, d'intensifier ses pouvoirs d'intervention en mettant à son service une véritable banque d'investissement.

## AUX ETATS-UNIS

## Quand le pouvoir fédéral conforte le « libéralisme des groupes d'intérêts »

**L**a campagne des élections primaires, aux Etats-Unis, bat actuellement son plein, et les sondages considèrent le probable candidat du Parti démocrate, M. Michael Dukakis, comme le favori dans la course à la Maison Blanche. Cette période, où les débats sont pourtant fort nombreux, n'a pas été mise à profit jusqu'à présent pour faire le bilan, en particulier social, de la politique économique néolibérale de M. Reagan, et de poser certains graves problèmes de fond. Comme ceux, fondamentaux, que sou-

lève Theodore J. Lowi dans un manuel de science politique récemment paru en France.

Dans cet ouvrage au titre révélateur : *La Deuxième République des Etats-Unis* (1), Theodore J. Lowi affirme que l'Etat libéral contemporain — l'incarnation de ce qu'il appelle le « libéralisme des groupes d'intérêts » — a pris définitivement forme aux Etats-Unis voilà exactement trente ans, avec pour principale caractéristique l'extension des pouvoirs du gouvernement fédéral aux domaines sociaux et économiques — conflits ethniques, vie de l'entreprise, pollution, éducation — qui traditionnellement lui échappaient. Cette évolution, entamée par la révolution rooseveltienne — l'ensemble des réformes du New Deal instituées pour faire face aux conséquences sociales de la crise économique — a abouti à la naissance d'une république radicalement différente de celle, décentralisée et peu interventionniste, instaurée par la Constitution de 1787, cependant toujours en vigueur.

Par suite du transfert à Washington des pouvoirs de décision et d'initiative qui appartenaient autrefois aux Etats, « les Etats-Unis sont devenus un Etat uni ». Or, selon l'auteur, c'est justement le système fédéral décentralisé établi par la Constitution qui expliquait en grande partie l'absence d'un ciseau droite-gauche dans ce pays. A défaut de pouvoir central, les forces potentielles de contestation étaient privées d'une cible sur laquelle aurait pu se cristalliser (comme en Europe) une mobilisation nationale.

Mais, précise-t-il dans son avant-propos pour l'édition française, « les Etats-Unis attendent encore cette « européanisation » de la vie politique américaine, même si elle est peut-être pour bientôt ».

Theodore J. Lowi donne un aperçu de ce que pourrait être le programme et

tion permanente, « grâce à notre bénévolat, avec 5 F de subvention nous sommes capables de créer 20 F (15) ». De 1986 à 1988, la droite a malmené des associations qu'elle ne contrôlait pas (16). Sans grand succès, elle prônait le mécénat. Humainement et économiquement, le temps des bénévoles donne de meilleurs résultats que l'argent des mécènes.

Une société soumise aux bouleversements de la modernisation technologique et à l'épreuve du chômage voit s'ouvrir devant elle un immense chantier : la restructuration progressive du territoire national. Gonflés par la spéculation immobilière, les coûts du logement et des services communs sont devenus prohibitifs dans les grands centres urbains. Depuis 1975, on enregistre une baisse de population dans l'ensemble des villes de plus de cent mille habitants, tandis qu'un exploitant agricole sur trois va encore disparaître au cours des prochaines années. Décongestionner les villes, reconstruire le tissu rural, répondre au puissant désir d'améliorer l'habitat : une législation adaptée à cette triple demande donnerait un élan à tous les métiers du bâtiment et du génie civil. Un secrétariat d'Etat exclusivement chargé de l'artisanat (et non de l'artisanat et du commerce, comme le veut une tradition obsolète) préciserait les moyens d'alléger les contraintes fiscales et bureaucratiques, qui, à l'heure actuelle,

découragent les 904 000 artisans d'embaucher des compagnons.

**P**RESSER le cours de l'immigration européenne, dynamiser le Plan : ces deux politiques prennent tout leur sens si l'on songe de surcroît aux immenses besoins qui doivent être satisfaits dans le tiers-monde. Casser les spéculations qui jouent à la baisse sur les cours des produits tropicaux accroîtrait les capacités d'importation de nos partenaires africains (17).

Les citoyens se déchargeraient-ils sur une majorité parlementaire, quelle qu'elle soit, du soin de mettre en œuvre une stratégie pour une nouvelle croissance et contre le chômage ? Les partisans d'un « discours politique inadapté (18) ». Le langage des technocrates de l'économie ne passe pas mieux que celui des idéologues du néolibéralisme. La population tend à s'en désintéresser, bien que nombre d'initiatives s'offrent à elle dans les communes, les départements, les régions. C'est d'abord localement qu'il faut donner un sens nouveau au maître mot de ce temps : solidarité. Si celle-ci se traduit uniquement par les prestations sociales octroyées aux plus démunis, elle finira par être perçue comme une amorce, alors que la nécessaire redistribution des ressources financières respecte la dignité de chacun lorsqu'elle s'accompagne d'une action de tous les citoyens pour renforcer la République en engageant le combat collectif contre le chômage.

CLAUDE JULIEN.

(9) Voir l'article d'Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, décembre 1988.

(10) Michel Albert, op. cit., pages 296 et suivantes.

(11) Voir l'article de Jean-Paul Flanchon, *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.

(12) Futuribles, avril 1988.

(13) Voir Alain Baudelle et Bérard Costa de Beauregard, *PMI, enjeux régionaux et internationaux*, préface de Georges Chavannes, Economica, Paris, 1987. En France, 31 300 PMI représentaient en 1985, avec 1 750 000 salariés, 25,7 % des effectifs industriels, 40 % de la valeur ajoutée industrielle et environ 10 % de la population salariée. Aux Etats-Unis, entre 1976 et 1982, le taux de croissance de l'emploi a été de 1 % dans les entreprises de plus de 500 personnes et de 43 % dans celles de moins de 20 salariés.

(14) Michel Gaspard, *Les Services contre le chômage*, préface de Jean Fourastié, Alternatives économiques, Syros, Paris, 1988.

(15) Cité par La Croix, 8-9 mai 1988, page 2.

(16) Voir l'article de Bernard Cassen, « Vitalité et innovations des réseaux associatifs », *Le Monde diplomatique*, février 1988.

(17) Ce thème a été trop souvent abordé dans les colonnes du *Monde diplomatique* pour qu'il soit utile de le reprendre ici.

(18) Grand Orient de France, « Texte d'orientation générale », 19 décembre 1987.

SCHOFIELD CORVELL.

(1) Theodore J. Lowi, *La Deuxième République des Etats-Unis : la fin du libéralisme*, traduit de l'américain par Pierre-Olivier Montiel, PUF, Paris, 1987, 444 pages, 196 F.

## LES 8 "Mastères" E.S.C.P.

A la rentrée universitaire 1988-1989, l'E.S.C.P. vous propose, pour la deuxième année, huit Mastères spécialisés en :

Audit international - Management des projets internationaux - Management bureaucratique - Management de la qualité en collaboration avec l'ECF et l'ESTP - Management de l'information et des médias - Management social - Management médical - Management de la trésorerie.

Les "Mastères" spécialisés (M.S.)

- une formation d'excellence de 3<sup>e</sup> cycle.  
- un standard international.  
- un label qui fait la différence accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles.

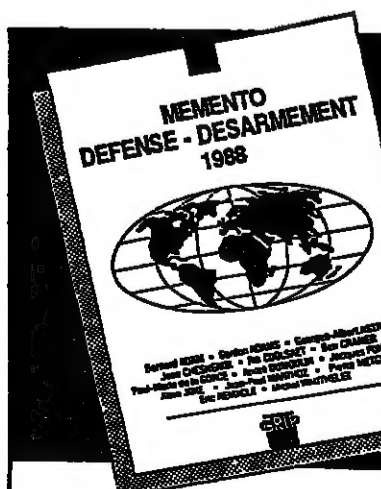
Conditions d'admission :

- être titulaire d'un diplôme de Grande Ecole, de 3<sup>e</sup> cycle, DEA, DESS.  
- diplôme équivalent d'université étrangère.

Renseignements et inscriptions :  
Pierre COLLOPHER, Responsable des programmes 3<sup>e</sup> Cycle.  
Ecole Supérieure de Commerce de Paris, 79, Avenue de la République,  
75543 PARIS Cedex 11 - Tél. (1) 43.55.39.08, Poste 1157



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



## Unique en langue française

- 15 experts internationaux réunis par un institut indépendant.
- Des analyses rigoureuses et une documentation exceptionnelle sur : négociations et rapport des forces Est-Ouest, sécurité et défense de l'Europe, dépenses militaires et ventes d'armes...
- Un outil de consultation indispensable et essentiel.

Un livre de 264 pages, 98 FF.

Commandes et diffusion :  
- GRIP 33, rue Van Hoorde, B - 1030 Bruxelles (tél. : 2-241.84.20)  
- Diffusion Populaire 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris (tél. : 1-45.32.06.23)

## Limit

**P**RÉSENTÉ en comité  
projet de « revenu minimum »  
M. Michel Rocard (2 000 F par enfant) soulève  
des problèmes posés, des  
scolaire qui pèse sur les parents

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.

Le projet de loi sur le revenu minimum, présenté par M. Michel Rocard, a soulevé de nombreuses questions. Les parents se demandent si ce projet ne va pas entraîner une augmentation des dépenses des familles, notamment en matière de scolarité. Ils craignent également que ce projet ne soit une simple mesure de façade, destinée à masquer des problèmes plus profonds.











# fascistes à la trahison des démocraties

LES « SOUVENIRS » DE STEFAN ZWEIG

## Qui prenait Hitler au sérieux ?

Qui « y » croit ? N'est-ce pas un feu de paille ? Et puis, remettre un peu d'ordre n'est pas inutile. Or, quand s'ouvrent les yeux, les camps de concentration sont déjà pleins.

Stefan Zweig rappelle ces vérités dans ses *Souvenirs*. Après avoir évoqué l'échec initial du mouvement hitlérien en 1923, il poursuit :

Ce n'est que quelques années plus tard qu'il reparut à la surface, et alors le flot grandissant du mécontentement le porta d'emblée très haut. L'inflation, le chômage, les crises politiques et, pour une bonne part, la folie des gouvernements étrangers avaient soulevé le peuple allemand ; un incoercible désir d'ordre se manifesta dans toutes les classes de ce peuple, pour qui l'ordre a toujours eu plus de prix que la liberté et le droit. [...]

Mais nous n'étions toujours pas conscients du danger. Le petit nombre des écrivains qui s'étaient vraiment donné la peine de lire le livre d'Hitler (*Mein Kampf*), au lieu de s'occuper sérieusement de son programme, raillaient l'enflure de sa méchante prose. Les grands journaux démocratiques, au lieu de lancer des avertissements, rassuraient quotidiennement leurs lecteurs : ce mouvement, qui ne finançait qu'à grand-peine son énorme agitation avec les fonds de l'industrie lourde et en s'enfonçant jusqu'au cou dans les dettes, devait inévitablement s'effondrer de lui-même le lendemain ou le surlendemain. Mais peut-être à l'étranger n'a-t-on jamais bien compris la raison pour laquelle l'Allemagne a à tel point sous-estimé durant ces années et traité de bagatelle la personne et la puissance croissante d'Hitler : l'Allemagne n'a pas seulement été toujours un Etat formé de classes séparées, mais, de plus, avec cet idéal de classes, ce qui a pesé sur elle, c'a été une inébranlable surestimation et une déification de la « culture ». [...]

Rien autant que l'orgueil de leur culture n'a aveuglé les intellectuels allemands en les engageant à ne voir en Hitler que l'agitateur des brasseries qui ne pouvait jamais devenir sérieusement dangereux, alors que, depuis longtemps, grâce à ses invisibles tireurs de ficelles, il s'était déjà fait des complices puissants dans les cercles les plus divers. [...]

Il savait si bien abuser par des promesses faites à tout le monde, que le jour où il conquiert le pouvoir, la jubilation régna dans les camps les plus opposés. Les monarchistes de Doorn (1) se flattèrent que, en serviteur fidèle, il préparait les voies à l'empereur, mais les monarchistes bavarois, les partisans des Wittelsbach (2) à Munich ne manifestèrent pas moins d'allégresse ; eux aussi le tenaient pour « leur » homme. Les nationaux allemands croyaient qu'il allait fendre le bois qui servait à chauffer leurs poêles ; leur chef Hugenberg s'était assuré par convention la place la plus importante dans le cabinet d'Hitler et se flattait ainsi d'avoir le pied dans l'étrier ; naturellement, malgré l'accord juré, on le mit à la porte après les premières semaines. L'industrie lourde se sentait par Hitler délivrée de la crainte des bolchévistes, elle voyait au pouvoir l'homme qu'elle avait secrètement financé depuis des années ; et en même temps la petite bourgeoisie, à laquelle il avait promis dans cent assemblées de « briser la chaîne du cens » qui l'asservissait, respirait pleine d'enthousiasme. [...] Mais Hitler était surtout bien vu des militaires, parce qu'il pensait en militaire et insultait les pacifistes. Même les social-démocrates ne voyaient pas son ascension d'un si mauvais œil, car ils espéraient qu'il les débarrasserait de leurs ennemis jurés, les communistes. [...]

Puis vint l'incendie du Reichstag, le Parlement disparut, Goering lâcha ses bandes déchaînées, d'un seul coup tout droit était supprimé en Allemagne. On apprenait en frissonnant qu'il y avait en pleine paix des camps de concentration et que dans les casernes on avait aménagé des chambres secrètes où des innocents étaient exécutés sans jugement et sans formalités. Tout cela ne pouvait être que l'explosion d'une rage insensée, se disait-on. Cela ne peut pas durer dans le vingtième siècle. Mais cela n'était que le commencement.

(Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*. Albin Michel, Paris, 1948, pages 419 à 422.)

(1) Doorn, résidence hollandaise de l'ancien empereur Guillaume II de 1920 à 1941.

(2) Famille royale de Bavière.



Dans les années 30, les Jeunesses patriotiques du Front national défilent à Paris en direction de la statue de Jeanne d'Arc. Au nom d'un Ordre qui était celui de Mussolini et de Hitler.

## UN PAMPHLET DE BERNANOS

### « L'abjecte conspiration des élites »

Bien avant la défaite de 1940, Bernanos avait dénoncé l'usage sanglant fait, en Espagne notamment, des notions d'ordre et de chrétienté par les forces totalitaires. Exilé au Brésil, il hurle, dans sa *Lettre aux Anglais*, contre l'attitude d'élites françaises trahissant leur peuple pour préserver à n'importe quel prix leurs intérêts.

L'abjecte conspiration contre l'âme de mon pays, contre sa foi, son espérance — on voudrait dire son innocence et sa pureté — vient de se marquer d'une façon saisissante par la substitution solennelle de la nouvelle formule « Travail, Famille, Patrie » à l'ancienne devise « Liberté, Egalité, Fraternité », comme si elles se contredisaient l'une l'autre. [...]

J'ai dénoncé voilà dix ans déjà cette démission des élites françaises. Je l'appelle trahison parce que, jusqu'au dernier jour, jusqu'au jour où tout fut livré, elles ont continué à parler le langage de l'honneur, et maintenant elles donnent à la lâcheté celui de la modération, de la sagesse, de la prudence, comme si la lâcheté n'était pas le risque suprême, la seule imprudence irréparable. Ils se disaient conservateurs, et ils le sont en effet ; ils le sont plus qu'ils ne le furent jamais, ils « conservent » aujourd'hui pour l'ennemi, ils lui conservent un empire, pour qu'il puisse le manger plus tard, à l'aise, en paix. Et pourtant, de toutes leurs trahisons, celle-là n'est pas la pire. Je les accuse encore de mettre au service de l'ennemi jusqu'aux principes d'une restauration spirituelle qu'ils ont été trop maladroits ou trop lâches pour entreprendre réellement, au temps où elle était possible. [...]

Des années avant Vichy, l'esprit de Vichy, l'esprit d'acceptation, de résignation, d'expiation de Vichy se répandait ainsi dans le monde, y créait un climat favorable à notre prochaine démission. [...] Oh ! sans doute, vous me direz que la masse de leur docile public restait plus ou moins ignorante de tels desseins. La honte de ce public est de n'avoir jamais voulu sérieusement voir clair, son crime est dans cet aveuglement à demi volontaire. Il se doutait bien que sa presse était vendue à l'ennemi, mais il souhaitait de n'en jamais recevoir la preuve. « Peut-être sont-ils vendus, mais quoi ! ils nous défendent contre les gauches... » ; voilà ce que répondaient alors d'honnêtes gens, des magistrats, des prêtres. Anglais ! lecteurs anglais ! supposez qu'aux environs de 1930 vous ayez tenu à quelqu'un des gens dont je parle le propos suivant : « Vos ouvriers sont vraiment insupportables. Après tout qu'auriez-vous à craindre maintenant d'une victoire de l'Italie ? L'armée, la marine, l'aviation du Duce sont irrésistibles, votre sort serait réglé en quinze jours, sans grandes pertes... Amour-propre à part, une défaite vous servirait d'ailleurs plus qu'une victoire, elle vous coûterait peut-être la Tunisie, mais M. Mussolini aurait vite fait de mettre vos brailleurs à la raison. Finies, les revendications sociales ! » Votre interlocuteur eût sans doute montré un peu d'embarras ; il aurait cependant fini par vous répondre, en haussant les épaules : « Ces sacrés ouvriers ne l'auraient certainement pas volé ! » Mais trois ou quatre ans plus tard, il ne s'agissait même plus de M. Mussolini ; le cri unanime des milieux de droite, civils, militaires ou cléricaux, était : « Plus tôt Hitler que Blum ! »

(Georges Bernanos, *Lettre aux Anglais*, Atlantica Editores, Rio-de-Janeiro, 1942. Pages 46-48, 162-163.)

## Lexique contemporain

M. Le Pen a diffusé, le 4 mai 1988, un bref document intitulé *Notre valeurs*. L'analyse de ce texte permet de retrouver en quelques pages un condensé du vocabulaire traditionnel de l'extrême droite.

Le mot « déclin » revient à huit reprises, celui de « menaces » à sept ; celui d'« identité » apparaît six fois. C'est un monde assiégé par l'étranger, miné de l'intérieur qui est décrit. D'où cette litanie, anthologie des fantasmes hantant un imaginaire de paranoïa usagé : « agent dissolvant », « éclatement de la communauté nationale », « dispersion », « décadence », « invasion étrangère », « renoncements », « trahison », « culpabilisation », « assimilation », « islamisation », « haine sociale », « laxisme », « SIDA ». Il faut « se protéger » pour assurer le « survie » de la nation.

Une mission : combattre pour le peuple de France, ce peuple qui « résulte de la fusion unique en soi des vertus romaines, germaniques et celtiques ». Racisme implicite ? Spengler, lorsqu'il parlait de « race », affirmait se placer sur le plan de l'« éthique » et non sur celui de la « zoologie »... Précieuse distinction !

## REVUE des SCIENCES MORALES & POLITIQUES

Sommaire du n° 4 - 1987

Yves Coppens  
L'origine de l'homme : Le milieu, la découverte, la conscience, la création.  
Alain Bosquet  
Processus de la création en poésie.  
Jean-Claude Pecker  
Contraintes et libertés des modèles esthétiques.  
Christian Schmidt  
La « re-création » comme modèle d'accès à la connaissance en économie.

Jacques Faizant  
De la création dans le dessin humoristique.  
Jean Lacouture  
Le portraitiste amoureux : souffrances et bonheur du biographe  
Ilya Prigogine  
Un itinéraire dans un siècle turbulent  
Jean d'Ormesson  
La création littéraire.  
Jean Bernard  
Création scientifique et création artistique.

Vente au numéro : 100 F (France) - 125 F (Etranger)  
Par abonnement (1987) : 4 n° 360 F (France) - 485 F (Etranger)  
tarifs valables jusqu'au 31 décembre 1987  
CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex - France

gauthier-villars

## UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE FACULTÉ DE DROIT

### DEA Histoire, Droit, Droits de l'homme

Seul troisième cycle français dans le domaine des droits de l'homme, ce diplôme pluridisciplinaire valorise des acquis tant universitaires que professionnels.

Il comprend un tronc commun et deux mentions :

#### Dominante historique

• Formation à la recherche en science sociale débouchant sur les carrières de l'enseignement supérieur.  
• Préparation complémentaire aux concours de la fonction publique.

#### Dominante juridique (droits de l'homme)

• Formation à l'enseignement des droits de l'homme et de l'éducation civique.  
• Spécialisation dans les procédures de protection des droits de l'homme.

#### Le tronc commun

présente les principes juridiques, politiques et économiques fondamentaux.

Durée des études : un an, avec sessions groupées pour les professionnels.

Conditions d'accès : maîtrise en droit ou titre et travaux équivalents.

Début des enseignements : octobre 1988.

Renseignements : 47 X 38040 Grenoble cedex - Tél. 76.82.55.05

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Tél. : .....



## CRISES DANS LA Imposture et violences

**V**INGT et un morts entre les deux tours d'une élection présidentielle... Un bilan effrayant et malheureusement « classique » dans nombre de régions du tiers-monde. Mais, en mai dernier et en Nouvelle-Calédonie, il s'agissait de ce tiers-monde « de type colonial » qui fait partie de la République française et dont une partie de la population autochtone mélanésienne lutte pour l'indépendance.

Le gouvernement de M. Chirac a laissé en héritage au président réélu un gâchis calédonien qu'il faudra réparer au plus vite. Il lui faudra aussi, dans l'ensemble de l'outre-mer français, poursuivre, sur les plans économique et social, la tâche amorcée entre 1981 et 1986 dans les domaines politique et administratif alors que les populations locales, pluri-ethniques, restent tiraillées entre le désir du maintien du statu-quo et la crainte d'une trop grande dépendance à l'égard de la métropole. (Lire page 10 l'article de Jean-Luc Mathieu.)

Par JEAN-MARIE KOHLER \*

Septembre 1984 n'était plus qu'un mauvais souvenir pour les Calédoniens. Ils étaient persuadés que plus jamais une minorité indigène ne tenterait de reprendre par la force, au nom de l'ethnie autochtone, le contrôle de ce territoire que la France possède depuis plus de cent trente ans. Les Blancs s'étaient armés et organisés pour ne pas se laisser surprendre une nouvelle fois. Le gouvernement avait entrepris une consolidation « irréversible » de la présence française. Les mises en garde des indépendantistes ne donnaient plus guère d'inquiétudes aux Européens : les Mélanésiens devaient redevenir cette population marginale et dominée qui n'inspire que condescendance ou mépris à la plupart des Calédoniens. Mais tout a basculé en avril 1988 à l'occasion des élections faites pour consacrer le nouvel ordre des choses. Que s'est-il produit ?

Si l'on écoute le seul discours officiel, l'explosion d'avril 1988 est incompréhensible. L'imputer à des interventions extérieures (de la Libye, par exemple) ne permet nullement d'expliquer sa force et ses modalités. Les derniers développements de la dynamique indépendantiste dévoilent leur logique dès lors que l'on identifie les mécanismes qui les ont suscités.

Les partis conservateurs présentent la société calédonienne comme une communauté pluri-ethnique réalisée, dotée d'une identité propre et d'un projet social résultant d'un large consensus. Il n'y aurait plus que des Calédoniens, pareillement attachés à leur « Caillou », résolus à rester français « dans leur immense majorité ». D'ailleurs, tout le monde (ou presque) serait métis ; se réclamer d'une ethnie serait anachronique et incongru. Les inégalités et les ségrégations coloniales auraient disparu avec la suppression du « régime de l'indigénat » en 1946. Et, pour assurer la paix, l'application du principe démocratique « un homme, une voix » représenterait, conjuguée avec la fermeté de l'Etat, une voie parfaitement appropriée. Dans cette Calédonie moderne et libérale, le statu quo est proclamé profitable à toutes les composantes de la population et aux intérêts nationaux. Tout retour sur l'histoire coloniale est prosaïque, car inutile et susceptible de réveiller de vieux démons.

\* Sociologue, spécialiste du Pacifique sud, auteur, notamment, de *Colonie en démocratie*, EDIOP, Nouméa, 1987.

Dans cette optique, l'indépendance est non seulement injustifiée mais néfaste. Ne serait-elle pas anachronique dans un monde qui s'organise en ensembles de plus en plus larges, et suicidaire pour l'économie de cet archipel qui, grâce aux transferts de la métropole, est le plus riche de la région ? Mais cette approche manipulée du problème cherche à détourner l'attention de l'opinion du fait majeur que constitue la légitimité de la revendication nationaliste.

La première justice à rendre à la population mélanésienne est de reconnaître que le peuple canaque existe et qu'il est par excellence le peuple de la Nouvelle-Calédonie. Les Mélanésiens sont restés majoritaires dans leur pays jusqu'aux années 60, malgré l'effondrement démographique qui avait fait croire à leur disparition imminente pendant les premières décennies de la colonisation. Les populations immigrées ne l'emportèrent qu'à la faveur d'une relance de la colonisation de pen-

### Revendication indépendantiste et droits acquis

**F**ACE aux Mélanésiens, peuple de la Nouvelle-Calédonie, il n'y a — au sens strict du terme — que des immigrants. Une minorité d'entre eux appartiennent à des familles installées de longue date et considèrent ce pays comme leur unique patrie. Certains descendent des bagnards ; d'autres, de ces migrants de travail asiatiques que l'on importa comme main-d'œuvre bon marché ; d'autres encore, de colons venus librement. Mais la majeure partie de la population immigrée n'a pas les mêmes attaches avec ce pays. Certes, beaucoup d'Européens y possèdent des biens et tiennent à rester pour les faire fructifier. La plupart d'entre eux, cependant, subordonnent leur maintien dans l'archipel à la reproduction des avantages liés à la suprématie blanche qui, issue de la colonisation, reste entretenue jusqu'à présent par l'Etat. Importés comme travailleurs après les années 50 et constituant un semi-prolétariat entièrement dépendant du capitalisme européen, les Wallisiens et Futuniens se sentent, en grand nombre, condamnés à rester en Nouvelle-Calédonie par l'exiguïté de leurs îles d'origine. Pour incontestables qu'ils puissent être, les droits acquis

plément, destinée à assurer la suprématie blanche. Mais, depuis quelques années, le solde migratoire du territoire est stationnaire, voire négatif, et les Mélanésiens ont le taux de fécondité le plus élevé de tous les groupes ethniques. Ils sont près d'atteindre la moitié de la population et formeront, selon toute vraisemblance, la majorité du corps électoral dans quelque temps. Ce dynamisme démographique est une donnée essentielle de la situation, car il ne semble guère possible d'en compenser les effets par de nouvelles immigrations. Penser que le métissage entre Blancs et Noirs dissout l'appartenance ethnique n'est qu'une illusion dans l'état actuel des rapports entre les populations. Les clivages sont en effet tels qu'il n'existe pas de métis simplement « calédoniens » ; on n'y trouve que des « méfis blancs » et des « méfis noirs », selon l'insertion sociale des intéressés — quelle que soit la couleur de leur peau. L'identification de l'ethnie mélanésienne ne pose par ailleurs guère de problèmes : l'état civil de droit particulier (antérieurement « état civil indigène ») en fixe assez bien les contours pour une première approche.

Certes, les Mélanésiens parlent une trentaine de langues, leurs systèmes sociaux varient d'une région à l'autre, de multiples antagonismes anciens et nouveaux les opposent. La scolarisation, la salarisation et l'urbanisation déterminent chez eux, comme dans les autres communautés, des stratifications et des stratégies sociales divergentes. Rien, cependant, ne permet de mettre en cause leur identité, leur unité culturelle et sociale face aux populations allochtones. Au demeurant, cette unité se trouve puissamment renforcée par la lutte nationaliste, lutte considérée comme l'accomplissement des insurrections d'autrefois (en particulier de celle conduite par le grand chef Ataï en 1878). C'est ce peuple mélanésien qui, avec une remarquable constance, malgré les pressions subies, exprime massivement (à plus de 80 % de son électoral) sa volonté de récupérer la souveraineté sur son pays.

par les membres de cet ensemble hétérogène — droits qui devront être définis à titre individuel — ne sauraient abolir ceux, antérieurs, des Mélanésiens.

Le mouvement indépendantiste ne cherche pas à imposer ses options par la force. Il préconise au contraire l'organisation d'une consultation démocratique dans le respect du droit fondamental des peuples à disposer d'eux-mêmes — en l'occurrence, des droits du peuple mélanésien. Non seulement ce peuple a, lui seul, vocation à l'autodétermination en raison de ses droits premiers et prééminents ; mais le rapport colonial ayant jusqu'à présent bloqué l'émergence d'une entité sociale et culturelle calédonienne, il forme le seul peuple de la Nouvelle-Calédonie historiquement constitué. De plus, lui seul ayant été colonisé, il se trouve seul en situation de demander que lui soit restituée la souveraineté dont il a été dépossédé. Cette conception de l'autodétermination correspond à celle qui inspire la résolution n° 1514 (XV) de l'ONU,



« FÊTE DE LA LIBERTÉ » DU RPCR, NOUMÉA, SEPTEMBRE 1987  
Une commémoration crispée autour de privilèges dévotement caillés

dans laquelle il est spécifié : « L'arrivée et l'installation de nouveaux habitants qui auraient changé dans un pays colonial la composition numérique de l'ensemble de la population ne peuvent modifier en rien les droits du peuple colonial concerné ». Par sonci d'ouverture, le mouvement indépendantiste a cependant admis que les colons les plus anciennement installés en Nouvelle-Calédonie, voire tous ceux ayant un parent né dans le territoire, soient associés à la consultation (en tant que « victimes de l'histoire »). Et il a fait solennellement savoir qu'en cas d'indépendance la souveraineté récupérée permettrait au peuple autochtone d'exercer sa faculté d'accueil au bénéfice de tous ceux qui souhaiteraient participer à l'édification d'une communauté nationale à la fois canaque et pluri-ethnique (« Projet de Constitution de la République kanak », 19 janvier 1987). On est loin de l'image anti-démocratique et raciste que la droite s'efforce de donner des exigences indépendantistes.

Au lieu d'une autodétermination du peuple autochtone colonisé, le gouvernement de M. Chirac a organisé un scrutin ne prenant en compte que des droits individuels, avec la participation indistincte de tous les électeurs présents sur le territoire depuis trois ans et plus (y compris, entre autres, les fonctionnaires en affectation temporaire). Le référendum de 1987 ne fut qu'un simulacre d'autodétermination. La majorité que forment les Blancs (et leurs alliés) était simplement invitée à plébisciter sa suprématie — ce qu'elle fit. L'opération visait à légitimer le maintien d'une situation coloniale contre la volonté de la population colonisée. Celle-ci devait assister, impuissante, à une liquidation de ses droits

fondamentaux. Le suffrage universel, règle d'or des démocraties, était perverti. Ce coup de force, qui s'identifiait à une imposture, a suscité une profonde amertume et beaucoup de ressentiment chez les Mélanésiens. Ils refusèrent de participer à l'opération, en rejetèrent le résultat et continuèrent à réclamer un référendum d'autodétermination respectant leur dignité et leurs droits.

Les Mélanésiens veulent l'indépendance pour une raison simple : la population colonisée ne supporte plus la situation qui lui est imposée. Les opérations de recolonisation mises en œuvre au cours des deux dernières années ont fini par acculer les Mélanésiens aux solutions de désespoir.

D'autant que le référendum consacrait la vocation de colonie de peuplement du territoire. D'importantes incitations financières et fiscales furent programmées pour renforcer les forces conservatrices. L'hégémonie blanche a enregistré de nouveaux et sensibles progrès à la faveur de réformes institutionnelles et du détournement des transferts financiers de l'Etat. Diverses formes d'apartheid se développaient. La réforme foncière engagée en faveur des Mélanésiens sous l'égide de l'Office foncier fut réorientée au bénéfice des colons blancs et de leurs dépendants, sous l'autorité d'un organisme spécialement créé à cet effet (l'ADRAF). Les recherches pédagogiques entreprises pour diminuer l'échec scolaire des Mélanésiens (enseignement des langues vernaculaires et prise en compte de certaines spécificités culturelles) furent arrêtées. L'Office culturel, scientifique et technique canaque, chargé d'étudier et de faire connaître la culture mélanésienne, se vit transformer en un office voué à

## FRANCE EN en Nou

Le 19 mai 1988, le Front de libération canak (FLC) a organisé une manifestation à Nouméa pour protester contre le référendum du 29 mai 1987. Les manifestants ont brandi des drapeaux et des pancartes, et ont chanté des chants de protestation. La manifestation a été réprimée par la police, et plusieurs personnes ont été blessées.

La manifestation a été réprimée par la police, et plusieurs personnes ont été blessées. Les manifestants ont été dispersés par les forces de l'ordre.

### Prise d'assaut

Le 19 mai 1988, le Front de libération canak (FLC) a organisé une manifestation à Nouméa pour protester contre le référendum du 29 mai 1987. Les manifestants ont brandi des drapeaux et des pancartes, et ont chanté des chants de protestation. La manifestation a été réprimée par la police, et plusieurs personnes ont été blessées.

La manifestation a été réprimée par la police, et plusieurs personnes ont été blessées. Les manifestants ont été dispersés par les forces de l'ordre.

La manifestation a été réprimée par la police, et plusieurs personnes ont été blessées. Les manifestants ont été dispersés par les forces de l'ordre.

La manifestation a été réprimée par la police, et plusieurs personnes ont été blessées. Les manifestants ont été dispersés par les forces de l'ordre.

### LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

propose aux universitaires, aux professeurs, aux cadres d'entreprises et d'organisations, aux étudiants tant français qu'étrangers de niveau supérieur, des séminaires afin de leur permettre de :

- 1 Comprendre les réalités de l'entreprise dans le contexte socio-économique français. Trois semaines dont un stage d'une semaine en entreprise et une semaine d'étude en province.  
Du 30 juin au 22 juillet 1988
- 2 Faire le point sur l'actualité politique, économique et sociale en France.  
Du 22 au 28 juin 1988
- 3 Evaluer le potentiel économique de la francophonie dans le monde et de le développer dans l'avenir.  
Du 18 au 22 juillet 1988

Renseignements, inscriptions :

Chambre de commerce et d'industrie de Paris  
Direction de l'enseignement - Relations internationales  
42, rue du Louvre, 75001 PARIS  
Tél. (1) 45-08-37-34 - Telex 213509 DECCIPF

### SCIENCES PO.

- STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
- STAGE ANNUEL
- STAGE SEMESTRIEL

### DROIT/SCIENCES ECO.

- STAGE 2<sup>ème</sup> SESSION
- STAGE DE PRÉ-RENTREE
- STAGE DE SOUTIEN



documentation  
sur demande  
**IPEC**  
Face à la Sorbonne

Institut Polytechnique d'Enseignement Supérieur  
46, bd Saint-Michel, 75006 Paris  
Tél. 46.33.81.23 / 43.29.03.71

Service lecteur n° 6  
Le Monde diplomatique  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

### LE MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE ET DE FINANCE INTERNATIONALES DE BORDEAUX I

Spécificité : une équipe confirmée  
plus dix conventions d'association  
(stages, séminaires spécialisés, etc.)

#### LA FINANCE INTERNATIONALE

avec la BANQUE DE FRANCE, la BANQUE INDOSUEZ et...  
les professeurs BOURGUINAT, McMAHON (Birmingham)  
URRUTIA (Bilbao)

#### L'EXPORTATION ET L'INVESTISSEMENT À L'ÉTRANGER

avec SAINT-GOBAIN, LECTRA-SYSTÈME et...  
le professeur DENIS, MM. Sardin et Colombet

#### LA GESTION DE TRÉSORERIE ET L'INGÉNIERIE FINANCIÈRE

avec RÉMY-MARTIN, la BORDELAISE DE CRÉDIT, le CRÉDIT DU NORD et...  
les professeurs BERTONECHE et HIRIGOYEN

#### LES NOUVEAUX INSTRUMENTS FINANCIERS

avec la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, le CRÉDIT AGRICOLE et...  
les professeurs LACQUE-LABARTHE et MARQUET, M. Simonet

Renseignements : FAC. SC. ÉCONOMIQUES,  
avenue Léon-Duguit, 33604 PESSAC - Tél. 56-80-78-41

### INSTITUT DES RELATIONS

Établissement  
12, rue de la

Fondé en 1948, l'Institut  
économique, économique  
aux jeunes

### CARRIÈRES

L'enseignement est assuré  
fonctionnaires et  
Les études  
Le diplôme permet l'accès  
aux diplômés des  
Baccalauréat  
Spécialité  
Secrétariat ouvert de



1500

# FRANCE D'OUTRE-MER en Nouvelle-Calédonie

L'exaltation d'une société pluri-ethnique imaginaire. Le « Plan de relance économique » accrut les inégalités dans des proportions inconnues jusqu'à l'aide de l'Etat profitant surtout à la bourgeoisie blanche de Nouméa et à sa clientèle (une part non négligeable des 3 milliards de francs payés annuellement par les contribuables métropolitains pour la Calédonie est transformée en capitaux privés placés à l'étranger). Les médias furent plus que jamais mis au service des intérêts de la minorité dominante. Et, pour couronner cette politique, le « statut Pons » a privé les Mélanésiens de la plupart des possibilités consenties dans le cadre des régions créées par le « statut Fissani ».

La justice est devenue la justice des Blancs pour les Blancs, contre les Noirs. La moindre infraction commise par les indépendantistes contre l'ordre public donne lieu à des poursuites, tandis que les nombreux et graves attentats commis par des « loyalistes » restent impunis. Dans un cas, il s'agit de menées subversives et terroristes ; dans l'autre, d'actes patriotiques. Pour être dissuasives, les peines infligées aux Mélanésiens doivent toujours être « exemplaires ». La prison du Camp

Est, à Nouméa, contient des dizaines de détenus noirs qui sont en fait des prisonniers politiques. Le comble de la partialité fut atteint avec l'acquiescement des sept auteurs du massacre de Hienghène par la cour d'assises de Nouméa, en octobre 1987. Ce verdict, qui innocentait des assassins ayant reconnu dix meurtres commis dans des conditions atroces, a persuadé les Mélanésiens que leurs vies n'ont pas de valeur devant la justice telle qu'elle s'exerce à Nouméa.

Les forces armées comptent de 7 000 à 8 000 hommes, pour à peine 70 000 Mélanésiens - femmes, enfants et vieillards compris. Cette présence militaire massive, que le pouvoir a justifiée par des missions humanitaires et d'appui à la démocratie, révèle ses véritables fonctions. Sa mission effective est de protéger par la force l'ordre colonial. Les activités de sport et de loisir organisées dans les tribus par les militaires, leur collaboration à des travaux agricoles, le zèle qui les anime pour tout ce qui touche à la religion (restauration des lieux de culte aux frais de l'administration, participation aux cérémonies et festivités), les constructions de pistes, etc., ne constituent en



RASSEMBLEMENT DE MILITANTS DU FLNKS A CANALA, AOUT 1987

fait que des opérations de séduction et de renseignement. La « nomadisation » permet d'assurer la surveillance des villages. L'omniprésence de l'armée n'a pour but que d'intimider les indépendantistes. En cas d'incidents, les forces de répression interviennent avec une violence croissante contre la population. Elles se comportent volontiers comme en pays conquis, violant les domiciles et les lieux sacrés, et pratiquant le chantage aux représailles. Dans la région de Koné, la population mélanésienne a été quasiment prise en otage, après que deux gendarmes eurent été tués. Les villages furent soumis à des « opérations coup de poing » répétées, fort traumatisantes, puis « occupés » pendant des semaines. Plus les affrontements s'aggravent (prenant parfois une allure de guérilla), plus la répression se veut exemplaire. On peut trouver ridicule que, à l'instar des bâtiments de la Royale au dix-neuvième siècle, un navire de guerre français fasse aujourd'hui donner ses pièces pour effrayer des indigènes à Pouébo en vue d'appuyer le débarquement de quelques gendarmes ; mais le carnage perpétré le 5 mai 1988 à Ouvéa par des unités d'élite de l'armée renvoyait aux représailles coloniales les plus brutales et contrainait à juger l'évolution de la situation d'un point de vue éthique.

Le mouvement indépendantiste ennuie avoir essayé, avec une grande patience, les voies de la concertation avant de se résoudre aux actions violentes. Ses chefs l'ont fait jusqu'à risquer de se discréditer auprès d'une partie de leurs militants ; les plus jeunes de ceux-ci en sont venus à leur reprocher de faire le jeu des forces conservatrices. Lorsqu'il leur avait été proposé de participer à la gestion du territoire dans les régions établies par le « statut Fissani », ils avaient saisi cette occasion de rencontre et de travail en commun avec les autres composantes de la population. Les nationalistes s'occupaient alors plus de programmes de développement que de politique, et bien des colons européens purent se féliciter des interventions réalisées à leur profit. Mais le redécoupage des régions opéré par le « statut Pons » et la redéfinition de leurs compétences ont chassé les indépendantistes des responsabilités administratives et techniques qu'ils occupaient, au profit des forces conservatrices.

C'était le retour à l'exclusion, ou tout au moins une nouvelle marginalisation jugée humiliante et non acceptable.

tiers, 22 août 1987). Les marches, les sit in et les jeûnes eurent pour résultat le plus tangible de démobiliser une partie des militants, ce qui provoqua - par contrecoup - un regain de faveur pour les stratégies violentes.

Si les chefs indépendantistes se sont à leur tour radicalisés, ce n'est sans doute pas tant sous l'effet de la pression exercée par la base qu'au vu de l'insuffisance de leurs efforts pour obtenir par d'autres voies le respect des droits du peuple canaque. Ils ont observé que l'influence de la droite activiste, la pression qu'elle exerce sur l'Etat, dépend pour une part notable de la menace d'un recours aux armes. Cette stratégie de lutte pour le nouveau changement, mais les graves séquelles des événements survenus à cette occasion

marqueront l'avenir. La jeunesse canaque, qui a payé un lourd tribut (dix-neuf morts à Ouvéa), est plus que jamais déterminée à mener le combat à son terme.

Pour sortir de ce cycle infernal, le dialogue est indispensable. Mais les Mélanésiens sont très avertis des ambiguïtés des propositions venant de la droite coloniale et des instances de l'Etat, et ils n'ont plus confiance en la parole de la France. Quand le pouvoir dominant invite au dialogue ceux qu'il domine, c'est habituellement pour faire enterrer les conditions de la perpétuation de sa domination. Le rapport entre « partenaires » est d'emblée piégé, car, si les dominés ne consentent pas à entrer dans le jeu qu'on veut leur imposer, ils sont accusés de refuser le dialogue et on leur impute la responsabilité des tensions.

Le dialogue ne supprimera pas les antagonismes entre les Mélanésiens et les Européens en Nouvelle-Calédonie. Ces antagonismes sont déterminés par les structures coloniales héritées du passé, reproduites et sans cesse actualisées. Les inégalités, les discriminations et les exclusions sont constitutives du système. Les intérêts contradictoires et l'état des rapports de forces expliquent les incompréhensions entre Blancs et Noirs, et non l'inverse. D'où les limites du dialogue. Une négociation ne peut être féconde que si elle porte sur les conditions d'une transformation radicale de cet ordre social qui, fondamentalement, rend tout dialogue impossible ou vain. Les Mélanésiens ne pourront, en toute logique, être intéressés que par un seul type de dialogue : celui qui formulera les modalités de la décolonisation.

JEAN-MARIE KOHLER.

## Prise d'assaut et information-otage

Par JEAN CROZIER

**P**RÉCIPITÉ pour raisons électorales ou imposé pour sauver des gendarmes, le règlement de la prise d'otages d'Ouvéa pose, entre autres graves problèmes politiques, la question de la liberté de la presse sur un territoire français. Pour « la sécurité des journalistes » (1), sinon pour le droit à la recherche de l'information, les zones militaires sensibles (ZMS) n'ont en effet pas cessé de s'étendre en Nouvelle-Calédonie à partir du 22 avril 1988 (2).

L'interdiction faite aux journalistes de pénétrer, d'interroger, de filmer ou de photographier est la loi première d'une ZMS. Justifiable en temps de guerre, mais en principe limitée en temps de paix au périmètre des installations militaires, cette mesure, quand elle est étendue à l'ensemble d'une île française où se déroulent des opérations de maintien de l'ordre, ne peut qu'inquiéter le citoyen. Imaginerait-on que, à l'occasion d'une prise d'otages à la mairie de Paris, la moitié de la capitale soit interdite à la presse durant deux semaines ? Ou Ouvéa soit située à 19 000 kilomètres de Paris ne change rien au problème.

A Ouvéa, précisément, le premier jour de la prise d'otages, les deux équipes de télévision dépêchées sur place ont été enfermées dans un hangar de l'aérodrome par les militaires avant de devoir regagner Nouméa sans plus d'information. L'île est restée interdite à la presse durant quatorze jours.

Autre fait d'importance : le « relâchement » du contrôle, par l'armée, de l'accès à l'île d'Ouvéa n'a pas coïncidé avec la date de la libération des otages (5 mai), mais est intervenu le lendemain du second tour de l'élection présidentielle (9 mai). Certes, dans l'après-midi du 5 mai, au terme de l'opération « Victor », le commandant Vidal et M. Bernard Pons accordèrent un entretien sur l'aéroport d'Ouvéa, à Ouvéa... Mais c'était à la seule équipe d'Antenne 2, disposant d'une accréditation du Service information des armées (SIRA). Pendant ce temps, cinq autres équipes de chaînes françaises (3) et trois australiennes attendaient à Nouméa. Certes, le lendemain 6 mai, le commandant des forces armées en Nouvelle-Calédonie organisait, pour tous les journalistes, une visite guidée de la « grotte aux otages », mais, le 7 mai, Ouvéa et ses deux mille huit cents habitants étaient toujours sous le contrôle des fusils d'assaut mais hors d'atteinte des caméras.

Ainsi, jusqu'à la fin du second tour de l'élection présidentielle, l'accès à Ouvéa a dépendu de l'autorité militaire et du ministre des DOM-TOM. Seules, le 8 mai, l'équipe d'Antenne 2 accréditée par l'armée et celle de la « 5 » ont pu filmer, à Ouvéa, les obèques des dix-neuf membres du FLNKS, une équipe de RFO étant autorisée à filmer le déroulement du scrutin. Mais aucune de ces trois équipes n'a pu se rendre aux environs de Goussena, au nord de l'île, ni recueillir, sur le déroulement des opérations de maintien de l'ordre et sur les conditions de l'assaut final, l'opinion des tribus directement concernées. Or, en raison du décalage horaire (GMT + 11), les journaux télévisés de 13 heures auraient pu diffuser, le dimanche 8 mai, un reportage sur ces témoignages tournés dans l'après-midi de ce même dimanche.

Craignait-on que ces éventuels témoignages canaques fussent aux antipodes des versions officielles ? Ou qu'ils « tombent », en métropole, en plein scrutin ? Depuis, des enquêtes ont été ouvertes, mais, pendant les « événements », la presse n'avait pu travailler librement.

- (1) M. Bernard Pons à Nouméa, conférences de presse des 25 avril, 28 avril et 5 mai 1988.
- (2) Outre Ouvéa, sur les deux autres îles Loyauté (Maré et Lifou), plusieurs lieux, dont les aérodromes, ont été déclarés ZMS. Sur la Grande-Terre, ont également été déclarés « zones sensibles » l'aéroport de Tontouta et tous les postes militaires des principaux axes routiers (Canala-Thio-Hienghène).
- (3) TF 1, la « 5 », M 6 RFO et l'équipe d'Antenne 2 non accréditées.

**INSTITUT D'ETUDE  
DES RELATIONS INTERNATIONALES  
(I.L.E.R.I.)**  
Etablissement d'enseignement supérieur libre  
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS  
Tél. 42-96-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

**CARRIÈRES INTERNATIONALES**  
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales.  
Les études se répartissent sur quatre années.  
Le diplôme permet l'accès aux études de 3<sup>e</sup> cycle (DEA et DESS) ainsi qu'aux diplômes des Universités étrangères (MBA, MIA, MIR, etc.).  
Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossier après entretien. Statut étudiant.  
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Les actions non violentes organisées pour protester contre le référendum de 1987 furent une autre tentative du mouvement indépendantiste pour se faire entendre. Elles ne rencontrèrent qu'incrédulité ou mépris de la part de la droite et de la population européenne, quand elles ne furent pas réprimées (matraquage à la place des Coco-

- Précédents articles**
- « Présence de la France dans le Pacifique sud : les enjeux stratégiques de la crise calédonienne », par Philippe Leymarie (MARS 1988).
  - « Un autre destin pour les « demimères coloniales françaises ». Objectifs communs et grande diversité des mouvements indépendantistes », par Michel Camon et Jean Chesneaux (AOUT 1988).
  - « Dossier « Nouvelle-Calédonie » : tardive et difficile transition. Comment dessiner le chemin de la dépendance économique ? » par François Dupon.
  - « Nouméa, une place forte et son désert », par Loïc Wacquant. « Les Mélanésiens : des origines controversées », par José Garanger. « Invasions canaques », par Jean-Pierre Aiaux (OCTOBRE 1988).
  - « Les contradictions coloniales de la démocratie néo-calédonienne », par Jean-Marie Kohler (JULLET 1987).

**UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE  
UTR DÉVELOPPEMENT**

Vous voulez :		Vous recherchez :	
Une formation niveau Bac + 2 ou Bac + 4, en prise sur la réalité économique et sociale, animée par des enseignants soucieux de vos débouchés.		Une formation de troisième cycle assurée dans le cadre de laboratoires internationalement reconnus.	
<b>Nous proposons :</b>			
P C E G	Une formation de base pour la poursuite d'études en économie et en gestion (DEUG).	I R E D P M	DEA Economie du développement.
	Une formation de technicien de la fonction personnel (DEUST). Tél. 76.82.54.88.		DESS Gestion des ressources humaines. Tél. 76.82.54.28.
S C E A	Un second cycle d'économie appliquée à la gestion du développement et de l'emploi. Tél. 76.82.54.90.	I U G	DEA Espaces, pouvoirs et aménagement (en commun avec le Ceps). DESS Urbanisme et aménagement. Tél. 76.87.24.28.
			Utr Développement - 47 X 38040 Grenoble cedex



## CRISES DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER

## L'extrême urgence des réformes économiques

Par  
JEAN-LUC  
MATHIEU \*

M. François Mitterrand a été plébiscité, le 8 mai 1988, dans les départements d'outre-mer (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion) et dans la collectivité territoriale de Mayotte. Ses scores ont été très supérieurs à ceux de 1981. Pourtant le gouvernement de M. Chirac avait fait de gros efforts financiers en faveur de l'outre-mer, avec pour but premier de « séduire » le maximum de gens, non de s'attaquer aux problèmes de fond. L'offensive a échoué. Sans doute a-t-on estimé dans les DOM, mais aussi en Polynésie française — politiquement renouée par le jeune président Alexandre Léonideff — que « trop c'est trop », et que la communauté des « valeurs » avec le Front national invoquée par M. Pasqua et certains membres du RPR avait de quoi inquiéter notamment qu'il n'est pas parfaitement blanc. A joué aussi le sentiment que la période 1981-1986 avait été celle de réformes politico-administratives

essentielles et que, mieux que M. Chirac, M. Mitterrand serait à même de poursuivre ce travail, dans le domaine économique cette fois.

Un million six cent cinquante mille Français seulement vivent outre-mer, soit moins de 3 % de la population totale, mais les problèmes qui s'y posent sont sans commune mesure avec leur poids démographique. Partout, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon, des sociétés pluriethniques vivent, à des degrés divers, des situations névrotiques, tiraillées qu'elles sont entre leur désir et leur crainte d'une profonde dépendance à l'égard de la métropole.

Témoignent de cette dépendance le profond déséquilibre des échanges extérieurs des DOM-TOM et sa couverture par les ressources en devises de l'ensemble français, ainsi que les flux qui injectent, via le Trésor public, des revenus outre-mer en partie grâce auxquels on « y » consomme. Que devenir sans ce goutte-à-goutte, cette tente à oxygène ? Les structures économiques et sociales en sont si dépendantes que toute brusque rupture avec ce schéma prendrait l'allure d'un séisme.

encore plus outre-mer, où les inégalités sont plus fortes et où certains avantages fiscaux, notamment en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, constituent des cadeaux indus de la collectivité nationale.

Outre-mer, l'administration, avec ses surréunérations, coûte très cher. Et dans les autres secteurs — l'hôtellerie ou la banque, par exemple — les rémunérations, « happées » vers le haut par le niveau des salaires des fonctionnaires, sont excessives. Ceci constitue une des causes majeures de l'impossibilité qu'il y a, dans les DOM et les TOM, à équilibrer des comptes d'exploitation d'entreprises à un niveau compétitif (1).

Il va donc falloir faire face à ces dures réalités et être conscient que :

— le développement de l'emploi n'est possible que si les entreprises ont des comptes de résultats prévisionnels équilibrés, dans la situation concurrentielle que l'on connaît. Toute l'aide devra être apportée à la constitution d'un tel appareil de production sur la base de comptes d'exploitation cohérents ;

— le financement du colossal effort d'investissement humain et matériel outre-mer ne pourra pas — car le pays ne le peut pas — s'opérer sans qu'y soient affectés, selon des modalités à négocier, selon un rythme à définir, selon un plan à trouver avec les intéressés, des milliards qui constituent actuellement la surréunération du secteur public et d'une partie du secteur privé.

On perçoit l'ampleur de la tâche, mais chacun pressent bien, outre-mer, que l'on ne peut éviter des révisions déshabillantes.

La loi du 31 décembre 1982 donne compétence aux conseils régionaux d'outre-mer pour promouvoir le développement. Ils peuvent faire à ce sujet au premier ministre des propositions comprenant même des modifications législatives et réglementaires. Il faut inviter les conseils régionaux à utiliser cette compétence essentielle qui doit faire d'eux les moteurs de la vie publique dans les DOM.

La rénovation du concept de contrat de plan doit permettre de conduire les conseils régionaux à proposer des mutations économiques et sociales importantes combinant :

— l'accroissement de la solidarité nationale ;

— la réduction des sur-rémunérations des fonctionnaires (cette idée a déjà cheminé dans les DOM) et de certains avantages fiscaux sans utilité pour le développement de la production ; de telles économies doivent financer des surcoûts de charges dans d'autres domaines ;

— l'augmentation importante des investissements intellectuels (enseignement et formations professionnelles), en logements et en infrastructures de production ;

— la définition — après concertation avec le patronat local mais aussi avec



MANIFESTATION INDÉPENDANTISTE EN GUADELOUPE EN FÉVRIER 1987  
Pas de militants, mais des thèmes populaires

le CNPF — d'axes de développement fondés sur la prise en compte des conditions de la compétitivité.

Des efforts pourront de la sorte être accomplis pour :

— moderniser l'agriculture et l'orienter vers des productions ayant, par leurs qualités et leurs prix, des débouchés intérieurs et extérieurs (fleurs et plantes d'ornement, fruits, tabac blond...) ; créer une classe d'agriculteurs formés et dynamiques serait une véritable révolution ;

— développer le tourisme en améliorant les conditions d'accueil ;

— créer les éléments de base capables d'attirer des industries de transformation parce que les perspectives de leurs comptes d'exploitation seront bonnes ;

— développer des services capables, avec des coûts modérés, d'intervenir dans les pays voisins des DOM (conseil agricole, travaux ruraux, comptabilité).

Les Territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales (C.T.) souffrent de difficultés économiques de même nature, doublées de problèmes politiques spécifiques.

Le chômage et la faiblesse de la couverture des échanges extérieurs sont, là encore, des phénomènes sérieux, qui relèvent pour partie des mêmes types de solution :

— constitution d'entreprises sur la base de comptes d'exploitation réalistes en regard aux conditions de la concurrence ;

— efforts intensifs de formation et d'investissement, ce qui passe en partie par la réduction des avantages dont bénéficient les couches dirigeantes.

Mais les politiques économiques et sociales sont de la compétence des gouvernements locaux en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. Une mutation profonde des contrats de plan s'impose, les deux parties devant s'entendre sur la réalisation d'objectifs communs.

## La Constitution fige les situations

EN fait, les TOM et les CT relèvent de politiques toutes différentes les unes des autres, dont notre cadre constitutionnel ne facilite pas l'émergence (ceci est même vrai pour les DOM).

A Mayotte et à Wallis-et-Futuna, tout doit être fait pour développer une formation multitechnique de base permettant au plus grand nombre possible de Mahorais, de Wallisiens et de Futuniens de vivre sur leur territoire en satisfaisant au mieux une part importante de leurs besoins élémentaires (alimentation, habitat). Tel n'est pas le cas : le niveau de vie y est entretenu par des mécanismes qui aliènent ces sociétés puisqu'elles n'ont cessé de voir se réduire leur taux d'autonomie économique. Le cadre « départemental », à Mayotte, est totalement inadapté. Comme à Wallis-et-Futuna, l'encadrement du développement économique reste à imaginer.

Mais il semble difficile d'envisager un développement si Wallis-et-Futuna ne devient pas un véritable territoire responsable et n'accepte pas la solidarité interne d'un impôt (adapté) sur le revenu et si Mayotte continue d'espérer devenir un DOM. Son non-rattachement aux Comores n'implique absolument pas sa départementalisation.

En Polynésie française, une transformation profonde des conditions de l'aide métropolitaine est nécessaire au développement, à l'instauration d'une plus grande justice (instauration d'un impôt sur le revenu, politique urgente en faveur de la jeunesse...) et du pluralisme de l'information.

Les choix faits quant au rôle du centre d'essais du Pacifique conditionnent dans une large mesure les possibilités de redéploiement de l'aide métropolitaine. Il y a là un préalable politique. Le territoire financier lui-même les charges correspondant aux compétences qu'il assume. La métropole apporterait une aide à la poursuite d'un certain nombre d'objectifs définis en commun.

En Nouvelle-Calédonie, la situation économique demeurera catastrophique tant qu'une solution politique ne se dégagera pas. Faute de quoi la Nouvelle-Calédonie continuera à coûter horriblement cher à la France. Les investissements matériels et humains ne se conçoivent que si l'avenir est à la fois clair et pacifique. Après le glâcis des deux dernières années, le nouveau gouvernement doit sortir le territoire et la République de l'ornière.

Métropole, DOM, TOM, collectivités territoriales font partie de la République. A ce titre, un certain nombre d'éléments communs doivent être uniformément garantis : nationalité, sécurité, défense, justice, information pluraliste, ce qui implique la mise en place de médias diversifiés, notamment par une restructuration de RFO, partout où domine la presse Hersant, aux Antilles notamment.

Enfin, il faudra bien un jour prendre conscience que la Constitution ne permet pas l'organisation optimale de l'outre-mer. En figeant les situations entre DOM et TOM, elle ignore les collectivités territoriales, qui existent pourtant. Il est difficile de faire une place à un territoire qui voudrait être indépendant tout en restant associé à la France puisque les passages de la Constitution relatifs à la Communauté sont à la fois inadaptés et défectueux. La Constitution devrait rendre possible, au-delà d'une base intangible, marquant l'appartenance à la République (ou l'association, en dehors de la République), une très grande variété de situations statutaires afin que les règles économiques et sociales soient, partout, les plus aptes à mener chaque collectivité sur le chemin de la croissance et de la justice.

(1) D'autres effets de structure (petites séries, éloignement des marchés) s'y sont ajoutés, rendant la production quasiment impossible.

## Nécessité d'investissements colossaux

MAIS ce lien avec la métropole est aussi ressenti comme dépersonnalisant, aliénant. Les séquelles de l'histoire coloniale, le racisme quotidien que vivent nos compatriotes d'outre-mer installés en métropole, et le ressentiment de tout un chacun à l'égard de la métropole qui tient son sort entre ses mains font que, malgré l'extraordinaire regain d'autonomie culturelle et politique vécu depuis quelques années, plus spécialement depuis 1981, les rapports avec Paris ne sont pas sentis comme totalement bien-faisants.

L'ambivalence de ces rapports, qui n'a pas partout la même intensité, explique des phénomènes troublants :

— Par exemple, la faible résultat électoral des indépendantistes de Guadeloupe et, néanmoins, le fort impact de certains de leurs thèmes. Les militants de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) évoquent des problèmes ressentis par la population, mais celle-ci redoute aussi bien les méthodes terroristes, qu'ils emploient parfois, que les conséquences auxquelles conduisent logiquement les perspectives indépendantistes ;

— Par exemple encore, les variations du Parti socialiste guyanais (qui n'est pas une fédération du PS français) entre autonomie et indépendance, entre le soutien électoral à M. Mitterrand et la critique faite à certains aspects de la politique d'outre-mer des gouvernements socialistes.

\* Haut fonctionnaire, auteur de *les DOM-TOM, FUF, Paris, coll. « Politiques aujourd'hui », 1988, 269 pages, 149 F.*

## DES STATISTIQUES D'EMPLOI ET D'ÉCHANGES COMMERCIAUX QUI REFLÈTENT UN PROFOND MALAISE

	DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER				TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
	Guayane	Martinique	Guadeloupe	Réunion	Polynésie française	Wallis-et-Futuna	Nouvelle-Calédonie
Population .....	84 177 (estimat. 1985)	328 000 (estimat. 1985)	385 000 (estimat. 1986)	568 000 (estimat. 1986)	166 753 (1982) dont : Polynésiens 68,5 % Européens 11,6 %	14 160 (estimation 1986)	144 386 (1983) dont : Mélanésiens 43 % Européens 37 % Wallisiens 8 %
Taux de chômage ...	15 %	22 %	26 %	32 % (1986)	11,2 % (1983)		13,2 % (1983)
Couverture importations/exportations ..	12 % (1986)	25 % (1986)	14 %	12 %	5,5 % (1986)	8,16 %	43 % (1986)

Source : Etude publiée par la Commission française Justice et Paix, mai 1988.

## LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international a besoin d'hommes et de femmes aux compétences nouvelles.

L'Institut Supérieur de Commerce International de DUNKERQUE dispense une formation de haut niveau sur 3 années.

Accès sur concours après une préparation HEC ou certains diplômes BAC + 2.

Diplôme d'université (niveau BAC + 4).

Quai de la Citadelle - 59140 DUNKERQUE.  
Tél. : 28.88.29.57.

République Française  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
CENTRE INTERNATIONAL DE VALBONNE

Au cœur de la technopole de Sophia-Antipolis, sur un site de 10 ha à 15 mn de l'aéroport international de Nice-Côte d'Azur

le C.I.V. propose :

• Un lycée d'état, de la 6<sup>e</sup> à la Terminale, sections A, B, C, D, G.

Section Internationale Franco-Américaine

Section sport études judo et tennis

• Public concerné : français expatriés, élèves étrangers aptes à recevoir un enseignement français ou international

• Un internat pédagogique ouvert toute l'année ; en chambres individuelles ou duplex

• Un centre d'hébergements, stages, colloques (800 lits)

Informations : Lycée - Internat : poste 405

centre d'hébergements : poste 468

ou sur demande écrite :

C.I.V. - 06565 VALBONNE CEDEX FRANCE

tél : 93 65 33 34

tél : 970 849

## Vers un

LES journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.

Les journaux européens pour le plus grand nombre cher et les nouvelles européennes n'ont pas les moyens de communication anglo-saxons très bas, des journaux ne rencontrent presque pas les risques politiques et économiques.



# Vers un marché mondial de l'information télévisée

- Par YVES EUDES

**MUR D'IMAGES AU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION A PARIS**  
Des rencontres européennes pour un enjeu mondial

L'exemple vient de haut : depuis 1982, le gouvernement fédéral américain met en place son réseau Worldnet, service mondial de diffusion par satel-

## La stratégie de la France

En attendant, les chaînes françaises doivent compter de plus en plus sur les agences étrangères pour se procurer

(1) TV 5 est la seule chaîne francophone pan-européenne. Elle propose depuis 1984 une sélection de programmes français, suisses, belges et québécois aux réseaux câblés européens.

(2) Chiffres extraits de la *Politique audiovisuelle extérieure de la France*. Rapport au premier ministre de M. Michel Péricard, Paris, 1988.

## L'Europe, objectif prioritaire

D'autre part, les expériences de journaux télévisés et de magazines d'actualités vendus « clés en mains » se multiplient. Une telle entreprise est désormais possible, car une demande d'un type nouveau se développe en Europe : les nouvelles chaînes privées, les stations locales hertziennes ou câblées et les chaînes « pan-européennes » diffusant par satellite qui vont se multiplier (1), n'ont en général ni les moyens ni la volonté d'entretenir leurs propres services permanents d'information et de débats. Les quelques nouvelles chaînes qui s'y sont risquées viennent renforcer la prudence des autres. Or pour répondre aux attentes et aux habitudes du public, toutes les chaînes généralistes ressentent le besoin d'inscrire, dans leur grille, des programmes d'information, qu'il faut donc projeter à l'extérieur.

La simple vente de programmes d'information n'est qu'un des aspects de l'offensive anglo-saxonne sur le marché européen. Parallèlement, les mêmes groupes mettent au point des projets bien plus ambitieux : avec le développement de la télévision câblée, les chaînes diffusant exclusivement des

## ■ les situations

Enfin, il faudra bien un jour commencer que la Constitution ne soit met par l'organisation opinda à l'ouest. En signant les accords entre DOM et TOM, elle ouvre les frontières territoriales, mais poseant. Il est difficile de faire le passage à un territoire qui voudrait indépendant tout en restant associé à France puisque les passages à la Constitution relatifs à la Communauté à la fois inadmissibles et dénués de sens. La Constitution devrait rendre possible d'une base unanime, en quant l'appartenance à la République, l'association, en dehors de la langue), une très grande variété d'institutions statutaires afin que les communautés et sociales soient, géographiques à mener chaque chose vers sur le chemin de la croissance humaine.

(1) D'autres effets de structure à l'œuvre, davantage des marchés et des systèmes, rendant la production possible.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE  
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

## SALARIÉS, ÉTUDIANTS A L'ÉTRANGER

**PRÉPAREZ  
PAR CORRESPONDANCE  
VOS DIPLÔMES NATIONAUX  
DE SCIENCES ÉCONOMIQUES  
(DEUG, LICENCE ET MAÎTRISE)**

**Inscriptions avant le 30 septembre 1988**

Pour tous renseignements :  
**UFR Faculté des Sciences Economiques**  
**47 X, 38040 GRENOBLE CEDEX**











**contre**

vérité. Mais les *howzd* chites, gardiens sourcillements des préceptes sacrés du Coran, sont dans leur ensemble hostiles à la spéculation rationnelle et à l'innovation normative. Le loi reçue de Dieu existe. Il faut la vivre, et non la compléter. C'est toute théorie qui à la traversée de l'histoire collective n'a que l'attente de la maîtrise rationnelle, qui est l'essence même de l'action de gouverner, vide cette action de tout contenu. On touche à un cœur du problème posé par l'aventurisme historique de l'imam Khomeiny à ses pairs quézistes : l'histoire peut-elle n'être qu'une attente ? Le gouvernement d'une nation peut-il n'être que son gardiennage ? Le fait que ces questions se posent à la fin de l'Eran, à l'issue de ces récents des révolutions de l'histoire n'est après tout qu'une extraordinaire ironie.

Selon une étude officielle invoquée au cours du débat budgétaire de 1987 par l'hopdajotelskan Nadi, député de Nadjafabad, sur les 47 millions d'Iraniens recensés en 1986, 12 millions sont au-dessous du seuil de pauvreté, 22 millions survivent sans parvenir à équilibrer leurs dépenses et leurs revenus, et un peu moins de 12 millions vivent dans un équilibre précaire; cependant qu'à peine plus de 1 million d'Iraniens se réservent les gros revenus. Le chômage frappe près du tiers des 13 millions de la population active. Le 18 janvier dernier, le premier ministre lui-même reconnaît : « Entre les 10 % des familles du bas de l'échelle des revenus et les 10 % des familles du haut de l'échelle, l'écart était de 1 à 32 en 1977; il est tombé de 1 à 25 en 1980, pour se creuser de nouveau d'un point par an. »

## L'histoire peut-elle n'être qu'une attente ?

façon vertigineuse. La contre-valeur en dollars, au taux de change officiel, de ces dépenses représentait 32 milliards à la veille de la révolution ; elle est tombée à 20 milliards en 1980-1981, pour atteindre 44 milliards en 1986-1987. Au cours des trois dernières années, le déficit budgétaire a été de l'ordre de 70 % en moyenne. La planche à billets fonctionne à plein. En neuf ans de République islamique, la masse monétaire s'est multipliée par dix. Cette multiplication et la paralysie de la production intérieure entraînent une inflation de près de 47 % pour 1986-1987.

Quant à l'impuissance de l'Etat, elle est liée au caractère confessionnel de la République islamique. L'exercice du pouvoir politique ne va pas des soirées pour les mollats. L'islam chiite considère tout pouvoir comme une usurpation, rendue possible par la disparition de l'imam et qui cessera à l'instant de sa réapparition, les « sources d'imitation » à la tête du pays sont dans un grand embarras, théorique bien entendu. L'ayatollah Djanati, président de la puissante Organisation de la propagande islamique, le dit sans ambages au cours d'un prêche à Qom, un vendredi de janvier 1988 : « La question

Le clergé chiïte, pendant l'enfance de l'Irân khoméinî, s'est trouvé confronté à ce problème. En 1907, lors de la révolution constitutionnelle dont l'Irân musulman fut déjà le protagoniste, les mollahs exigèrent et obtinrent la reconnaissance de leur droit à s'opposer aux lois contraires à la *charia* (loi islamique) que le Parlement à majorité laïque pourrait voter. Mais ils n'exercèrent ce droit que très peu de temps, précisément parce que les clercs des *houles* se rendirent compte que ce contrôle législatif impliquait la ratification de textes qui viendraient ainsi compléter les préceptes sacrés. Pour ne pas risquer de compromettre la perfection close de la parole prophétique et de la jurisprudence sacrée, on laissa faire le législateur constitutionnel.

Soixante-dix ans plus tard, le même clergé retrouve le même problème, mais la révolution et l'imam Khomeiny rendent l'esquisse impossible : le régime, cette fois, est islamique. Les mollahs tentent de définir une doctrine du pouvoir politique dans le manifeste de la « souveraineté du docte » (*welayat faghi*). Ils se refusent à nommer lois les règles que la société se donne. Pour eux, l'Etat — comme la nation, comme la société, comme l'humanité tout entière, — est soumis aux lois divines dont il ne peut, en quelque sorte, que faciliter et préciser le règne. La législation publique est conçue comme un ensemble subalterne de décrets d'application et d'arrêts d'extension des lois, par Dieu données à l'homme, et fixes. Le seul travail — de compréhension et d'interprétation — (*ijtihad*) permis sur ces lois est celui qui est nécessaire à leur mise en œuvre dans les situations concrètes de la vie. Le fondement du pouvoir de gouverner la communauté qui est consenti au *faghi* tient tout entier à sa maîtrise des préceptes du Prophète, et des lois intemporelles et sacrées qui en résultent.

En fait, le pouvoir islamique ne se pose pas la question de sa légitimité, mais seulement celle de sa justice. Et l'action de gouverner y ressemble autant, sinon davantage, à celle d'un juge suprême de la société qu'à celle d'un véritable détenteur du pouvoir exécutif. D'où cette notion d'un « docte » (*fahh*), pieux, sage, juste, courageux et avisé, vicar de l'imam caché et délégataire de la souveraineté divine, qui reçoit des croyants la charge de les mener.

La Constitution de la République islamique a été approuvée par référendum en décembre 1979, soit plus d'un an avant que le parti du même nom n'installe son rude monopole politique.

[illegible]

de la déception de l'opposition. Il est pleinement responsable de la déception. Le Parlement composé de députés de toutes les tendances universelles et nationales des différents parlements nationaux est responsable de ce qui s'est passé. Mais il n'est pas responsable de ce qui s'est passé au respect des droits de l'homme. Et la Commission peut assurer que la Commission de l'Union de la République de France est responsable de ce qui s'est passé. La Commission de l'Union de la République de France est responsable de ce qui s'est passé. La Commission de l'Union de la République de France est responsable de ce qui s'est passé.

C'est une grande qualité de  
 savoir que l'on a le droit de  
 se faire des idées et de les  
 défendre. C'est une grande  
 qualité de savoir que l'on a  
 le droit de se faire des idées  
 et de les défendre. C'est une  
 grande qualité de savoir que  
 l'on a le droit de se faire des  
 idées et de les défendre. C'est  
 une grande qualité de savoir  
 que l'on a le droit de se faire  
 des idées et de les défendre.

[illegible]

THE AMERIC

DEUXIEME C  
DES RELAT

"Cinquante ans de la  
de la  
re

[illegible]

1782  
1783  
1784  
1785  
1786  
1787  
1788  
1789  
1790  
1791  
1792  
1793  
1794  
1795  
1796  
1797  
1798  
1799  
1800  
1801  
1802  
1803  
1804  
1805  
1806  
1807  
1808  
1809  
1810  
1811  
1812  
1813  
1814  
1815  
1816  
1817  
1818  
1819  
1820  
1821  
1822  
1823  
1824  
1825  
1826  
1827  
1828  
1829  
1830  
1831  
1832  
1833  
1834  
1835  
1836  
1837  
1838  
1839  
1840  
1841  
1842  
1843  
1844  
1845  
1846  
1847  
1848  
1849  
1850  
1851  
1852  
1853  
1854  
1855  
1856  
1857  
1858  
1859  
1860  
1861  
1862  
1863  
1864  
1865  
1866  
1867  
1868  
1869  
1870  
1871  
1872  
1873  
1874  
1875  
1876  
1877  
1878  
1879  
1880  
1881  
1882  
1883  
1884  
1885  
1886  
1887  
1888  
1889  
1890  
1891  
1892  
1893  
1894  
1895  
1896  
1897  
1898  
1899  
1900  
1901  
1902  
1903  
1904  
1905  
1906  
1907  
1908  
1909  
1910  
1911  
1912  
1913  
1914  
1915  
1916  
1917  
1918  
1919  
1920  
1921  
1922  
1923  
1924  
1925  
1926  
1927  
1928  
1929  
1930  
1931  
1932  
1933  
1934  
1935  
1936  
1937  
1938  
1939  
1940  
1941  
1942  
1943  
1944  
1945  
1946  
1947  
1948  
1949  
1950  
1951  
1952  
1953  
1954  
1955  
1956  
1957  
1958  
1959  
1960  
1961  
1962  
1963  
1964  
1965  
1966  
1967  
1968  
1969  
1970  
1971  
1972  
1973  
1974  
1975  
1976  
1977  
1978  
1979  
1980  
1981  
1982  
1983  
1984  
1985  
1986  
1987  
1988  
1989  
1990  
1991  
1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
2076  
2077  
2078  
2079  
2080  
2081  
2082  
2083  
2084  
2085  
2086  
2087  
2088  
2089  
2090  
2091  
2092  
2093  
2094  
2095  
2096  
2097  
2098  
2099  
2100  
2101  
2102  
2103  
2104  
2105  
2106  
2107  
2108  
2109  
2110  
2111  
2112  
2113  
2114  
2115  
2116  
2117  
2118  
2119  
2120  
2121  
2122  
2123  
2124  
2125  
2126  
2127  
2128  
2129  
2130  
2131  
2132  
2133  
2134  
2135  
2136  
2137  
2138  
2139  
2140  
2141  
2142  
2143  
2144  
2145  
2146  
2147  
2148  
2149  
2150  
2151  
2152  
2153  
2154  
2155  
2156  
2157  
2158  
2159  
2160  
2161  
2162  
2163  
2164  
2165  
2166  
2167  
2168  
2169  
2170  
2171  
2172  
2173  
2174  
2175  
2176  
2177  
2178  
2179  
2180  
2181  
2182  
2183  
2184  
2185  
2186  
2187  
2188  
2189  
2190  
2191  
2192  
2193  
2194  
2195  
2196  
2197  
2198  
2199  
2200  
2201  
2202  
2203  
2204  
2205  
2206  
2207  
2208  
2209  
2210  
2211  
2212  
2213  
2214  
2215  
2216  
2217  
2218  
2219  
2220  
2221  
2222  
2223  
2224  
2225  
2226  
2227  
2228  
2229  
2230  
2231  
2232  
2233  
2234  
2235  
2236  
2237  
2238  
2239  
2240  
2241  
2242  
2243  
2244  
2245  
2246  
2247  
2248  
2249  
2250  
2251  
2252  
2253  
2254  
2255  
2256  
2257  
2258  
2259  
2260  
2261  
2262  
2263  
2264  
2265  
2266  
2267  
2268  
2269  
2270  
2271  
2272  
2273  
2274  
2275  
2276  
2277  
2278  
2279  
2280  
2281  
2282  
2283  
2284  
2285  
2286  
2287  
2288  
2289  
2290  
2291  
2292  
2293  
2294  
2295  
2296  
2297  
2298  
2299  
2300  
2301  
2302  
2303  
2304  
2305  
2306  
2307  
2308  
2309  
2310  
2311  
2312  
2313  
2314  
2315  
2316  
2317  
2318  
2319  
2320  
2321  
2322  
2323  
2324  
2325  
2326  
2327  
2328  
2329  
2330  
2331  
2332  
2333  
2334  
2335  
2336  
2337  
2338  
2339  
2340  
2341  
2342  
2343  
2344  
2345  
2346  
2347  
2348  
2349  
2350  
2351  
2352  
2353  
2354  
2355  
2356  
2357  
2358  
2359  
2360  
2361  
2362  
2363  
2364  
2365  
2366  
2367  
2368  
2369  
2370  
2371  
2372  
2373  
2374  
2375  
2376  
2377  
2378  
2379  
2380  
2381  
2382  
2383  
2384  
2385  
2386  
2387  
2388  
2389  
2390  
2391  
2392  
2393  
2394  
2395  
2396  
2397  
2398  
2399  
2400  
2401  
2402  
2403  
2404  
2405  
2406  
2407  
2408  
2409  
2410  
2411  
2412  
2413  
2414  
2415  
2416  
2417  
2418  
2419  
2420  
2421  
2422  
2423  
2424  
2425  
2426  
2427  
2428  
2429  
2430  
2431  
2432  
2433  
2434  
2435  
2436  
2437  
2438  
2439  
2440  
2441  
2442  
2443  
2444  
2445  
2446  
2447  
2448  
2449  
2450  
2451  
2452  
2453  
2454  
2455  
2456  
2457  
2458  
2459  
2460  
2461  
2462  
2463  
24

Septembre

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION  
100 N. 6TH ST.  
NEW YORK 17, N.Y.

\_\_\_\_\_

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**  
publie le deuxième numéro de sa collection  
« MANIÈRE DE VOIR »

**LE CITOYEN, L'ARGENT  
ET  
LA DÉMOCRATIE**

La vague libérale d'aujourd'hui a succédé depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'Etat succéderait un monde où les libertés seraient assurées par le profit individuel à la portée de tous les citoyens.

**Le Monde** a cessé de souligner la vanité de ce projet, qui aggrave les inégalités, mine la démocratie, n'annonce en rien la fin de la crise en Occident et bloque tout espoir de développement du tiers-monde.

Seule une autre  
de voir », qui refuse  
l'argent-roi, permettrait de  
sortir de cette impasse.

EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX  
96 p. - 38 F

## BON DE COMMANDE

### ISME CONTRE LES LIBERTÉS

Tarif France : 42 F — Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM : ..... PRÉNOM : .....  
ADRESSE : ..... CODE POSTAL : .....  
LOCALITÉ : ..... PAYS : .....

LE MONDE - Service Vente au numéro - 3, rue de la Harpe - 75437 PARIS (CEDEX 03)

LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

ÉDITIONS A. PEDONE

**13, rue Soufflot, 75005 PARIS**

## DROIT MARITIME

**MARTINE REMOND-GOUILLOUD**

## I. - NAVIGATION MARITIME

## LES ACTEURS

## LA FORTUNE DE MER

## LA SÉCURITÉ MARITIME

## II. - LE COMMERCE MARITIME

## TRANSPORTS DE MARCHANDISES

## TRANSPORTS DE PASSAGERS

**Un volume de 468 pages**

240 F

**TÉL : 43-54-05-97**



## contre les conservateurs



PENDANT la très courte période (décembre 1987-mai 1988) séparant le troisième et le quatrième « sommet » entre M. Gorbatchev et M. Reagan, se sont multipliées les discussions visant à mettre fin à des conflits locaux et régionaux : aboutissement des rencontres de Genève sur l'Afghanistan, ouverture presque simultanée de pourparlers sur le Cambodge et le Nicaragua, entretiens préliminaires sur l'Angola. Conséquence directe d'une réorientation de la diplomatie soviétique, elle-même conditionnée en grande partie par des nécessités internes (1), la « décompression » générale dans les relations Est-Ouest a fait mûrir plusieurs négociations (celles sur l'Afghanistan ont duré sept ans, et M. Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain, effectuée depuis quatre ans des missions liées au problème angolais) ; et elle en a précipité d'autres. Cette évolution appelle des remarques qui sont des remises en perspective.

Le règlement ou l'annonce de règlement de ces conflits prennent la forme d'un repli stratégique, direct ou indirect, de l'URSS, dont les alliés sont plus ou moins laissés à eux-mêmes, ou pour le moins contraints à des accommodements : le régime de Kaboul se retrouve face à des mouvements bien décidés à l'abattre ; Hanoi et le gouvernement de Phnom-Penh n'ont

## Du dialogue à l'inconnu

pu éviter un tête-à-tête avec une résistance sihanoukiste qui n'aurait pas survécu sans le combat des Khmers rouges aidés par les Etats-Unis, la Chine et la Thaïlande ; Washington ne croit plus possible de renverser le régime de Managua, mais celui-ci a dû prendre langue avec une Contra totalement dépendante des Etats-Unis et dont nombre de dirigeants sont issus de la dictature somoziste ; Luanda doit négocier avec l'invasisseur sud-africain qui exige la participation aux discussions de son « client » l'UNITA.

Les négociations mettent en évidence, s'il en était besoin, l'extrême difficulté d'aboutir à des accords, c'est-à-dire à la mise en place de régimes d'union nationale, ou simplement stables — cela pour des raisons à la fois locales et régionales. Ici encore le cas afghan est le plus flagrant. L'affaire cambodgienne n'est pas plus aisée à cerner : les Khmers rouges demeurent puissants et intraitables aussi longtemps qu'ils recevront un appui extérieur ; bien des divergences opposent sihanoukistes et dirigeants de Phnom-Penh ; enfin, tout désireux qu'il soit d'en finir avec une expédition militaire ruineuse, le Vietnam n'entend pas voir le Cambodge sortir de sa zone d'influence. Le problème nicaraguayen, qui est aussi celui de l'Amérique centrale, ne peut de son côté trouver une solution simple : comment intégrer une Contra, d'ailleurs très divisée, au sein d'un système issu d'une victoire sur le somozisme ? Plus généralement, la région est plongée dans une violence (El Salvador, Guatemala) dont les causes profondes (structures sociales locales et oligarchies dominantes liées à Washington) demeurent en l'état (2). Rien n'indique à cet égard que la Maison Blanche — celle de M. Bush ou de M. Dukakis — s'apprete à bouleverser une stratégie centenaire.

L'AFFAIRE angolaise est plus complexe encore, dans la mesure où elle n'est pas seulement un point de rencontre belliqueuse entre deux Grands et leurs « petits » clients. Elle est partie intégrante d'une situation globale dominée par un autre Grand — à l'échelle du continent — qui s'appelle l'Afrique du Sud (3). Le problème angolais ne peut être distingué — même s'il a une spécificité locale — de l'avenir de la Namibie, et donc de la stratégie extérieure de Pretoria, qui vise avant tout à faire perdurer un système intérieur raciste.

Plus que la fin des conflits locaux et régionaux, l'actuelle « détente » est signe d'un remodelage des rapports de l'URSS avec l'extérieur, remodelage qui ne signifie pas isolationnisme, ainsi que le montrent les initiatives sur le Proche-Orient et une participation accrue au système de l'ONU (4). En revanche, et la crise aux Philippines pourrait en donner l'occasion, les Etats-Unis n'ont nulle part renoncé à une stratégie grosse d'ingérences nouvelles, voire d'interventions directes.

JACQUES DECORNOY.

(1) Cf. Lily Marcon, « Le grand tournant de la diplomatie soviétique », *Le Monde diplomatique*, mai 1988.

(2) Cf. Ignazio Ramonet, « Alertes en Amérique centrale », *Le Monde diplomatique*, avril 1988.

(3) Cf. le dossier « Afrique australe, sphère de conflits », *Le Monde diplomatique*, février 1988.

(4) Cf. Maurice Bertrand, « Le renforcement des positions soviétiques aux Nations unies », *Le Monde diplomatique*, février 1988.

Par  
MALEEHA LODHI  
et HUSAIN HAQQANI \*

DEPUIS la signature des accords de Genève, sous l'égide des Nations unies, en avril 1988, le prix des armes et la valeur de la monnaie afghane ont flambé dans la région frontalière du nord-ouest du Pakistan.

L'augmentation du prix des fusils reflète la détermination des sept groupes de résistance engagés dans une guerre de guérilla contre les Soviétiques et leurs alliés à Kaboul, et unis dans une incertaine alliance, à s'équiper eux-mêmes pour continuer le combat. Bien que le départ de l'armée rouge ait commencé le 15 mai et que la

moitié des 115 000 soldats se seront retirés dans les trois mois, la guérilla ne déposera pas les armes avant d'avoir renversé le gouvernement communiste de Kaboul. Pour cette phase de sa lutte, elle a besoin d'un maximum de matériel.

Mais la perspective du retrait soviétique a aussi embrasé l'espoir des 2,3 millions de réfugiés installés au Pakistan de retourner dans leurs foyers et les a incités à acquérir massivement des armes, la monnaie nationale. Pourtant, les responsables des Nations unies ne prévoient pas de rapatriement rapide, au moins tant que la paix n'aura pas été restaurée. Or les accords de Genève n'envisagent pas de cessez-le-feu, et la résistance, qui n'est pas partie prenante à la négociation, ne se sent pas tenue d'en respecter les clauses ; elle espère, avec le soutien occidental, continuer la *djihad*, la guerre sainte. Dans ces conditions, les

perspectives d'un retour au calme sont bien faibles.

Avant même le début du retrait soviétique, les moudjahidins ont intensifié leurs attaques contre des garnisons gouvernementales et se sont emparés de certains points isolés le long de la frontière. Mais ils hésitent à harceler les troupes soviétiques en retraite de peur de retarder leur départ. L'alliance des sept partis a accepté les conseils de modération du Pakistan et de leurs parrains occidentaux pour les neuf mois que durera le repli soviétique. La stratégie consiste à maintenir la pression contre Kaboul tout en laissant les Soviétiques franchir la frontière.

La capacité du régime de Kaboul à survivre à un assaut des moudjahidins après le départ du gros des troupes soviétiques est fortement mise en doute, mais les opinions diffèrent sur le surris dont il dispose. Le cours des mois à venir dépendra de la loyauté de l'armée et de la capacité de la résistance à maintenir sa cohésion.

Depuis 1979, des centaines de groupes locaux ont pris les armes, dans le plus grand désordre et souvent sans liens entre eux : les partis réfugiés à Peshawar, dont le nombre a varié au cours des années, ont expérimenté différentes formes d'alliance. Aujourd'hui, l'Unité islamique des moudjahidins afghans est considérée comme la seule structure politique et militaire de la résistance, si l'on excepte les groupes chiites qui opèrent depuis l'Iran.

« Comme nation, nous sommes aujourd'hui plus unis que lorsque notre lutte a débuté », observe M. Barabandin Rabbani, dirigeant du

mente en matériel haute-fidélité japonais ou en produits européens.

La moitié seulement des femmes portent le *chadri*, ce voile qui les recouvre de la tête aux pieds, ne laissant au niveau du visage qu'une étroite ouverture grillagée — à Mazé-Charif, quatrième ville du pays, la proportion frôle les 100 %. Quelques jeunes se regroupent devant les affiches des rares cinémas : films indiens ou de karaté. Les soldats afghans sont nombreux parmi les acheteurs, déambulant sans armes et sans anxiété apparente.

Impression trompeuse. Même si la sécurité à Kaboul s'est améliorée depuis deux ans, la guerre est bien présente ; il est impossible de s'aventurer en dehors de la ville ; les avions qui survolent la capitale lancent des bombes pour déjouer les missiles Stinger ; les soldats soviétiques sont fortement retranchés à la périphérie de la ville. Mais le conflit qui déchire l'Afghanistan depuis dix ans est avant tout pré-

sent dans la tête de chaque individu, dans le destin tragique de chaque famille.

Habillée de noir mais n'ayant pas trente ans, Anahita compte sur ses doigts. A dix, elle s'arrête, découragée : je lui avais demandé combien de ses parents avaient péri depuis la « révolution du 27 avril 1978 », date de la prise du pouvoir par le Parti démocratique populaire afghan (PDPA). Certains ont été tués aux côtés des moudjahidins, un autre parce que membre du PDPA, la majorité sans avoir combattu. Instinctive, elle ne porte pas le régime dans son cœur — malgré ses efforts en faveur de l'éducation et pour supprimer l'analphabétisme, qui touche 90 % de la population — et dénonce les cours d'« instruction civique » : une heure par semaine pour justifier la politique du gouvernement. On sent chez elle, comme chez la plupart de nos interlocuteurs, une immense fatigue, presque du désespoir.

## « Tous les réfugiés veulent rentrer »

VISITE d'un hôpital : trois blessés graves de quinze, dix-sept et vingt-trois ans, atteints dans un attentat à la voiture piégée — une des formes favorites de l'action des moudjahidins ces dernières semaines — dans un quartier populaire. Bilan : six morts, une quarantaine de blessés. Notre guide, le docteur Shewamal, explique qu'un tiers des quatre cents lits sont occupés par des victimes civiles de la guerre.

Une chambre propre d'un immeuble de trois étages ; quatre fois deux lits superposés. Notre intrusion surprend une femme qui prend aussitôt son voile entre ses dents pour dissimuler une partie de son visage. Elle s'appelle Amina et elle est mère de cinq enfants. Elle vient de rentrer d'Iran, via Hémat. « Nous vivions à Téhéran, dans un bidonville, avec des milliers d'autres Afghans. Quand nous avons entendu parler de la réconciliation nationale, nous avons décidé de revenir dans notre pays que nous avions quitté voilà quatre années. Nous avons loué une voiture jusqu'à la frontière puis nous avons utilisé les services — fort onéreux — de contrebandiers. »

« Nous avons tenté une première fois de franchir la frontière, mais nous avons été repérés par des soldats iraniens. Nous avons dû rester cachés pendant trois jours, avec les enfants, presque sans nourriture, avant d'effectuer une nouvelle tentative, réussie cette fois. — Ils ont alors été pris en charge par les autorités afghanes et transférés dans ce centre modèle de Kaboul d'où ils repartiront pour Mazé-Charif et leur province natale, où la famille retrouvera son lopin de terre. — Tous les réfugiés veulent rentrer », affirme Amina, conviction partagée par les autorités. Pourtant, depuis la proclamation de la politique de réconciliation nationale, au début de 1987, seuls cent trente mille d'entre eux,

d'après les chiffres officiels, provenant en majorité du Pakistan, ont répondu à l'appel. Sur un total de quatre à cinq millions, le résultat reste maigre.

Mais le désir du retour qu'exprime Amina, l'aspiration à la paix, sont incontestablement très forts. Le régime du D<sup>r</sup> Najibullah l'a compris qui en fait le thème essentiel de sa propagande. Quand il remplace, en mai 1986, M. Babrak Karmal à la tête du PDPA, au terme de houleux débats au sein du comité central, le D<sup>r</sup> Najibullah possède deux atouts. Il a compris que le « nouveau cours » à Moscou aboutira à un retrait rapide et total des troupes soviétiques. Ayant dirigé le Khad, la police secrète du régime, il connaît, bien mieux que ses pairs, l'état réel de l'opinion publique. Malgré les critiques de ses adversaires, il engage alors le PDPA dans un changement radical de politique qui seul, peut-être, lui permettra de survivre.

Sulh ! La paix ! Le mot est sur toutes les lèvres, sur toutes les affiches, qui, souvent très naïvement, expriment la politique du gouvernement. Un moudjahid brise son fusil et enlace un de ses compatriotes. Ou encore des fusils « ligotés » par des colombes. Depuis son inauguration, le 3 janvier 1987, la stratégie du PDPA se résume dans le mot d'ordre de réconciliation nationale. Les opposants sont passés du statut de « bandits » à celui d'« extrémistes ». Le D<sup>r</sup> Najibullah a accepté le principe d'un partage du pouvoir avec l'opposition — aussi bien l'ancien roi Zahir Shah que les groupes armés, tout en réservant à son parti les principaux leviers de commande. Une amnistie a été décrétée, le retour des réfugiés encouragé, la durée du service militaire obligatoire sérieusement réduite — une des mesures les plus populaires.

(1) Au change officiel, 1 dollar = 175 afghans. Le taux du marché noir est à peine supérieur.

## Incertitudes et espoirs de la



LA BATAILLE DE FARKHAR EN 1986  
Des commandants de l'intérieur se posent en concourants de la direction extérieure

parti orthodoxe, Jamiat-I-Islami. « Les partis qui dirigent le combat sont moins nombreux qu'au départ, et la résistance n'est plus aussi fragmentée que la société afghane avant la prise du pouvoir par les communistes », ajoute-t-il.

Certains experts militaires pensent que la décentralisation de la résistance a plus représenté un atout qu'un handicap sur le champ de bataille. La dissémination des moudjahidins les a empêchés de perdre la guerre, alors même que leurs divisions contrecarrent leur victoire.

Mais, aujourd'hui, de nouveaux défis menacent la résistance. Bien qu'ayant

tous combattu sous la bannière de l'islam et de l'indépendance afghane, les sept partis de l'alliance ne partagent pas la même idéologie politique : quatre d'entre eux peuvent être classés comme « fondamentalistes », alors que les trois autres restent fidèles aux pouvoirs tribaux traditionnels. D'accord pour en finir avec le régime communiste de Kaboul, les sept sont en désaccord sur l'avenir de l'Afghanistan. Les modérés souhaitent un retour à la situation d'avant 1978, avec une large place accordée à la décentralisation et au respect des pouvoirs traditionnels. Ils appellent de leurs vœux le retour de l'ancien roi, Zahir Shah.

## ENTRE CO vacillan

Le mouvement du PDPA a été... (text is partially obscured and blurry)

Le mouvement du PDPA a été... (text is partially obscured and blurry)

Le mouvement du PDPA a été... (text is partially obscured and blurry)

## résistan

Les fondamentalistes républicains... (text is partially obscured and blurry)

Les fondamentalistes républicains... (text is partially obscured and blurry)

**Politis**  
CHAQUE JEUDI  
chez votre marchand de journaux

Directeur : Bernard Langlois

(1) 46 36 24 24

الوحدة الإسلامية



## ENTRE COMPROMIS POLITIQUE ET GUERRE CIVILE **vacillants du régime de Kaboul**

Renseignements : M<sup>me</sup> M. Pasquier,  
Boite 47 X, 38040 Grenoble cedex - 76.82.55.05 ou 01.32.26.10.00

(6) - "L'aveur", poème d'Adib Pichavari (1844-1930), poète iranien qui vécut longtemps en Afghanistan. Tiré de *Anthologie de la poésie persane*, Gallimard/UNESCO,



## UNE NOUVELLE APPROCHE DES

## Du conflit à la paix

**QUELLE** solution pour le conflit israélo-palestinien ? Une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient apparaît certes comme une initiative nécessaire. Mais, pour l'instant, aussi bien les Etats impliqués dans le conflit que les grandes puissances restent figés sur des positions anciennes et maintiennent le caractère insoluble de l'équation proche-orientale.

L'auteur du texte ci-dessous estime que l'heure est venue de faire preuve d'imaginaire politique et de soumettre à une logique radicalement originale — inspirée par l'histoire de la région — les principaux paramètres de ce trop long conflit.

Par ALAIN CHAMBON

Dans le conflit dit israélo-arabe, les parties restent ancrées sur des positions théoriques quasi fixes depuis quarante ans. Dans les instances internationales, on compulse toujours le même dossier. Les tentatives de règlement tournent autour des mêmes présupposés : le droit à l'existence de l'Etat juif d'Israël ; le refus arabe de l'accepter tant qu'il ne se sera pas retiré des territoires conquis en 1967 ; la légitimité de la revendication palestinienne d'une assise territoriale indépendante. Or, derrière l'immobilité des thèses, le temps a bien changé les choses. Les réalités régionales sont aujourd'hui si différentes de ce qu'elles étaient en 1948, en 1967, ou même en 1973, que les données du problème en ont été modifiées. Les termes et le cadre du conflit doivent être décrits sous un nouveau jour ou, peut-être, sous son vrai jour. La réflexion s'organise autour des propositions suivantes :

— Il n'y a plus, s'il y a jamais eu, un conflit israélo-arabe. Le monde arabe, et même le monde musulman, sont prêts à s'accommoder de l'existence d'Israël, parce qu'il n'est plus qu'un problème régional, un élément de plus dans la mosaïque proche-orientale. Il a cessé de faire peur. On ne lui demande plus que de s'arranger avec les Palestiniens et avec ses voisins ;

— la partition de la Palestine du mandat britannique entre Jourdain et Méditerranée est aujourd'hui moins réalisable que jamais. Sauf à procéder à d'incroyables transferts de populations, il resterait d'un côté des Arabes dominés par des Juifs, de l'autre des Juifs dominés par des Arabes, et, autour, deux millions de Palestiniens mécontents ;

— Israël ne pourra plus concilier longtemps sa volonté de rester purement juif et son attachement à une souveraineté géographique qui le transforme en Etat binational de fait, et l'expose aux mêmes malheurs que le Liban ;

— le mouvement palestinien ne pourra plus longtemps prétendre que sa revendication se borne à l'évacuation des territoires occupés en 1967, abandonnant à leur sort d'exilés ou de dominés les quatre cinquièmes du peuple palestinien ;

— une résolution de ces éléments conflictuels ne peut être imaginée que dans le cadre de l'ensemble proche-oriental, l'ancienne Syrie ottomane, où la Palestine serait le siège de deux foyers nationaux membres d'un système fédéral.

L'affrontement armé d'octobre 1973 a été qualifié de quatrième guerre israélo-arabe. En fait, la guerre de 1948 avait rassemblé des contingents arabes venus en désordre d'un peu partout, mais leurs effectifs totaux ne dépassaient que de peu ceux des forces juives, unies et mieux armées. A cette époque d'ailleurs, la plupart des Etats arabes étaient, de droit ou de fait, en situation coloniale. En 1956, le cible d'Israël était l'Egypte de Nasser seule. En 1967, c'était encore l'Egypte et secondairement les armées jordaniennes et syriennes. En 1973, Israël a affronté l'Egypte et la Syrie, la participation d'autres contingents arabes ayant été symbolique.

La guerre israélo-arabe, celle qui rassemblerait contre Israël toutes les armées et toutes les ressources arabes, n'a pas eu lieu, et n'aura pas lieu. C'est fort heureux pour le petit Etat juif, qui ne résisterait sûrement pas six jours à un pareil déferlement, et pour la paix mondiale. On ne voit pas aujourd'hui ce qui porterait à une véritable mobilisation le Maroc, l'Algérie, dont les intérêts nationaux sont loin du Proche-Orient. Le cas de l'Egypte est exemplaire, puisqu'elle est allée jusqu'à une reconnaissance formelle. C'est cette explication, et non pas la reconnaissance en elle-même du fait israélien, qui a provoqué l'ère syrienne et une gêne arabe, qui tendent à s'effacer.

## Récuser l'approche territoriale du drame palestinien

La raison essentielle de l'acceptation explicite ou non par la communauté arabe de l'existence d'Israël, résulte de la constatation du caractère limité de la présence juive au Proche-Orient. Il faut se souvenir que le projet du Sionisme politique voulait accueillir en Orient tous les Juifs du monde. Et, en effet, la population juive israélienne a doublé de 1948 à 1951 (de 716 000 à 1 404 000), puis doublé de nouveau de 1951 à 1972 (2 834 000). A ce rythme, les Arabes d'Israël étaient menacés de devenir, au bout de quelques années, minoritaires, non seulement en Palestine, mais dans le Levant tout entier.

Aucun Arabe ne pouvait rester indifférent à ce possible bouleversement historique. Les dirigeants de l'Agence juive amonçaient un Israël de 10 millions d'habitants juifs en un temps où le Proche-Orient ne comptait pas autant d'Arabes. En fait, après une dernière grande alyse provoquée par la victoire de 1967, la décroissance de l'immigration a ruiné ces grandes espérances. Les Juifs du monde, dans leur majorité, ont boudé le foyer bâti pour eux. Les Juifs resteront minoritaires au Proche-Orient où leur présence constitue un problème régional et ne justifie donc

plus un refus arabe généralisé et appliqué. Israël aura gagné la reconnaissance arabe parce que le sionisme a perdu son pari. On ne demande plus aux Juifs que de se faire accepter par leur environnement arabe immédiat — palestinien, libanais, syrien et jordannien — à qui a été en quelque sorte délégué le soin de « digérer » le fait israélien. Le Proche-Orient apparaît ainsi comme le véritable cadre du conflit.

Lorsque les vainqueurs de la première guerre mondiale décidèrent la création d'un foyer national juif en Palestine, cette expression géographique n'était pas bien définie. Pour les fondateurs d'Israël, il évoquait la terre promise, notion elle-même imprécise. Suivant les textes ou les références choisies, elle comprenait le nord de l'actuelle Jordanie, incluant le sud du Liban au moins jusqu'au Litani, ou même se référait aux limites extrêmes de l'empire de Salomon, du Taurus à la mer Rouge. Pour les instances politiques mondiales de l'époque, c'était la partie de la Syrie ottomane, entre Jourdain et Méditerranée, confiée au mandat anglais, et, en exécution de la promesse faite par Balfour à Rothschild, ouverte à l'immigration juive. Pour les habitants arabes de cette contrée, la Palestine n'existait pas. Ils se disaient musulmans ou chrétiens, habitants de



Les solidités transfrontalières peuvent-elles être le ciment d'une construction fédérale ?

Jérusalem, de Naplouse ou d'Hébron, ou relevant de ces cités. Au-delà de leurs allégeances confessionnelles ou locales, ils étaient du pays de Cham, nom qui était à la fois, et est toujours en arabe, le nom de la Syrie géographique et celui de Damas. Au-delà encore, ils se disaient arabes tout court. C'est au nom de ces fidélités superposées qu'ils se sont soulevés périodiquement contre l'autorité britannique et la colonisation juive de 1923 à 1939. La notion de communauté ou de peuple palestinien est apparue plus de cinquante ans après la déclaration de Balfour, et plus de quinze ans après la proclamation de l'Etat d'Israël.

Le mouvement palestinien n'a commencé à s'organiser politiquement et militairement qu'après l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza en 1967. Depuis, la revendication palestinienne est enfermée dans une contradiction insurmontable jusqu'à aujourd'hui : s'agit-il d'effacer 1948, c'est-à-dire de reconquérir et de reconstruire une Palestine arabe entre Jourdain et Méditerranée, ou tous les exilés ou leurs descendants pourraient revenir s'ils le désiraient, ou être dédommages de leurs biens ? Ou seulement d'effacer 1967, c'est-à-dire d'obliger Israël à se retirer de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et de créer sur ces territoires disjointes un Etat palestinien miroyen de l'Etat juif ?

Pour qui connaît la pierreuse Cisjordanie et la région surpeuplée de Gaza, l'idée d'un Etat réduit à ces territoires, où viendraient s'ajouter à ses actuels habitants deux millions et demi d'exilés, est proprement absurde. Il faut rappeler que la Palestine arabe, c'était essentiellement l'étroite bande côtière qui borde la Méditerranée depuis Ashkelon jusqu'à Haïfa et le pourtour du lac Tibériade. De là provenaient les trois quarts des Palestiniens réfugiés ; qu'iraient-ils faire à Naplouse, à Jérusalem ou à Hébron, et comment y seraient-ils accueillis ? Imaginons que la côte méditerranéenne française soit vidée de ses habitants par quelque conquête grecque ou italienne (au nom de droits historiques incontestables) et que l'on recense la population de Marseille dans les Cévennes. Il faudrait, pour rendre à un million et demi de Palestiniens déracinés le rivage méditerranéen qui fut leur, en déraciner autant de Juifs.

A prendre le problème palestinien sous l'angle territorial, on fait fausse route. Les dirigeants et militants palestiniens le savent sans pouvoir encore le dire. Exilés ou occupés, les Palestiniens sont trop diversifiés par des clivages sociaux et idéologiques (une bourgeoisie jordanienne-palestinienne a soutenu, en 1970, le roi Hussein contre l'OLP ; une bourgeoisie libano-palestinienne a fait les beaux jours de Beyrouth-Est), trop ancrés dans leurs pays d'adoption (voir l'entêtement des Palestiniens du Liban à défendre leurs prés carrés). Trop divisés sur les notions de Palestine, d'Etat palestinien, de droit au retour ou au dédommagement, pour que l'attribution d'un petit territoire suffise à régler la question palestinienne, l'OLP ne survit que dans un non-dit pratiqué, avec éloquence, par M. Arafat. L'incertitude structurelle de la revendication politique palestinienne est surtout manifeste dans son incapacité à prendre en compte les aspirations propres

des huit cent mille Arabes de nationalité israélienne, mais qui se disent et sont incontestablement des Palestiniens, et à se prononcer clairement sur leur sort. Cette question centrale est, par un consensus tacite — israélien, arabe et international, — évacuée du débat depuis 1948. Elle est tabou, parce qu'essentielle.

Il est temps d'admettre que quelques choses d'irréversibles s'est produit au Proche-Orient. Le drame palestinien doit être considéré au passé. Il apparaît, je pense, de plus en plus clair que l'avenir des Palestiniens se trouve là où ils sont aujourd'hui. Ce qui est actuel, c'est, d'une part, le problème de leur insertion sociale et politique en Jordanie, au Liban, en Syrie, et, d'autre part, la situation des deux millions d'entre eux qui sont restés chez eux en Israël-Palestine.

L'accomplissement de ces deux termes a été utilisé en 1977 par M. Begin qui en a proclamé la totale équivalence : toute la Palestine, entre Jourdain et Méditerranée, c'est la Terre d'Israël (Eretz Israel), le mot « Palestine » n'en étant

que la traduction en arabe. Cette affirmation radicale recoupait presque mot pour mot l'article 2 de la charte palestinienne de 1968, que je cite dans sa version anglaise : « Palestine, with the boundaries it had during the british mandate, is an indivisible territorial unit ». Israéliens et Palestiniens étaient enfin d'accord sur quelques choses. La carte de la Palestine, que l'on voit dans toutes les brochures de l'OLP et que les élèves des écoles palestiniennes portent en badge, coïncidait désormais exactement avec celle du Grand Israël. Deux revendications opposées se sont touchées aux extrêmes pour recuser toute solution de compromis territorial. Du coup sont tombées, d'une chute commune, au panier de l'histoire, des centaines de résolutions onusiennes dérivées du plan de partage de 1947 et des événements de 1948 et de 1967. S'il peut être encore question de partage, c'est du partage du pouvoir politique, à l'intérieur de frontières désormais reconnues, voulues, par deux communautés attachées à la préservation de leurs identités.

## L'inextricable imbrication de deux communautés

La population juive d'Israël ne s'accroît plus, au mieux, que de l'excédent des naissances sur les décès. Depuis 1978, la balance migratoire a tendu vers le nul, et même vers le négatif si l'on tient compte des familles qui, tout en conservant un domicile, sentiment ou fiscal, en Israël, vivent en permanence à l'étranger. Il y a plus de citoyens israéliens à New-York qu'à Jérusalem. Un rapport publié par la Banque d'Israël en 1982 constatait le déséquilibre entre le nombre des immigrants (quatre mille) et celui des émigrants (vingt-six mille). Déséquilibre aggravé par l'âge des immigrants, personnes âgées ou jeunes gens attirés puis déçus par la mystique des implantations, et celui des émigrants, officiers ou mariés, fuyant le service militaire. Le fécondité des Juifs orientaux le compense dans une large mesure, mais ils sont, de tradition et de plus en plus, des citadins. Le rêve de Ben Gourion d'un peuple juif rural et tzigane s'est évanoui. La population juive israélienne a été animée, depuis vingt ans, par deux mouvements migratoires internes : du nord au sud, et des campagnes et petites villes vers les grandes agglomérations. Les effets convergents de ces deux mouvements ont produit une diminution constante de la population juive du « district Nord » en Galilée ; cette Galilée, pour la paix de laquelle Israël a envahi le Liban en 1982, est sans doute habitée aujourd'hui de plus d'Arabes que de Juifs. Dans la Galilée centrale, la région de Nazareth, les Arabes composaient déjà en 1978 une véritable majorité régionale. Alors, 90 % de la population juive était urbaine ; 75 % vivaient au sud de la latitude de Césarée, 77 % sur une étroite bande côtière, entre Ashkelon au sud et la frontière libanaise au nord. Les agglomérations de Tel-Aviv et de Jérusalem doivent aujourd'hui rassembler au moins la moitié de la population israélienne juive.

C'est autour d'elles que se sont développées les « implantations ». La publi-

cité considérable qui a été donnée à ce phénomène tend à le présenter comme une judaïsation des territoires conquis en 1967. Les propagandes arabe et israélienne concourent — pour des motifs évidemment contraires — à donner cette impression. En réalité, ce sont bien des intrusions juives dans un environnement arabe. Mais, puisqu'elles ne sont pas l'effet d'une forte expansion de la population juive, ni d'une rétraction de la population arabe dont tous les indices laissent à penser qu'elle est, malgré l'émigration, en constante augmentation, il faut bien conclure qu'on assiste à l'imbrication de deux communautés, assemblées dans un puzzle indécouppable géographiquement, et qui tendent à être numériquement égales.

A l'intérieur même des frontières israéliennes d'avant 1967, les Arabes dits israéliens, dont le nombre a plus que quadruplé depuis 1948, se sont répandus comme d'insidieuses métastases. A l'étroit dans les limites restreintes de leurs villages, ils sont redescendus dans les plaines qui faisaient jadis partie du domaine communal, comme pâtures incultivées, et qui, acquises par l'Agence juive ou expropriées, ont été assainies, drainées, fertilisées. D'ouvriers saisonniers, employés par des kibboutzim riches en terre et de plus en plus pauvres en mains, ils en sont devenus métayers. Des gourbis, puis des maisons, puis des hameaux entourés de potagers, de jeunes vergers et de mûres d'enfants, sont apparus, par exemple au bord de la route qui conduit de Hadera à Nazareth par la riche vallée de Yisroel — naguère purement juive. Les cartes israéliennes et les publications palestiniennes ignorent ces nouvelles implantations arabes, si vivaces qu'elles ont résisté aux interdits réglementaires et aux intimidations policières.

Plus récemment, des Arabes se sont établis, comme ouvriers, employés, artisans, dans des villes telles que Eilat et Beersheva où leur présence permanente était il y a vingt ans inconcevable.

**Montreux**  
Lac de Genève  
SUISSE

**Hôtel-Résidence Belmont**

Choisissez la tranquillité suisse

Hôtel médicalisé, confortable et accueillant.  
Infirmières jour et nuit, médecin responsable, régimes, coiffeur, animation, tennis.  
Vue imprenable sur le lac et les Alpes.  
Cours séjours, convalescence et résidents à demeure.  
Pension complète de 95 à 160 FF (env. 380 à 640 FF).  
Dans le bâtiment : cabinet médical de chirurgie, urologie, chirurgie plastique.  
A 100 m de l'hôpital de Montreux.  
A. Meyer, directeur, av. de Belmont 31 - CH-1820 Montreux. Tél. 21/963-52-31



## par l'internationalisation

d'Arabes. Sous le nom d'implantations, des ensembles immobiliers attirent des juifs de la classe moyenne sur ces agréables hauteurs. Tout le monde, Arabes et juifs, y trouve avantage. Mais le résultat est que le Grand Tel-Aviv incline dans sa périphérie, à l'est et au nord, des villages arabes en voie d'intégration dans le tissu urbain de la cité la plus grande — et qui fut la plus purement juive d'Israël.

Etat laïque binational, et perdre ainsi le caractère juif qui est sa raison d'être, ou bien accepter que ses nationaux et administrés arabes relèvent d'une autre autorité politique, tout en obtenant une participation aux institutions locales proportionnelle à leur nombre.

Cette autorité politique — palestinienne — représenterait également les Palestiniens de Jordanie, du Liban, de Syrie, et négocierait avec ces pays les conditions de leur sécurité et de leurs droits de cité. Son siège devrait logiquement être à Jérusalem, qui deviendrait ainsi la capitale de deux peuples. Elle disposerait d'un territoire indépendant, un foyer national (Cisjordanie ?). Mais elle devrait, réciproquement, accepter que les résidents juifs y demeurent sous souveraineté israélienne.

Ce qu'Israël perdrait de souveraineté interne et de territoire serait compensé par sa participation à des institutions fédérales, comme nation juive reconnue et acceptée dans l'Orient arabe. Il pourrait en outre légitimement revendiquer pour les juifs de Syrie qui le désiraient la nationalité israélienne et réclamer pour eux le même statut qu'il aurait consenti aux Arabes sur son sol.

D'autres communautés du Proche-Orient (chrétiens orthodoxes et melkites, druses, Arméniens), écartelées par le passage politique actuel, pourraient voir leur identité personnelle et représentée au niveau fédéral. Au niveau aussi, le désordre libanais pourrait être résolu en un nouvel équilibre communautaire, sans balkanisation. Ainsi se régènerait le vieux tissu humain oriental que les frontières établies en 1920 n'ont pas réussi à déchirer. Ces solidarités transfrontalières, s'ajoutant à celle des Palestiniens, seraient, sans reniement des allégeances étatiques, le ciment d'une construction fédérale, et balancerait le poids de la Syrie dans l'ensemble.

De multiples objections peuvent être faites à cette esquisse d'une solution fédérale. Sur son principe, on peut penser qu'elle est irréalisable parce

qu'acceptables pour les parties en cause : d'abord les Palestiniens qui devraient renoncer à l'espérance de recouvrer leur ancienne patrie ; puis le peuple juif d'Israël, à qui l'on demanderait de démanteler l'Etat-forteresse construit obstinément depuis vingt ans, et de revenir au statut de minorité vulnérable dans un environnement arabe majoritaire ; enfin, l'Etat syrien d'aujourd'hui, qui aurait à accepter une limitation institutionnelle de ses ambitions de primauté régionale. Mais peut-être que le choix de Damas comme siège des institutions fédérales suffirait à satisfaire l'orgueil syrien. De même, le roi Hussein pourrait se résoudre à ce que la moitié de ses sujets palestiniens cessent de l'être tout à fait en contrepartie d'une garantie de survie pour le dynastie hachémite à Amman. Enfin, l'Arabie saoudite, l'Irak et les Etats du Golfe, qui seraient beaucoup à craindre d'un Proche-Orient compact entre eux et la Méditerranée, verraient avec faveur qu'il reste plutôt tout en les libérant de l'obésation palestinienne.

Pour ce qui concerne les Palestiniens, il n'y a, en tout état de cause, plus de chance pour eux de se retrouver ensemble sur un territoire national. En revanche, un gouvernement palestinien

participant à un pouvoir fédéral s'exerçant sur les quatre Etats de la région où sont établis les quatre cinquièmes d'entre eux leur offrirait la possibilité de préserver leur identité, leurs institutions, de circuler librement à travers les frontières, et de donner carrière à leurs talents dans une patrie nouvelle s'étendant de l'Euphrate au Sinaï.

Quant à Israël, il faut préciser que les renoncements, certes douloureux, qui lui seraient demandés ne le seraient pas sous la contrainte ou la menace d'une défaite, mais dans la situation d'aujourd'hui où il est encore militairement supérieur à ses possibles adversaires et toujours assuré d'un puissant soutien extérieur. La communauté juive israélienne resterait protégée par ses moyens propres, la garde américaine et la milice sud-arabienne pendant les années nécessaires à son insertion dans l'ensemble proche-oriental. Une fois l'évolution engagée, elle trouverait au Liban, en Jordanie, même chez les Arabes de Palestine, avec lesquels elle a noué bien des complicités, des alliés naturels, des convergences d'intérêt, qui garantiraient sa sécurité plus sûrement que ses armées. Les portes du Machrek, puis celles du monde arabe seraient enfin ouvertes à ses industries et à son savoir-faire.

## La nécessité de s'entendre

**L**ES négociateurs auraient à aborder un énorme contentieux vieux de plus d'un demi-siècle, et il faudrait peut-être, pour tout régler... encore un demi-siècle ! Mais entre-temps on peut faire confiance à l'étonnante imagination sémite, juive et arabe, pour surmonter les difficultés les plus inextricables par des arrangements écrits ou non.

Encore faudrait-il que la nécessité de s'entendre s'imposât aux esprits. Deux conditions essentielles rendraient possible un climat international favorable.

La première est que les deux grands puissances mondiales s'entendent pour exclure le Proche-Orient de leur affrontement stratégique. Après tout, cette petite région de vingt-cinq millions d'habitants ne détermine rien d'important dans son sous-sol et ne contrôle aucune grande route terrestre ou maritime. Au lieu d'être amalgamée au Moyen-Orient arabo-iranien, elle pourrait être mise en parenthèses dans le conflit Est-Ouest — l'URSS et les Etats-Unis s'accordent pour inviter leurs protégés respectifs à s'entendre entre eux. La réduction des armements fournis inciterait sûrement Jérusalem et Damas à une salutaire réflexion. L'assainissement du Liban irait mieux que le désastre du Liban actuel, sans dans toutes les rivières-boutiques. Un agrément implicite de neutralisation du Proche-Orient répondrait aux vœux et au tempérament des populations d'une région à qui la géographie et l'histoire ont assigné un rôle de carrefour.

La deuxième condition ne relève pas de la froide politique internationale, mais de la passion. Celle qui a porté les juifs européens et américains à soutenir sans réserves ni conditions Israël, depuis sa création, dans toutes ses décisions politiques et militaires. Les dirigeants d'Israël se sont toujours tenus pour seuls juges de leurs actes, la Diaspora ayant le devoir de mettre à leur disposition ses moyens et son influence mais non le droit d'être associée à des choix fondamentaux, qui impliquaient pourtant, indirectement, tout le peuple juif. Toute critique

ouverte est, à Jérusalem, ignorée, ou qualifiée de trahison. Il faut que s'inverse, ou au moins s'équilibre, cette relation inégale entre Israël et sa Diaspora. La judaïté française est peut-être plus mûre que toute autre pour une réflexion salutaire. Plus proche et mieux informée que l'américain, elle connaît les réalités proches-orientales, elle pourrait prendre la mesure des dangers qu'elles recèlent pour la survie de la communauté juive israélienne, affirmer la nécessité urgente d'une négociation politique d'ensemble, et énoncer courageusement les sacrifices de souveraineté qu'Israël devrait être prêt à consentir pour obtenir un sûr droit de cité en Orient.

L'effet de cette prise de conscience d'une communauté, dont l'attachement à Sion est profond mais non pas aveugle, est considérable, sur l'Etat hébreu, en Israël, et en Orient. Elle déclencherait des controverses douloureuses, mais riches d'enseignements. Elle donnerait à une prise de position française en faveur d'une solution fédérale impliquant un double renoncement israélien et palestinien à la prépondérance exclusive de la Palestine, celui de la Syrie à une hégémonie régionale, celui de Moscou et de Washington à l'emporter sur l'autre en influence dans la région — une particulière autorité. Elle permettrait à la France de jouer un rôle éminent dans l'indispensable conférence internationale qui aurait à sanctionner les arrangements intervenus, à trancher sur les ultimes points de désaccord, et à déterminer, par des dispositions précises, les moyens de prévenir ou de punir, au besoin par des interventions directes, toute infraction des parties à l'équilibre établi par les traités bilatéraux et les institutions fédérales.

Ce serait en fait l'injection d'une dose d'internationalisation au Proche-Orient, ou Levant, comme on voudra l'appeler. Quelle région du monde est mieux prédestinée à être le lieu de l'apprentissage de la paix entre les peuples ?

ALAIN CHAMBOUL



**Le 1<sup>er</sup> privilège Volvo :**  
**le luxe du choix.**  
Quand on recherche une voiture de prestige, le luxe des Volvo a tout pour séduire. Et, quand on réfléchit, les qualités des Volvo ont tout pour convaincre : solidité, fiabilité, longévité qui font des Volvo des voitures différentes.  
Choisissez la vôtre : 340, 240, 480, 740 ou 760, et roulez en privilégié.  
Modèle présenté : 740 Turbo 4 portes.

**L'autre privilège Volvo :  
le luxe en hors taxe.**  
Que vous soyez coopérant français, fonctionnaire en poste à l'étranger, n'oubliez pas, lors de votre passage en France, que toutes ces Volvo sont disponibles en hors taxes chez Volvo TDS. Conditions spéciales pour les membres des corps diplomatiques. Les ventes hors taxes Volvo TDS, une manière intelligente de faire du luxe une excellente affaire.

**Volvo France - 138, Avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris**  
**Tél. : 42.89.39.52 - Télex : 649 638**

# VOLVO

que la traduction en arabe. Cette réaction radicale recoupe pourtant pour moi l'article 2 de la charte palestinienne de 1968, que je cite dans mon ouvrage : « Palestine, *wa al-banoudoun* it had during the *mandate* is an indivisible territory » — Israéliens et Palestiniens ont donc accordé sur quelque chose : la carte de la Palestine, que l'on met toutes les brochures de l'OLP et d'ailleurs des sociétés palestiniennes en badge, commandé désormais avec celle du Grand Israël — revendications opposées si on considère aux extrêmes pour résumer : séparation de compromis terminés. Deux sont tombées, d'une chose vraie, au premier de l'histoire, de la carte de révolutions connues avec du plan de partage de 1947, énoncé de 1945 et de 1968. Cette carte pose question de justice du partage du pouvoir pour l'intérieur et de frontières des régions. Les colonies par deux nations attachées à la présence identifiées.

### de deux communautés

[illegible][illegible]

Plus récemment, des usines ont été établies, comme ouvriers, artisans, dans des villes telles que Beersheva où leur présence permanente était il y a vingt ans inconnue.

ELLE APPROCHE DE  
lit à la paix



# Quelque part en Côte-d'Ivoire

La stagnation menace, en Afrique, les villes moyennes. Les citoyens habitent au village ou vont chercher fortune à la capitale. Grand-Bassam, autrefois chef-lieu du pays, reste chargée d'histoire coloniale mais vit maintenant d'expédients, supporte durement les effets de la crise et doit parfois s'en remettre à la charité internationale. Et pourtant, « tous les génies de l'océan et de la terre — dit un écrivain — veillent sur Grand-Bassam ».

Par  
BERNARD  
GENSANE



UR le mur délabré d'un bâtiment en ruine, la municipalité a accroché une pancarte sur laquelle on peut lire : « Utiliser les poubelles est un acte civique. » Il y a belle lurette que plus personne ne se conforme à cette recommandation. A Grand-Bassam, comme dans bien d'autres endroits de Côte-d'Ivoire, il existe un certain décalage entre — disons — la société civile et les réalités : comment vivre ensemble en se conformant à des structures, à des schémas de pensée exogènes, tout en tirant parti, dans la mesure du possible, des retombées d'une économie extravertie ?

Ce jour-là, comme tous les autres jours, la lagune Ebrié, somptueuse étendue d'eau, sépare le quartier anciennement colonial des autres quartiers de Grand-Bassam. La violente réverbération du soleil accentue l'impression d'accablement, de lenteur et de langueur. L'eau, que ne ridait pas le moindre souffle de vent, n'offrait aucune fraîcheur. Tout près, le marché, installé provisoirement, laissait s'échapper des odeurs pestilentielles.

Nous étions entrés dans Grand-Bassam par la route d'Abidjan, longue de quarante kilomètres, entre plantations de cocotiers et lagune. Une route bien calme en semaine, mais très animée le dimanche au moment de l'exode vers les plages du golfe de Guinée.

Devant le commissariat de police, des scènes de la vie de tous les jours. Un jeune policier avait rudoyé un vieux marchand sénégalais dont les papiers ne devaient pas être en règle. Le vieux n'admettait pas qu'on porte la main sur lui. A quelques mètres de là, dans la cour du commissariat, d'autres policiers continuaient à deviser indifférents ou poursuivaient la lecture de leur journal sous les manguiers. Mais leur jeune collègue ayant soudain menacé le vieillard d'aller chercher son arme, ils l'en avaient empêché. Et des passants atterrés avaient pris spontanément fait et cause pour le Sénégalais, car, dans l'Afrique traditionnelle, un jeune ne saurait molester un vieillard.

Ce mercredi, il y avait audience au tribunal de première instance. Près de la mairie, dans la salle de réunion où justice était rendue, une bonne centaine d'hommes et d'adolescents (originaires du Sahel pour la plupart) attendaient des jours meilleurs, allongés sur le sol saboteux. En face, le « Congo », la salle de cinéma locale, appartenant à un Libanais, affichait *Les Barbarians*, *Yelen* et un film indien de série B. Derrière ce cinéma, des prostituées (les « Ghanéennes », comme on les appelle ici un peu abusivement) offraient, derrière un simple rideau, leurs charmes pour 500 francs CFA (1).

Une centaine de personnes se pressaient dans la mairie en attendant qu'un huissier introduisit l'inculpé. Au-dessus de la tête de madame le juge, deux ventilateurs brassaient faiblement l'air chaud et humide. Une fillette, qui ne devait guère avoir plus de onze ans, accusait un plombier de trente-cinq ans, originaire du pays gourou, dans le centre du pays, d'avoir abusé d'elle à plusieurs reprises. Le gourou avait offert à l'enfant une paire de boucles d'oreilles. Apparemment, cette liaison était connue de tous, mais la famille s'était résolue à porter plainte après que la gamine eut contracté une maladie vénérienne. La salle suivait les débats sans émotion particulière, comme s'il s'était agi d'un vol de sandales. A la fillette, qui ne semblait guère traumatisée, madame le juge fit quelques remontrances, peut-être ne pourrait-elle jamais avoir d'enfants. Au plombier, elle fit remarquer qu'il avait « la chance de résider dans une ville où il y avait des prostituées à tous les prix » et qu'il était dès lors « honnête de s'en prendre à une enfant ». L'accusé niait mollement, répétant à plusieurs reprises une phrase qu'il avait sans doute apprise par cœur : « Ceci est un démenti, madame le juge, je ne l'ai pas connue. »

Le juge demanda au prévenu s'il était pratiquant. Le plombier amateur de Lolitas dit qu'il était catholique. « C'est une circonstance aggravante, vous avez des instincts démoniaques. Comment pouvez-vous être excité par une fille qui n'a pas de seins ? »

Le galant gourou fut condamné à deux ans de prison. La tête basse, il rejoignit sous bonne escorte la prison de Grand-Bassam, dans les cachots de laquelle plusieurs grands du régime avaient été emprisonnés quarante ans auparavant, lors des luttes émancipatrices.

Comme Saint-Louis-du-Sénégal ou Gorée, la ville de Grand-Bassam est chargée d'histoire coloniale. De ce passé, il reste un

phare, éteint il y a trente ans et qu'on ne rallumera plus, et, surtout, d'imposantes maisons coloniales à l'architecture soigneusement fonctionnelle.

Aujourd'hui, ces maisons sont soit en ruine, soit habitées par des Bassamois aisés, car les loyers ne sont pas à portée de toutes les bourses. Elles appartiennent à des Libanais, à l'Etat ou à des familles locales prisonnières de problèmes d'héritage insolubles.

Le site de Grand-Bassam fut découvert vers 1470 par le navigateur portugais Sotro De Costa. Des négociants hollandais, danois et anglais précédèrent les Français qui y construisirent Fort-Saint-Louis en 1701. Il fallut attendre le dix-neuvième siècle pour qu'une colonie fixe s'installât. Les colons prirent possession de l'emplacement moyennant « coutumes » : pour 36 fusils, 36 barils de poudre, 36 pièces d'étoffe, 120 jarres de 5 litres d'eau de vie, 36 acquêts de tabac, le tout livrable chaque mois par douzième. Il leur fut permis de construire des fortins.

Les populations d'origine — Abouré et N'zima — obéissent alors le site de Bassam à la France pour une redevance annuelle de 4 000 francs or. Cette somme sera versée jusqu'en 1915. Les populations s'adonnaient principalement à la pêche et au commerce, exploitant le sel marin et échangeant l'huile de palme contre des produits européens.

Les premières factoreries s'installent en 1843. En 1852, 1 200 guerriers se révoltent et attaquent le fort. Un corps expéditionnaire français de 700 hommes, venus du Sénégal, mène la rébellion. La colonie de la Côte-d'Ivoire naît le 10 mars 1893 et se voit rattachée à l'AOF (Afrique occidentale française) le 16 juin 1895. En décembre de cette année, le Père Alexandre Hamard ouvre, à Grand-Bassam, la première école.

En 1900, la ville cesse d'être le chef-lieu de la colonie après une épidémie de fièvre jaune. Malgré cela, le « wharf » (débarcadère) est mis en service le 1<sup>er</sup> juillet 1901. Il mesure 175 mètres de long sur 7,50 mètres de large. L'année 1908 voit la création de la chambre de commerce. Pendant la première guerre mondiale, Bassam fournit son tribut de « tirailleurs sénégalais » qui iront mourir à Verdun ou ailleurs. Après la guerre, la ville connaît une ère de prospérité sans précédent. Une première scierie, la SCAF, ouvre en 1920. L'année suivante, 100 000 tonnes d'acajou sont exportées. Bernard Dadié, le père de la littérature ivoirienne, se souvient : « C'était en 1928, Grand-Bassam, la cité des billes de bois. En effet, des billes, il y en avait partout. Billes venues de l'Agnéby dans le pays abou, billes venues de la Comot dans le pays M'Gbatu (2). » C'était, ajoute Georges Courrèges, « la grande

Pendant la fête de l'Abyssas, les N'zima doivent se purifier, se déjouler, jeter les rancunes à la lagune

époque de Bassam, l'époque des flonflons, des bals et des fêtes pour les Européens. L'époque où les forestiers viennent flâner à Grand-Bassam après leur saison d'abattage (3). »

Maïs, à partir de 1930, Abidjan devient le premier pôle économique de la colonie : c'est là que la métropole a choisi d'installer le terminal du chemin de fer. Les grands paquebots accostent désormais au wharf de Port-Bouët. Et en 1934, le chef-lieu de la colonie est transféré à Abidjan. L'embarcadère de Bassam sera déclassé en 1951, après l'inauguration du canal de Vridi par le ministre de la France d'outre-mer de l'époque, François Mitterrand.

Deux ans plus tôt, Grand-Bassam avait été le lieu d'une action quasi héroïque (et qui est restée gravée dans la conscience collective nationale) menée par des militants anticolonialistes. Le 6 février 1949, des responsables du Rassemblement démocratique africain (RDA) — fondé en 1945 par Félix Houphouët-Boigny — sont arrêtés après des incidents. Les femmes se mobilisent et une première marche sur Grand-Bassam a lieu le 4 août pour exiger la libération de Marcelin Sibé. Celle-ci obtient, les décrets entant une grève de la faim. Et le 22 décembre 1949, la marche des femmes s'organise devant le palais de justice de Bassam. Les forces de l'ordre font usage de pompes à eau, lancent des grenades lacrymogènes et frappent les manifestantes. Une prise de conscience sur la situation coloniale se développe qu'en l'époque encore avec émotion aujourd'hui.

Mises à part les maisons coloniales et cet acte épique, que restait-il du Grand-Bassam d'autrefois ?

Un monument aux morts, dédié aux victimes civiles de la fièvre jaune : une femme avec une gerbe de blé tenant sur son sein un homme mort. Un jeune garçon explique ainsi la signification de

cette statue : « La femme est allée chercher des plantes magiques pour ressusciter le mort. » Pourquoi pas, en effet ?

Et puis, il y a l'Abyssas, cette fête rituelle des N'zima. Une fois par an, en octobre, cette éthnie qui ne possède pas de masque, fait entendre l'*astoungblan*, le grand tambour parlant des Akan. L'Abyssas tourne autour d'une légende merveilleuse : un chef eut sept garçons. Un esprit lui remit sept vases en or contenant du feu, un palmier, du riz, de l'argent, des ignames, des graines de palmistes, du maïs. De là naquirent sept clans solidaires. Un jour, les hommes du clan de Mwavile se rendirent en forêt planter le maïs. Ils virent des êtres mystérieux qui dansaient au son d'un tam-tam effréné et qui leur confièrent le tambour en les chargeant de planter à chaque récolte des graines de palmier. Ainsi naquit l'Abyssas, cette danse propitiatoire. Pendant la fête, les N'zima doivent se purifier, se déjouler, jeter les rancunes à la lagune.

Jeanne et Bruno sont deux Français résidant en Côte-d'Ivoire depuis une quinzaine d'années. Lui enseigne les mathématiques au lycée, elle est provisoirement inactive. S'ils ne considèrent pas la Côte-d'Ivoire comme leur seconde patrie, ils savent qu'ils quitteront Grand-Bassam avec un fort pincement au cœur. Leur villa, une construction moderne, est située à deux pas de la mer, rue du Colonel-Montell, et jouxte une imposante maison coloniale. Il reste à Grand-Bassam une dizaine d'assistants techniques français qui, parce qu'ils sont relativement jeunes et que la coopération jette ses derniers feux, ne souhaitent et ne peuvent cultiver le moindre sentiment d'appartenance au pays. La pharmacie est tenue par un Français et la boulangerie appartient à un « vieux Blanc », installé avant l'indépendance.

Dans l'entreprise Wolf, soixante employés s'occupent du traitement de la fibre de noix de coco. Mais l'entreprise SCAF souffre. Cette menuiserie était autrefois la plus grosse source d'emplois. Il faut dire que le secteur secondaire attend un second souffle à Grand-Bassam : l'école de vannerie, les centres de céramique, l'usine à chaussures et les quelques fermes d'élevage de poulets n'offrent guère plus de deux cents emplois. On peut prendre un verre à « La Taverne », l'un des quelques restaurants (avec « l'Assomay », « La Madrague », « Le Wharf », « La Paillette ») tenus par des Français ; ainsi qu'à « Fillet Bleu », propriété d'un ivoirien administrateur financier à l'institut de cardiologie d'Abidjan. Jeanne et Bruno fréquentent les petits commerces libanais : une quincaillerie, une librairie (la « Librairie Descartes » ?) Il y a aussi un horticulteur allemand, un restaurant vietnamien et des « maquis » qui, en bord de mer, offrent une nourriture locale de qualité et bon marché.



GRAND-BASSAM compte quelque 40 000 habitants. La ville coloniale c'est, comme son nom l'indique, le quartier France, et plus précisément le France résidentiel, où habitent, principalement des fonctionnaires, et l'Assomay, l'ancienne « zone indigène ». De l'autre côté de la lagune, les deux tiers de la population vivent au quartier Impérial, avec ses sous-quartiers : Congo, Phare, Bramahoté, Belleville, Oddes. Les habitants sont des N'zima, qui cohabitent avec des Dioula et des Burkinabé. A Mooson ne vivent que des Abouré. Enfin, vers Aboisso, le quartier CAFOP (4), à vocation fortement résidentielle, abrite de jeunes cadres.

Les N'zima sont avant tout des pêcheurs de mer et de lagune, des bijoutiers et des planteurs. Les Abouré, quant à eux, ne vivent que du poisson. On pêche ici à la seine et au filet. Les pêcheurs n'zima ne se plaignent pas trop, malgré la concurrence de la pêche industrielle. Les pirogues sont généralement motorisées. Il existe une séparation totale entre les activités de pêche et la distribution du poisson jusqu'à l'intérieur d'une même famille. La femme achète à son mari le poisson qu'elle va transformer par fumage, et vendre sur les marchés de la région.

Les bijoutiers sculptent, dans la tradition akan, l'or boudé. Les planteurs cultivent principalement la noix de coco, qui est d'un rapport sûr, et une activité moins fatigante que la culture de riz ou du manioc.

Les Dioula sont généralement de la deuxième ou troisième génération. Leurs parents s'étaient installés ici du temps du wharf, ils s'occupent traditionnellement des transports ou tiennent des petits commerces. Dans leurs boutiques, on peut acheter tous les produits d'usage courant au micro-détail : une cuiller d'huile de table, une cigarette, un verre de pétrole, un bonbon, un morceau de glace, un cube Maggi, une dose de Nescafé...

Les Burkinabé (principalement des Mossi) effectuent les travaux les plus pénibles : manœuvres, ouvriers agricoles, boys.

Quant aux Baoulé, on les trouve dans pratiquement tous les secteurs de l'économie.

Le monde extérieur pour le pêcheur n'zima c'est « le Blanc ». Il souhaite ardemment envoyer au moins un de ses enfants en Europe. Car l'Europe, c'est le savoir, un lieu où tout est parfait. Un « vieux », père d'un haut fonctionnaire, nous a raconté avoir fait le

## DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Garçons et filles de 8 à 16 ans - Programme officiel des Lycées Français - Baccalauréat types A, B, C et D  
Secteur anglo-américain - Cours de langues modernes et d'informatique - Section commerciale - Etudes dirigées  
Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences  
En été du 1<sup>er</sup> juillet au 12 août : vacances heureuses, études sérieuses. Séjour de 4 à 6 semaines.  
Nouveau bâtiment scolaire avec halle de sports.  
Équipements sportifs modernes : piscine et club : tennis, ping-pong, football, fitness, patinoire, vaste domaine skiable.  
Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE.  
Début de l'année scolaire 1988-1989 : Mardi 20 septembre 1988  
Pour l'envoi d'une documentation, écrire à :

COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1284 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)  
Tél. 025/35 21 53-55-56 - Télév. 436 210 BSV

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.

Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie  
du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro  
de téléphone vert : (16) 1 62-54-11-11.



# l'an 2000 n'est pas pour demain



L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE  
Les urgences du présent sont légères

grand voyage en 1982 et avoir été stupéfait par l'existence de clochards blancs à Paris. Il nous a avoué avoir refoulé depuis cette vision d'horreur. Le monde extérieur parvient principalement par la télévision qui se répand de manière foudroyante jusqu'aux foyers les plus modestes.

Si Grand-Bassam connaît quelque animation, c'est surtout grâce à son lycée, aux 3 500 jeunes venus de toute la Côte-d'Ivoire tenter de décrocher le baccalauréat. Apparemment, le lycée offre un cadre enchanteur avec ses bâtiments spacieux, ses cocotiers qui rappellent la plage toute proche. Mais être élève de l'enseignement public n'a rien d'une sinécure. Comme le dit *Fraternité Matin*, le système éducatif ivoirien est « hyperselectif » (5). C'est pourquoi il faut d'abord être recruté et les places sont rares. Et ce qui est rare finit par être cher. Si bien qu'un grand nombre d'élèves doivent passer par ce qu'on appelle pudiquement les « recrutements parallèles » et déboursent jusqu'à 150 000 F CFA (quand un ouvrier agricole gagne 20 000 F par mois) pour pouvoir fréquenter des établissements à l'accès théoriquement gratuit.

Les effectifs par classe peuvent aller jusqu'à quatre-vingts élèves. Pour casser tout ce monde, l'administration a transformé des toilettes en salles de classe (on va se soulager « en brousse »), elle a installé trois élèves par table et le corps enseignant a dû faire une croix sur les travaux pratiques. Les élèves adoptent un comportement « responsable ». Il y a dans ce lycée 250 internes.

Les 2 500 autres élèves non originaires de Grand-Bassam se « débrouillent », c'est-à-dire qu'ils doivent se trouver un tuteur qui les hébergera contre de menus services (sept élèves vivent chez le censeur du lycée). En terminale, cette année, Kouamé Kouassi réside chez un employé municipal. Il travaille comme répétiteur dans une autre famille où il s'occupe des devoirs de quatre enfants. Il gagne 9 000 F par mois dont il soustrait 5 000 pour sa famille nourricière. Tous n'ont pas réussi aussi bien dans une ville dont la population est de 40 000 habitants, si bien que plusieurs dizaines de jeunes vivent dans des conditions d'extrême précarité. Dans ce contexte, il est remarquable que 82 % des élèves de terminale aient été reçus au baccalauréat en 1987, et que la drogue (il y a un important trafic de chanvre en provenance du Ghana tout proche) n'ait pas fait de ravages parmi eux. Quant aux quelques « brebis égarées » (comme les élèves eux-mêmes les appellent) qui s'adonnent au *koutoukou*, l'alcool de palme (6), on n'en fait pas une affaire.

Le lycée bassamais travaille dur. Ses loisirs sont rares. Il n'a vraiment pas le temps de s'intéresser à la vie politique et la section du MECEI (Mouvement des élèves et étudiants de Côte-d'Ivoire), son syndicat unique, s'occupe surtout de la buvette.

Parfois, une affaire vient cependant mettre un peu de piment dans son existence. Il y a trois ans, les génies de la lagune n'avaient été convenablement honorés sans doute. Pour se venger, ils s'en prirent à une vingtaine de lycéennes qui, en classe et à intervalles réguliers, furent sujettes à des trances. Après avoir fermement éconduit les enquêteurs de *Fraternité Matin*, on fit venir des féticheurs et des prêtres. Ils firent procéder à des sacrifices. Tout le monde se badigeonna de kaolin, on égorga trois moutons et quarante poulets. Les trances cessèrent aussitôt.



N Côte-d'Ivoire comme dans tout le tiers-monde, les capitales attirent les populations à un rythme incontrôlable. Bien qu'elle compte cinq fois plus d'habitants qu'en 1950, Grand-Bassam souffre de cet exode rural : l'Ivoirien habite au village, ou bien il va chercher fortune à Abidjan. Les villes moyennes stagnent et ne peuvent prétendre au rang de capitales régionales. Les productions agricoles ne transitent même pas par elles et sont acheminées directement de la brousse à Abidjan.

La population bassamaise tend à être de moins en moins autochtone. M. Kouakou Alagbé, par exemple, est un Baoulé de la région de Yamoussoukro qui a quitté son village il y a une dizaine d'années et à su se faire accepter comme manœuvre sur la plantation d'un chef de clan n'zima. Les premiers temps, il résida « en célibataire » dans la famille de son employeur. Après cinq ans de bons services, quand des rapports de confiance se furent établis avec son patron, il obtint de celui-ci un lopin à défricher qu'il cultiva à son propre compte. Il fit alors venir sa femme et ses

enfants et encouragea plusieurs de ses frères à suivre son exemple. Ils sont aujourd'hui une cinquantaine, économiquement indépendants, pratiquant des cultures pérennes qui leur rapportent gros. Et, fait significatif, ils n'ont pas appris les langues locales. Lorsqu'un N'zima ou un Abouré leur parlent, c'est en français ou en baoulé. Quand Kouakou mourra, il aura, il en est sûr, suffisamment économisé d'argent pour faire ramener sa dépouille dans son village natal.

Installé depuis 1973 à Grand-Bassam, M. Yoboué Koffi est un artisan baoulé originaire de Dimbokro. Il vit en alternance sur la côte et dans son village où il est planteur. Aidé de son jeune frère et de son neveu, il sculpte des statues baoulé, sénéou et gourou. Quatre clients sur cinq sont Européens. En semaine, il en voit un ou deux par jour. Le dimanche, c'est le défilé, mais il ne vend guère plus de quatre ou cinq objets. Une fois payée la taxe municipale, il évalue son revenu mensuel à environ 50 000 francs. Avec cette somme, il lui faut faire vivre sa femme, ses trois enfants, deux neveux et son père. Sous l'appât (7) où il travaille, il y a deux postes de radio, l'un branché sur Radio France internationale, pour les nouvelles, l'autre sur la station gabonaise

Africa N° 1, pour la musique. Je le laisse parler de la France : « La France c'est bien. On veut aller connaître là-bas. Les Français d'ici sont gentils parce que la France aide la Côte-d'Ivoire. La colonisation c'était bien nécessaire pour nous éduquer. Mais les colons ont fait souffrir nos parents. Toujours nous bédérons Houphouët qui nous a libérés du travail forcé. On ne se comprend pas avec les colons. Quand on voit des Africains en Mercedes, on essaie de se forcer pour en avoir aussi. » A-t-il une idée du prix d'une telle voiture en Côte-d'Ivoire ? Non (8). Il nous emmène chez Yao, son « vieux ». Sur son poste de télévision, en noir et blanc, celui-ci regarde « Télé pour tous », l'émission préférée des Ivoiriens (avec « La coupe nationale du progrès », consacrée aux

**La banque locale est entièrement informatisée, dotée d'un système d'alarme ultra-moderne ; mais l'activité économique est désespérément faible**

peyans, à la radio). Agé d'environ quatre-vingts ans, Yao a bien connu le temps de la colonisation. Il évoque sans nostalgie (sauf que, dit-il, « du temps des Blancs, les soins médicaux étaient gratuits ») Il se souvient parfaitement des longs mois passés sur les plantations des colons à sarcler le sol. Au mur de sa chambre, il y a deux photos, celle d'un père dominicain qui lui a appris à lire et celle d'Houphouët-Boigny qui, lorsqu'il était député français, fit abolir le travail forcé. Yao me montre, en opinant gravement, un article du *Fraternité Matin* du jour (9) : « On ne peut lire l'essai Houphouët ou la philosophie du comportement sans éprouver une sensation de rapetissement, une sorte d'effacement qui force la tête à incliner vers le bas, dans un mouvement de profonde révérence, devant la stature de grand homme d'Etat, du sage de Yamoussoukro. »

Cela peut paraître miraculeux, mais Yao et les siens parviennent à épargner. Comme 4 000 autres habitants de Bassam et de ses environs, ils possèdent un compte à la succursale locale de la SGBCI (Société générale des banques en Côte-d'Ivoire). Sur ce compte, il y a environ 100 000 francs que la famille a économisés pour la « soudure », cette période difficile de juin à octobre, avec la rentrée des classes qui grève tout le budget. Il faut attendre novembre, au moment des récoltes, pour que les comptes se renflouent. Comme le déplore Ouattara Lamissa, le directeur de la succursale bancaire, l'activité économique locale est désespérément faible. Beaucoup de chèques restent impayés. L'« ardoise » est devenue une pratique commerciale normale. Alors, les banques doivent consentir des provisions énormes. Elles les font bien sûr payer aux usagers qui doivent, par exemple, déboursier 6 250 francs — somme plus que coquette — chaque trimestre pour tenue de compte. La banque est entièrement informatisée, elle dispose d'un système d'alarme ultra-moderne (qui constitue singulièrement avec la statue de bronze représentant un vieux Baoulé pesant de l'or et qui trône dans le hall), mais elle n'a pas encore trouvé le moyen d'aller vers les consommateurs potentiels pour leur offrir un service à leur portée. Mais il faut dire que la population est en grande partie analphabète.

Il y a bien moins heureux que Yao et sa famille. M. Mamadou Boukari, un Mossi du Burkina, est domestique à mi-temps chez un couple de jeunes coopérants français sans enfant. Rémunéré au tarif officiel, il touche, avec les heures supplémentaires, 22 500 francs, par mois, c'est-à-dire 750 francs par jour. Pour nourrir sa famille de cinq enfants (du riz et de la semoule de manioc à chaque repas, avec de temps en temps une sauce grasse), il dépense 700 francs par jour. Quand il est malade — il a fréquemment des crises de paludisme, — ses employeurs lui payent les médicaments qui ne sont pas remboursés par le système de protection sociale. M. Boukari a été frappé par la crise économique. Il y a cinq ans, il conduisait des engins sur un chantier de travaux publics pour un salaire de 80 000 francs par mois. Comme des milliers d'autres, il a été « compressé » (licencié) en 1984, l'année terrible de la grande sécheresse. Depuis 1985, il n'a jamais eu plus de 1 000 francs devant lui.

En 1979-1980, les instances dirigeantes de Côte-d'Ivoire ont décidé de démocratiser les élections législatives et municipales. Tout le monde avait désormais la faculté de se présenter aux suffrages des électeurs, alors qu'auparavant il fallait l'aval du parti unique, le PDCI-RDA (10). Une nouvelle génération d'hommes politiques s'engouffra dans la brèche, les campagnes électorales s'animèrent singulièrement, mais, en contrepartie, le tribalisme reflut, car nombreuses étaient les listes constituées exclusivement sur des bases ethniques. La vie politique municipale à Grand-Bassam est ainsi viciée depuis huit ans par la sourde rivalité qui oppose N'zima et Abouré, pourtant ethnies on ne peut plus sœurs.

Le maire actuel, M<sup>me</sup> Achi Brou Marthe, est parfaitement représentative de cette nouvelle race d'édiles compétents et entrepreneurs. Ingénieur en électronique, elle est la belle-sœur d'un proche du président de la République et la nièce du PDG de la Société des transports abidjanais. Son époux est le directeur de Filitsac, une grosse entreprise de textile, et lui-même maire d'un village voisin. Le premier adjoint est M. Aloulou Serge Pacôme, directeur du Centre de formation des journalistes. Comme M<sup>me</sup> Achi Brou, il agit par lui-même, sans pour autant remettre en cause le bien-fondé des décisions du parti et du gouvernement. Les élections de 1985 furent « chaudes », les CRS devant parfois séparer des militants un peu égarés. Des deux côtés, on s'accusa d'avoir acheté des électeurs, d'avoir fait voter des étrangers qui n'y avaient pas vraiment droit, d'avoir donné de l'argent aux divers groupes ethniques. Rien de bien méchant. Mais s'ils ont reconnu spirituellement leur défaite, les supporters de l'ancien maire, M. Anzouan, ne s'en tiennent pas moins à l'écart et préparent la revanche. En Côte-d'Ivoire, comme ailleurs, la démocratie est un long apprentissage.



AIS en cette période de « conjonction » (11), l'argent est plus que jamais le nerf de la guerre. Que peut bien entreprendre une ville de quarante mille habitants qui dispose d'un budget théorique de 271 millions

de francs et d'un chapitre de recettes de 160 millions de francs ? A vrai dire pas grand-chose. Un kilomètre de bitumage de route coûte 1 500 000 francs sans l'assainissement. Et ce sont 20 kilomètres qui, de toute urgence, devraient être bitumés. Les urgences sont légion. Grand-Bassam étant au niveau de la mer et uniformément plate, il faudrait immédiatement consacrer 600 millions au drainage du quartier impérial, qui a les pieds dans l'eau deux mois par an. Il faudrait également équiper d'un vestiaire et de douches le stade de football (l'équipe de la ville évolue en première division). La gare routière est beaucoup trop petite. A l'abattoir, on ne peut sacrifier que cinq bêtes par jour. Il n'y a pas de bibliothèque municipale. L'hôpital ne s'en sort que grâce à l'institution Marthe-Mercadier, qui a offert récemment deux conteneurs de 4 tonnes de matériel et à la société suisse Pigeat, qui a fait parvenir 16 tonnes de matériel. Il faudrait redynamiser la pêche, implanter une usine agro-alimentaire, relancer le tourisme, construire à très court terme six classes d'enseignement primaire, agrandir le lycée et le collège, construire un palais de justice (celui des colons, splendeur architecturale, est une ruine sur le point de s'écrouler).

En attendant, la ville vit d'expédients, s'en remettant parfois à la charité internationale. La contribution de l'Etat a baissé d'un tiers en 1987. Une solution « moderne », mais elle concerne le pays tout entier, serait d'instaurer un système d'impôts locaux. On nous dit ici qu'on a gardé un souvenir tellement caissant de ces impôts que l'administration coloniale percevait à coups de chicottes, que même pour recouvrer des taxes municipales comme la patente, il faut, en permanence, faire face à des « lobbies » fort bien organisés.

Heureusement, Grand-Bassam dispose d'infrastructures non négligeables. Toutes les rues sont éclairées et les maisons ont l'eau courante. Les trois cents abonnés du téléphone ont accès à l'automatique et à l'international quand bien des villes de l'intérieur doi-

**A l'orée du troisième millénaire, peut-on seulement vivre de poissons et de souvenirs ?**

vent se contenter d'un opérateur six heures par jour. Et puis il y a ce nouveau marché, la grande — et forcément unique — œuvre de quinquennat de M<sup>me</sup> le maire ; il a coûté 45 millions, payés entièrement sur le budget de la ville. Il faut dire que l'ancien marché prenait l'eau et que les ménagères y faisaient leurs courses en piétinant des asticots.

« Tous les génies vieillissent sur Bassam », disait Bernard Dadié, génies de la Comoe, génies de la lagune Ebrié, génies de l'océan, génies de la terre. » Certes. Mais pour que Grand-Bassam tienne, il lui faut aussi de grands projets qui sonneraient les hommes et les ethnies et empêcheraient le tissu social de se désagréger. Assurément, la crise a frappé moins fort à Grand-Bassam qu'à Abidjan. On peut, le soir, aller pêcher avec la certitude que demain il y aura encore des carpes et des machoires dans la lagune. Mais à l'orée du troisième millénaire, peut-on seulement vivre de poissons et de souvenirs ?

BERNARD GENSANE.

(Lettres de Jean Mineraud.)

- (1) 1 franc français = 50 francs CFA.
- (2) Les Jambes du fils de Dieu, CEDA Hatier, Abidjan, 1981.
- (3) Georges Courrière, Grand-Bassam et les comptoirs de la côte, L'Imprimerie Durand, Clermont-Ferrand, 1987.
- (4) Les CAPOP sont les équivalents de nos écoles normales.
- (5) 19 janvier 1988.
- (6) 100 litres d'alcool de palme ou Bangui donnent 15 litres de koutoukou très alcoolisé. A ces 15 litres, on ajoute 100 nouveaux litres de bangui. Une seconde distillation donne une quinzième de litres à 43° d'alcool éthylique. Le principal rival du koutoukou est le gin, que les Bassamais prononcent « guin ».
- (7) Abri sommaire constitué d'une toiture de tôle ou de branches de palmiers posés sur quatre piquets.
- (8) Les voitures sont taxées à 110 %.
- (9) 2 janvier 1988.
- (10) Parti démocratique de Côte-d'Ivoire. Le PDCI est de facto et non de jure parti unique.
- (11) C'est ainsi qu'on appelle ici la crise économique. « Etre conjoncturé », c'est être victime de cette crise.

Édité par la SARI à Abidjan  
Gérant : André FONTANA  
Directeur de la publication :  
Adm. directeur général : Bernard GENSANE  
Imprimerie :  
du « Monde »  
rue des Indes  
75005 PARIS  
Commission paritaire des journaux  
et périodiques : n° 100  
ISSN 0026-2000  
A la disposition des abonnés de l'étranger  
pour modification de leur adresse  
ou résiliation de leur abonnement  
de téléphone vers : (01) 53 60 00



## LES ÉQUIPEMENTS INUTILISÉS, « MINES D'OR » DU TIERS-MONDE

## Relancer le développement par la maintenance industrielle

DANS le tiers-monde, les ressources humaines ne sont pas les seules à être insuffisamment exploitées. C'est aussi le cas de beaucoup d'équipements industriels. L'implantation d'usines « clé en main » — pour le plus grand bénéfice des exportateurs occidentaux, et la plus grande gloire des bureaucraties locales — s'est en général soldée par un fiasco. En l'absence d'une véritable « culture » industrielle et d'une formation rigoureuse des travailleurs et des techniciens, les installations se sont délabrées, certaines ayant même complètement cessé de fonctionner. Le redressement de la production manufacturière et agro-alimentaire de beaucoup de pays en voie de développement passe donc, en partie, par la réhabilitation des usines existantes. Un domaine de coopération original — et mutuellement bénéfique — pour les entreprises du Nord et celles du Sud.

Par BERTRAND GIRARD \*

« Il est temps que cesse le gaspillage », proclame l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un éditorial à la « une » de son bulletin (1), dans lequel les pays du tiers-monde sont couverts à « mettre fin à l'incertitude qui prévaut à la maintenance de leurs parcs industriels ». Et le document de citer les méfaits de cette négligence généralisée : « Machines tombées en panne faute d'un graissage approprié, tracteurs et matériels agricoles qui rouillent dans les champs, véhicules de transport mis au rebut à la moitié, à peine, de leur vie normale, routes défoncées quelques années seulement après leur mise en service, hôtels dont la plomberie détériorée décourage les touristes, systèmes d'irrigation délaissés... »

Dans les pays en voie de développement, les équipements industriels sont récents. Et, pourtant, la production effective n'y dépasse guère, en moyenne, 40 % de la capacité installée. A l'intérieur des usines, les signes de la

désorganisation sautent aux yeux : ateliers encombrés, machines cannibalisées, à l'abandon ou précoce vieillissement. La capacité de distribution est également affaiblie par la déficience des moyens et des infrastructures de transport dont l'état de délabrement n'a rien à envier à celui de l'appareil de production.

Dans telle conserverie d'Afrique, faute d'entretien des stériliseurs, la production de sardines en boîtes devient impropre à la consommation et il faut recourir à l'importation pour satisfaire la demande. Malgré une capacité cimentière correspondant théoriquement à la totalité des besoins nationaux, certains pays sont confrontés à une constante pénurie de ciment. Ainsi une étude récente, effectuée dans onze pays d'Afrique (2), montre que sur soixante et une cimenteries recensées vingt-sept fonctionnent en deçà de leur capacité de production et dix ne fonctionnent pas du tout.

L'OIT estime que les carences de la maintenance coûtent chaque année aux pays en voie de développement au moins 100 milliards de dollars. Faute

d'une bonne maintenance, la compétitivité d'une entreprise diminue ; ce sont entre 40 % et 60 % du chiffre d'affaires que les pannes font perdre aux entreprises. Toute l'économie s'en ressent ; les importations ne diminuent pas ; la dette s'alourdit ; l'auto-suffisance est repoussée à plus tard pour des secteurs entiers de la production ; la pénurie s'installe ; la population manque d'eau, d'électricité, etc.

La fatalité de la panne envahit les esprits : « Quelle motivation pour aller à l'usine, si ma machine est toujours en panne ? Elle fabrique des câbles défectueux parce qu'elle est mal entretenue ; c'est désespérant, mais je n'y peux rien ! Quand ces câbles défectueux sont en vente chez les électriciens, j'ai honte de mon travail. C'est peut-être moi qui les ai fabriqués... », tels sont les propos que nous tenait récemment l'ouvrier d'une câblerie algérienne. Une meilleure gestion de la maintenance permet, au contraire, d'avancer dans la connaissance des procédés et des équipements et de créer de nouvelles attitudes au travail.

Ainsi, en Algérie encore, et à la suite d'un sévère réquisitoire du président Chadli, qui ne trouvait pas assez rapide la production d'un nouveau type de tracteur agricole, l'entreprise PMA demande à l'Institut national de maintenance algérienne (INMA) de procéder à un « audit maintenance ». Entre 1985 et 1986, les résultats augmentent de 12 % : les opérateurs de production effectuent eux-mêmes certaines tâches de maintenance et les schémas d'organisation préconisés par l'INMA sont appliqués. Le nombre de tracteurs produits passe de 7 000 à 7 800 par an : 800 de moins à importer. Forts de ce premier succès, PMA va plus loin et met en place une structure après-vente, plus décentralisée, qui rend disponibles 780 véhicules jusque-là immobilisés. L'Algérie vient de retrouver, d'un seul coup, près de 1 600 tracteurs, le quart de sa production annuelle.

Il existe un rapport direct entre les tâches d'entretien et la qualité de la professionnelle. Les statistiques du Bureau international du travail (BIT) montrent à quel point les accidents du travail résultant d'un entretien défectueux restent élevés. Tout comme les

accidents de la circulation. Un exemple récent, que rapporte un homme d'affaires français circulant au Caire, au volant de sa voiture de location : devant lui, un autobus bondé ; la suspension cède au moment où il double. Surcharge mais aussi défaut d'entretien, un moyen vient de céder, entraînant dans son sillage les lames de suspension. Habités, les passagers descendent du bus et vont surcharger les autobus suivants... Ce bus ira sans doute en rejoindre d'autres dans un « cimetière » identique à celui que l'on voit aux abords immédiats de Dakar où s'entassent véhicules de transport en commun, ambulances, camions de ramassage des ordures ménagères, etc.

Dans beaucoup de pays du tiers-monde, la première des priorités est de maîtriser les problèmes industriels constituant des goulets d'étranglement pour la majorité des usines : coupures fréquentes d'électricité ou d'eau, défaillance des moyens de transport ou de maintenance, manque brutal de matière première. Ainsi, dans telle tréfilerie de cuivre, il est quasiment impossible de régler correctement les tréfilages : tous les jours, le réseau électrique disjoncte, d'où les ruptures de fil, les casses de filières, les pertes de production...

L'alimentation en eau est tout aussi cruciale pour certains procédés. C'est

le cas des complexes sidérurgiques qui doivent parfois fonctionner au ralenti. Faute d'une fiabilité suffisante du réseau d'eau, le refroidissement des installations ne peut, en effet, être correctement assuré.

L'existence d'un parc d'engins de maintenance et de transport en état de marche est également une nécessité vitale pour l'industrie ou l'agriculture. On ne compte plus les tonnes d'orange gâtées dans les caisses et perdues pour la vente, faute d'avoir été transportées à temps vers les lieux de distribution. Ni les kilomètres de tubes qui s'entassent dans certaines taberies par indisponibilité du réseau ferré. Sans oublier les caisses de produits importés (ou donnés au titre de l'aide alimentaire), amoncelées sur les quais, faute de moyens de manutention ou de distribution en état de fonctionnement.

Il faudrait aussi évaluer les coûts, en temps et en fatigue, de l'indisponibilité chronique des cars et des autobus qui transportent ceux qui travaillent vers les lieux de production... où les machines sont trop souvent défilantes. Cette situation est particulièrement pénalisante dans le secteur agro-alimentaire, les centaines de tonnes de tomates ou d'ananas n'attendant pas forcément sans dégâts que s'écoule la semaine nécessaire à la remise en route d'une ligne de conserverie.

## L'usine « bien en main »

UN recours à des partenaires étrangers est fréquemment envisagé pour traiter des problèmes ponctuels de remise en état d'équipements. Mais une fois le service rendu — et facturé — et les assistants techniques repartis, les exploitants locaux doivent se débrouiller avec les moyens du bord... L'amélioration est éphémère et les difficultés de fond demeurent. Pour les pallier il faudrait passer de l'usine « clé en main » à l'usine « bien en main » : l'usine « clé en main » se contente de produire. L'usine « bien en main » produit des tonnes vendues, des clients satisfaits et... des bénéfices.

Privilégier la seule maintenance serait en partie inefficace. Améliorer le fonctionnement d'une entreprise nécessite en effet d'agir sur toutes ses fonctions : commerciale, administrative, productive. D'où la nécessité de ne pas limiter le transfert de technologie à la connaissance du comportement du matériel, mais de l'étendre à l'ensemble des facteurs techniques, de gestion, de formation, d'organisation et de management (3). Dès lors, les acteurs réellement efficaces d'une coopération sont les opérateurs industriels du même métier. Ils peuvent, à cette occasion, faire connaître leurs partenaires, entreprises de services et de conseil spécialisées en organisation, en formation, en documentation technique, en informatique industrielle, etc.

Ainsi, dans le domaine de l'eau ou de l'électricité, par exemple, accroître la production ne suffit pas. Il faut aussi la distribuer. Mais également recorder les abonnés, les faire payer, le réseau et les services aux utilisateurs étant aussi importants que la production elle-même. Ce sont des solutions d'ensemble dont le tiers-monde a aujourd'hui un urgent besoin (4) pour valoriser ce que l'OIT appelle « de véritables mines d'or » : ses ressources productives inutilisées ou sous-utilisées.

Dans l'immédiat, on pourrait, en partie, remédier à l'énorme gâchis que représentent — tout particulièrement en Afrique — tant d'usines fonctionnant au ralenti ou totalement arrêtées

en procédant à la réhabilitation de certaines d'entre elles. De certaines seulement, car un bon nombre sont déjà condamnées d'avance par une localisation aberrante ou par absence de marché, tel le tunnel de congélation des abattoirs de Foucha au Tchad, jamais utilisé faute de demande locale de viande congelée, ou encore l'unité textile de Sanyah en Guinée, construite (et même réhabilitée), alors qu'il n'existe pas de coton sur place (5).

Le marché de la réhabilitation, à condition qu'en soient définis les moyens de financement, devrait constituer un secteur exemplaire de la coopération entre le Nord et le Sud : la rénovation des équipements, l'assistance technique ou la formation de personnels permettraient de susciter des emplois chez les premiers tout en créant chez les seconds les conditions minimales de la réussite industrielle (6).

- (1) Informations OIT, volume 24, n° 1, février 1988, Ombve.
- (2) Centre Nord-Sud de l'Institut de l'Entreprise, Pour un vrai partenariat industriel avec l'Afrique, rapport du groupe de travail présidé par Gérard Egault, mai 1985, Paris.
- (3) Voir Marie-Angèle Hermite, « Des formes nouvelles de transfert de technologie », le Monde diplomatique, avril 1988.
- (4) Voir Claude Fichet, « Investir dans la maintenance pour agir sur le sous-développement », Gérer et comprendre (séminaire trimestriel de la revue Analyses des mines), décembre 1987. Cet article a été repris dans Problèmes économiques, n° 2062, 17 février 1988, La Documentation française, Paris.
- (5) On trouvera de nombreux autres exemples, ainsi que des bilans du fonctionnement des unités industrielles africaines, secteur par secteur, dans Pour un vrai partenariat industriel avec l'Afrique, op. cit.
- (6) Voir deux ouvrages récemment publiés en coédition par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et Economica dans sa collection « Coopération et développement » : Philippe Delalande, Gestion de l'entreprise industrielle en Afrique, Paris, 1987, 190 pages, 98 F, et Entreprises et transfert de technologie, sous la direction de Philippe Delalande, Paris, 1987, 206 pages, 125 F.

## PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



## Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée. PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES  
magasin d'exposition PEUGEOT  
Bureau SODEXA - CD-TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98  
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F  
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

## DEA ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT TIERS-MONDE ET ANALYSE RÉGIONALE

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I  
FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Conditions d'accès : DEA ouvert aux titulaires d'une maîtrise, après examen des dossiers et éventuellement audition des candidats.

Finalités : il s'adresse à tous ceux qui désirent perfectionner leurs connaissances sur les problèmes du tiers-monde, de l'aménagement de l'espace, de l'urbanisation.

Débouchés : carrières liées à la décentralisation, aux pays en développement, instances internationales, enseignement et recherche.

Enseignements :

1. Théorie économique générale ;
2. Théorie du développement et théorie spatiale ;
3. Cours et séminaires spécialisés avec la collaboration de chercheurs de l'ORSTOM, d'experts du BIT, des administrations régionales, du Plan...

Préparation à la recherche : elle est organisée par les équipes de recherche qui animent ce DEA :

- pour l'option tiers-monde, le Centre d'économie du développement (M. Penouil) ;
- pour l'option analyse régionale, l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, UA CNRS (C. Lacour).

Des séminaires préparant aux thèses sont organisés par ces deux centres.

VENEZUELA  
l'ambition

Surtout à l'occasion des élections présidentielles, le Venezuela est devenu un pays latino-américain à l'économie dans une inflation galopante. Élection présidentielle : deux grands partis - Acción Democrática et la chape du bipartisme - et informée qui attend l'amélioration d'une participation

## Une diplo

A l'occasion de la tenue de la conférence de la Cumbre de la OEA, le Venezuela a été l'hôte de nombreux diplomates. La conférence a été l'occasion de discuter de la situation économique du pays et de la nécessité d'une réforme structurelle. Le Venezuela a été l'un des pays les plus touchés par la crise économique latino-américaine. La conférence a été l'occasion de discuter de la situation économique du pays et de la nécessité d'une réforme structurelle.

## Stabilité et permanence du système

La stabilité et la permanence du système économique du Venezuela sont des enjeux majeurs. Le pays a connu une croissance économique soutenue, mais la situation financière est devenue préoccupante. La conférence a été l'occasion de discuter de la situation économique du pays et de la nécessité d'une réforme structurelle.

Le premier service aux valeurs du système démocratique pluri-partite est la stabilité politique. Le Venezuela a été l'un des pays les plus touchés par la crise économique latino-américaine. La conférence a été l'occasion de discuter de la situation économique du pays et de la nécessité d'une réforme structurelle.

Cette ouverture sur l'extérieur a été l'occasion de discuter de la situation économique du pays et de la nécessité d'une réforme structurelle. Le Venezuela a été l'un des pays les plus touchés par la crise économique latino-américaine.

Lire page 2 :  
• Une démocratie bien enracinée  
• Francisco de Miranda, fondateur du Venezuela  
• L'économie à l'heure de la crise



# **VENEZUELA** **l'ambition démocratique**

Sauf à l'occasion des conférences de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela retient peu l'attention de la presse internationale. Ce pays latino-américain constitue en effet un havre de stabilité démocratique et de croissance économique dans un sous-continent où, d'un Etat à l'autre, les guérillas, les militaires, l'inflation galopante ou le poids de la dette déstabilisent les gouvernements en place. Et l'élection présidentielle de décembre 1988 verra sans surprise triompher le candidat de l'un des deux grands partis – Action démocratique et COPEI – qui, depuis la chute de la dictature en 1958, encadrent l'expression politique de la société civile. Mais la chape du bipartisme ne saurait indéfiniment faire écran aux aspirations d'une population lucide et informée qui attend de ses dirigeants une gestion plus rigoureuse d'un budget de l'Etat alimenté par la manne pétrolière, une réduction des fantastiques inégalités sociales, l'amélioration des services publics et la mise en place de structures permettant une participation moins formelle des citoyens à la gestion de leurs affaires.



## Une diplomatie au service de la paix et du pluralisme

Par RAMON ESCOVAR SALOM \*

**A**U cours des trente dernières années, la Venezuela a cessé d'être une société repliée sur elle-même pour entrer de plain-pied dans l'arène internationale. Auparavant, depuis 1914, nous écrivons certes déjà un pays pétrolier, mais, comme les bourgeois gentilhomme, nous faisons de la prose sans le savoir. La prise de conscience de l'importance des hydrocarbures et particulièrement, en 1960, la création de l'OPEP — dont le Venezuela fut l'un des cofondateurs, — contribue à la formation d'une mentalité politique nouvelle, d'une appétence pour les valeurs, le rôle du pétrole dans la conjoncture mondiale. Une conjoncture qui, de son côté, allait avoir des incidences évidentes sur le comportement de cette nation première.

## Stabilité et permanence du système

C'est la valorisation économique de l'or noir qui nous conduit à mieux mesurer sa signification politique et qui, avec d'autres facteurs, nous oblige à développer nos réflexes pour nous mouvoir dans un environnement nouveau, beaucoup plus large que celui de la vieille société locale d'origine rurale. C'est ainsi que, depuis 1958, la politique étrangère du Venezuela s'inspire de deux grandes impératifs.

Le premier renvoie aux valeurs d'un système démocratique pluraliste dont la première priorité est de garantir sa propre stabilité et sa propre permanence. A cette fin, il se révèle nécessaire de faire converger les comportements de la société et les pratiques et habitudes des individus. Cette tâche est difficile dans un pays de tradition autoritaire. Le second se fonde sur la nécessité primordiale de défendre notre principal produit d'exportation. Le cours du pétrole sur les marchés étrangers se maintient à un bas niveau. Il est donc nécessaire d'établir un rapport avec son importance dans l'économie internationale ou son rôle à des moments décisifs de l'histoire. C'est ainsi que, pendant la seconde guerre mondiale, le pétrole vénézuélien assure 80 % de la consommation de la machine de guerre soviétique.

Cette ouverture sur l'extérieur procède en outre d'une donnée géographique fondamentale : le Venezuela est un pays doté d'une longue façade maritime sur le bas-

sin des Carallés. C'est par là qu'il arrivait les idées nouvelles du siècle des Lumières et qui prévalaient le commerce et la communication avec le reste du monde. Ces circonstances naturelles donnaient aux Vénézuéliens une prédisposition particulière à accueillir ce qui venait de l'étranger, aussi bien au plan spirituel qu'émotionnel. L'histoire a suivi jusqu'à nos jours : les pays fondateurs — Francisco de Miranda, Simón Bolívar, Simón Rodríguez, Andrés Bello, José Antonio Sucre — présentaient que le destin de l'Amérique hispanophone était largement fonction de son rôle dans l'arène internationale. C'est pourquoi, dès la fin de la guerre d'indépendance, Simón Bolívar convoqua le congrès de Panama : il avait l'impression que le continent américain ne pouvait préserver son identité face à la puissance croissante des États-Unis.

Tels sont les éléments de ce que l'on pourrait appeler le substrat idéologique de la politique extérieure vénézuélienne. En tant que pays démocratique, nous nous préoccupons du sort de la démocratie hors de nos frontières et de son extension constante dans le monde. La solidarité politique implique des valeurs et des initiatives communes dans tous les domaines de la vie internationale. Partout ailleurs, il y a accord général dans notre pays pour affirmer que la stabilité mondiale dépend en grande partie de la diminution des inégalités sociales et économiques. Nous sommes convaincus que le vaste programme des injustices internationales ne peut se modifier qu'au prix d'un processus continu d'ouvertures multiples. C'est pourquoi la politique extérieure vénézuélienne a comme tâche prioritaire d'ouvrir à son tour la voie à un développement dans sa vocation démocratique.

## La politique du possible

Depuis trente ans, et avec une force croissante, cette ouverture s'est faite selon deux axes : la mondialisation et, en même temps, la régionalisation pour ce qui est de l'Amérique latine. Nous ne perdons pas pour autant le sens des proportions : il serait naïf ou prétentieux, pour un petit pays, d'élaborer une politique étrangère dépassant ses possibilités réelles.

Dans ce cadre, il importe d'évoquer la participation du Venezuela

au groupe de Contadora. Cette initiative est essentiellement politique, puisque les pays membres ne disposent pas de la majorité requise pour susciter d'appuyer leurs décisions. Mais c'est précisément ce qui confère de l'importance à cette expérience. Contadora a voulu « latino-américaniser » la politique internationale pour que les conflits, ouverts ou potentiels, qui surgissent dans la région soient gérés exclusivement par les intéressés et non par les super-puissances. Dans cette optique, le conflit d'Amérique centrale a été abordé comme un problème politique, appelant, selon nous, des solutions politiques et non pas militaires. Contadora n'a pas cherché à imposer une solution qui s'est agitée d'une méthode de communication entre les gouvernements et l'opinion publique, ainsi

qu'un symbole de l'indépendance d'esprit qui tend à s'enraciner chez les gouvernements latino-américains et dont les effets semblent d'ores et déjà irréversibles.

Nous assistons actuellement à une évolution politique considérable en Amérique latine, d'où la nécessité, pour notre politique internationale, de s'engager prioritairement pour l'élargissement de l'horizon démocratique. Les chefs

d'Etat et les gouvernements de la région communiquent entre eux de plus en plus fréquemment et de manière de plus en plus informelle. Les relations internationales et la diplomatie se sont départies de cette atmosphère étriquée, superficielle et solennelle, alimantée par les rhétoriques creuses qui prédominaient à une autre époque et qui constituaient le style habituel des autoritarismes.

Le Venezuela se considère comme un partenaire actif de cette évolution. La conscience d'appartenir à une famille culturelle et historique plus large que les unités nationales traditionnelles met en mouvement des forces nouvelles en faveur de l'intégration économique. Pour l'instant, un obstacle fondamental subsiste : le dette. Nous autres, Latino-Américains, sommes intéressés par un dialogue avec les pays développés sur les grands problèmes économiques qui ont créé le dramatique clivage entre le Nord et le Sud. Il n'est plus possible de considérer cette ques-

\* Ancien ministre des affaires étrangères, ambassadeur de la République de Venezuela en France.

tion dans une optique traditionnelle, et un effort croissant d'imagination s'impose. Sans stabilité économique, il serait vain d'espérer une quelconque stabilité politique dans le monde. C'est sur la base de ce constat stratégique qu'un dialogue peut se nouer entre les nations avancées et celles qui aspirent au développement.

Le Venezuela regarde vers l'Europe, source de notre culture, car, pour reprendre le titre d'un livre récent d'Alain Rouquié (1), nous sommes "l'extrême Occident". Nous nous intéressons à la Communauté économique européenne et nous considérons que 1982 constitue certes un défi pour l'Europe, mais aussi un stimulant, une opportunité et un exemple pour l'Amérique latine. En 1982, également, car si le siècle se serait écoulé depuis la première rencontre entre l'Amérique et l'Europe avec le voyage de Christophe Colomb, l'Amérique doit servir être l'un des temps forts de ce dialogue universel dans lequel nous sommes impliqués depuis le plus loin de notre histoire.

En 1989 se commémorera le bicentenaire de la Révolution française. N'oublions pas que l'indépendance de l'Amérique latine fut une des conséquences de ce grand bouleversement. Les idées venues de France imprègnent la

conscience civile et culturelle du Venezuela depuis la fin du dix-huitième siècle. C'est pourquoi nous participerons avec enthousiasme à cette commémoration dont nous souhaitons qu'elle symbolise la permanence du courant historique qui s'est déplacé avec une surprenante vitalité d'une rive à l'autre de l'Atlantique.

Comme d'autres pays latino-américains, le Venezuela traverse en ce moment quelques difficultés économiques devant une longue période, notre développement se réalise dans l'abondance. Aujourd'hui, elle doit être gérée en tenant compte des limitations économiques. Tel est le défi que nous devons relever. D'où notre désir d'exporter nos produits, de diversifier ce que nous vendons à l'extérieur, d'obtenir des garanties et de bénéficier de stimulants. Pour nous, la politique commerciale est un pas de plus vers l'universalité, et nous souhaitons que tous les producteurs et consommateurs de produits de grande consommation de la planète. En bref, nous aspirons à un esprit de coopération internationale soumissionné.

(1) Alain Rouquié, *Amérique latine. Introduction à l'extrême Occident*, Paris, le Seuil, 1987 (voir le *Monde diplomatique*, novembre 1987).

Le  
Venezuela  
produit  
bien plus  
que du  
pétrole.

**Découvrez, grâce à Banco Mercantil, tout le potentiel d'investissement que vous offre le Venezuela.**

### Services Spécialisés:

- ☐ Conseils pour les Investissements Étrangers
- ☐ Banque d'Investissement
- ☐ Cash Management
- ☐ Commerce International
- ☐ Banque Corporative
- ☐ Ainsi que d'autres services

**Agencia Principales:**  
Av. Andrés Bello, N° 1, Edif. Mercantil  
Caracas 1011, Venezuela  
Tel: (02) 507.1111  
Telex: 27002-27003-21789-29997  
EMER VC

Division Internationale  
Tél: (02) 507.12...  
Correspondant  
Tél: (02) 507.1237  
Commerce International  
Tél: (02) 507.12.04

**Agri-con Internationalism**  
Miami  
Tel: (305) 574.1222  
Telex: 441388 BMYR MIA  
New York  
Tel: (212) 688.3100

**Parma**  
Tel: (507) 235267 - 235062  
Telex: 2221 RPA

**Coraggio**  
Tel: (5999) 611566-611669-612111  
Tele: 11628PVNA  
Azeriye Information

**de Représentation:**  
**Londres**  
 Tél: (1) 453.9052  
**Frankfurt**  
 Tél: (69) 728345-728346  
 Tél: 414422 BMA D

**São Paulo**  
Tel: (11) 357154  
Telex: 1124548 - WITCSE

**Bogotá**  
Tel: (1) 212.5911  
Telex: 45542 ARITA CO

**Lire pages 24 et 25**

- Une démocratie bien enracinée, par **Gustavo Morales** ;
- Francisco de Miranda, combattant de la Révolution française, par **Marc Agé** ;
- L'économie à l'heure de la diversification, par **Daniel Solano**.



**BANCO  
MERCANTIL**  
Fondé en 1925



## Une démocratie bien enracinée

Par GUSTAVO MORALES \*

L'HISTOIRE politique vénézuélienne des trois dernières décennies pourrait se résumer à une campagne électorale permanente, dont deux parties sont nettement sorties vainqueurs : l'Action démocratique (AD) et COPEI. Dans un contexte où le territoire idéologique a pratiquement cessé d'exister, le premier peut être qualifié de social-démocrate matiné de populisme et le second de démocrate-chrétien pragmatique. Ces deux organisations sont, en réalité, des machines tentaculaires à produire des votes qui ont su se constituer en unique alterna-

tive de pouvoir. D'une élection à l'autre, le duo AD-COPEI a consolidé une situation de bipolarisation réduisant chaque fois davantage la marge de manœuvre des autres partis.

Le fait que le scrutin présidentiel se décide en un seul tour renforcé le phénomène du vote utile et a permis aux deux grandes formations d'obtenir plus de 80 % des suffrages. Hors d'elles ou contre elles, rien n'est possible au Venezuela, d'où l'énorme responsabilité que partagent leurs dirigeants dans la gestion quasiment en alternance

des affaires du pays depuis trente ans. Ce sentiment d'un pouvoir partagé a créé de larges zones de consensus, limitant les aspirations idéologiques et transformant le combat politique en une guérilla verbale infinie, derrière laquelle on devine un accord tacite pour préserver et renforcer un système qui, électoralement, continue à fonctionner.

Loin de constituer des blocs monolithiques, AD et COPEI se sont transformés en caisses de résonance des grandes aspirations sociopolitiques du pays et les luttes internes, les compromis et les alliances entre fractions diverses sont perçus par la population comme l'unique voie d'accès aux centres du pouvoir. Cela explique que les Vénézuéliens, revenus de toutes les illusions et repus de promesses électorales jamais tenues, continuent de voter massivement en se passionnant pour les querelles qui opposent les dirigeants et en entretenant l'espoir que, du monotone défilé des candidats, surgira tôt ou tard l'homme capable de « régler les problèmes ».

En 1988, donc, ce ne sont pas deux partis qui s'affrontent, mais deux hommes ayant déjà franchi un premier obstacle : l'investiture de leur formation. M. Carlos Andrés Pérez, qui gouverna le Venezuela de 1974 à 1979, avait dû surmonter la rude opposition de son camarade de l'AD, l'actuel président Jaime Lusinchi, qui, lors des élections primaires, avait accordé son soutien à son ministre de l'Intérieur M. Octavio Lepage. Quant à M. Eduardo Fernández, il dut, pour être désigné comme candidat de COPEI, affronter et vaincre le fondateur du parti, M. Rafael Caldera, ancien président de la République. Un véritable parcours pour cet homme de quarante-sept ans dont toute la carrière s'effectua dans

l'ombre de celui que l'on a appelé l'un des pères de la démocratie.

Une tradition bien enracinée de la démocratie vénézuélienne est l'existence de gardiens de l'éthique nationale, de personnalités qui incarnent ou tentent d'incarner une conscience morale, qui exercent leur « mission » à partir de situations indépendantes des partis et qui s'adressent directement à la population par le canal des médias ou de leurs propres travaux. Les écrivains Arturo Uslar Pietri et Ramon Velásquez, l'expert pétrolier Juan Pablo Pérez Alfonso, l'un des fondateurs de l'OPEP, ainsi qu'une poignée d'autres « sages » ont impitoyablement critiqué les fautes du système sans jamais remettre en question ses valeurs essentielles.

### La société de la pilule effervescente

Leurs voix sont écoutées, leurs prises de position débattues, mais les remèdes qu'ils proposent sont rarement appliqués. Ce n'est pas pour rien que l'on a défini le Venezuela comme la société de la pilule effervescente où les bulles d'un scandale se confondent avec celles du suivant et où, en fin de compte, l'eau reste constamment transparente. Dans la campagne présidentielle de 1988, le rôle de l'épine dans le talon des candidats est tenu par M. José Vicente Rangel, plusieurs fois candidat de la gauche dans le passé et actuellement éditeur d'une petite revue particulièrement incisive, *Reporte Privado*, qui, au début de cette année, a dénoncé les contributions financières que les trafiquants de drogue apportent aux campagnes électorales.

M. Rangel a uni ses efforts à ceux de deux autres journalistes, dont l'un, M. Marcel Granier, anime un programme politique très popu-

laire à la télévision, pour lancer une véritable bordée de dénonciations de la corruption et des irrégularités de la gestion de l'actuelle équipe gouvernementale. L'un des résultats fut la démission du ministre de la justice et la mise en cause d'autres responsables. Comme toujours, la classe politique se défend en accusant ses accusateurs, et l'expression de « déstabilisateur de la démocratie » a été utilisée à plusieurs reprises contre M. Rangel. Ce qui est curieux, et surtout révélateur, dans la situation actuelle, c'est qu'une des figures traditionnelles de la gauche comme M. Rangel et un homme comme M. Granier, lié aux secteurs les plus conservateurs du patronat, aient simultanément entrepris de mettre en évidence les plaies du système.

Et c'est là que réside la clé de la gestion gouvernementale des deux partis à l'avenir. Petit à petit, à la marge du tandem AD-COPEI, et très souvent de l'intérieur même des deux appareils, surgit un sentiment de dégoût à l'égard de la manière dont les hommes politiques traditionnels conduisent les affaires du pays. Une inflation de 40 % en 1987, un chômage qui affecte 30 % de la population active, la dette extérieure et la délinquance urbaine sont autant de problèmes concrets que le prochain président aura à affronter. Mais le véritable enjeu est l'urgence avec laquelle sera abordé le véritable problème de fond : la société vénézuélienne s'est modernisée et dynamisée beaucoup plus vite que l'ensemble des institutions mises en place pour la gouverner depuis le départ du dernier dictateur en 1958.

Les fissures se sont transformées en crevasses mais les Vénézuéliens ont encore confiance dans l'édifice. Sous peine de se voir minée par leurs propres contradictions, M. Carlos Andrés Pérez ou M. Eduardo Fernández ne pourront pas se contenter d'administrer. En réalité, ils ont la chance de pouvoir compter sur un pays avide de bons

exemples et, surtout, d'une réforme des structures politiques permettant d'augmenter la participation des citoyens à la prise de décision, de redonner confiance dans la justice et de garantir un usage honnête des fonds publics. C'est dans cet esprit que, en décembre prochain, les Vénézuéliens retourneront voter pour les grands candidats... et aussi pour les petits.

### Une femme candidate

La gauche vénézuélienne fait toujours figure de constellation où les petites étoiles se neutralisent par leur éclat. Le Mouvement pour le socialisme (MAS) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) présentent en commun la candidature de M. Teodoro Petkoff, âgé de cinquante-six ans, et qui, après plusieurs campagnes présidentielles, a conquis un espace politique qu'il ne parvient plus à élargir. De son côté, le Mouvement électoral du peuple (MEP) appuie la candidature du recteur de l'université centrale du Venezuela, la plus importante du pays. Mais aussi bien le MAS que le MIR ou le MEP voient régulièrement leurs dirigeants ou leurs militants les quitter pour rejoindre l'un des deux Grands.

Phénomène rare dans l'histoire vénézuélienne, une femme est candidate : M<sup>me</sup> Ileana Villalba, épouse de M. Jovito Villalba, fondateur de l'Union républicaine démocratique (URD), et l'une des grandes figures de la lutte pour la démocratie. En se plaçant au centre gauche, M<sup>me</sup> Villalba mène une campagne qui fait davantage appel aux sentiments qu'aux idées. Son symbole est un grand cœur. Au grand dam de M. Petkoff, les sondages donnent de très bons résultats à la candidature de l'URD. Si la tendance se confirmait, le socialisme à visage humain pourrait céder la troisième place au cœur...

### Francisco de Miranda, combattant de la Révolution française

FRANCISCO DE MIRANDA fut le seul Américain latin à prendre personnellement part à la défense de la France en danger. Et ce, dès le début de septembre 1792, sous Dumouriez, à Valmy, face aux Austro-Prussiens désireux de redonner son trône au roi Louis XVI, prisonnier au Temple depuis le 10 août. Grâce à Miranda, il existe une sorte de pont dans le temps, qui enjambe deux siècles et permet au Venezuela d'être partie prenante à la naissance de la liberté française. Le 24 août 1792, dans une lettre à Joseph Servan, ministre de la guerre, il précise les conditions dans lesquelles il accepte de se battre pour la patrie des droits de l'homme : « Conscient de la justice et la magnanimité avec lesquelles la nation française défend sa souveraineté, et de la gloire à laquelle atteindront ceux qui auront l'honneur de s'unir à elle pour la défense de la liberté, source unique du bonheur humain, je consens à me battre loyalement à son service. »

Miranda est l'un des tout premiers étrangers à concevoir nettement le rôle que la France peut jouer, ne serait-ce que par son exemple, dans la libération des peuples et dans la « décolonisation ». L'idée d'une France prisonnière sera désormais insupportable aux amis de la liberté, qui viendront lui faire don de leur vie quand ils la sentiront en péril, comme plus tard en 1848, en 1917, en 1940... Rôle unique et étrange qu'un pays peut jouer dans l'imaginaire collectif, et qui fait que l'image de la France est plus grande que la France... Le nom de Miranda est gravé sur l'Arc de triomphe de l'Etoile, parmi ceux des sauveurs de la République.

MARC AGI, conseiller culturel, scientifique et de coopération technique à l'ambassade de France au Venezuela.

**Au Venezuela.**  
**BANCO LATINO,**  
**VOTRE VOIE**  
**D'ACCES A UN**  
**SYSTEME**  
**FINANCIER**  
**COMPLET ET**  
**INTERNATIONAL**

S'il s'agit d'affaires, Banco Latino doit être votre premier contact au Venezuela.

Banco Latino vous offre la plus grande versatilité dans toutes vos opérations bancaires grâce à un Système Financier Complet et International qui groupe un univers d'entreprises au Venezuela et dans le monde entier.

Banco Latino a 74 agences et succursales stratégiquement disséminées sur le territoire vénézuélien qui lui permettent d'assurer une grande couverture et un meilleur service.

Sur le plan international, vous trouverez :  
- Banco Latino International, à Miami, Florida.  
- Banco Latino N.V., à Curaçao, Antilles Néerlandaises.



- Araven Finance Limited (Jersey, Angleterre), sa compagnie internationale d'investissements.

- Latimar, sa compagnie internationale de "Trading".

Du fait de sa capacité de réponse pour ce qui est le service d'exportations et celui d'importations, de sa fonction d'intermédiaire dans le domaine du commerce de denrées sur le plan international et de l'énorme réseau de correspondants dont il dispose en Europe et dans le monde entier, Banco Latino est votre premier contact au Venezuela et la voie d'accès à un Système Financier Complet et International.

Découvrez son monde... pour qu'il soit à vous.

Département International  
Téléphone: 563.94.30 - 563.74.45  
Caracas - Venezuela.



La banque d'aujourd'hui

**Au Ve**  
**pas**

Prenez  
PROV  
l'app  
pour  
et se  
comp  
com

Associé



Correspo

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

**ABONNEZ VOUS**

**LE MONDE diplomatique**

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO

TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS
France, Andorre, Monaco, postes militaires et navales	162 F	90 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F
Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
St-Pierre-et-Miquelon Sp85000 Dom	313 F	169 F
Amérique du Nord/Sud	313 F	169 F
Comores, Madagascar, Com	343 F	184 F
Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F

Je m'abonne pour ☐ 1 AN ☐ 6 MOIS

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

Service des abonnements BP 50709 - 75422 Paris Cedex 08

**LE MONDE diplomatique**

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO

Je m'abonne pour ☐ 1 AN ☐ 6 MOIS

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

Service des abonnements BP 50709 - 75422 Paris Cedex 08

### SCIENCE ET CHERCHEURS SCIENTIFIQUES DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

John P. Dickinson

Le chercheur scientifique ne peut guère échapper à l'attitude souvent ambivalente de l'opinion publique envers la science : tantôt il est perçu comme un ami, tantôt comme une menace, surtout lorsque les implications d'ordre éthique sont de grande portée.

Une analyse lucide sur les enjeux socio-économiques, politiques et culturels qui pèsent aujourd'hui sur la recherche scientifique.

PRESSES DE L'UNESCO - 1988, 273 pages, 120 F  
ISBN 92-3-202427-6



En vente dans les librairies universitaires et à la librairie de l'UNESCO

7, place de Fontenoy, 75700 PARIS (France)



1500

## L'économie à l'heure de la diversification

Par DANIEL SOLANO \*

DANS un sous-continent en pleine crise financière, l'économie du Venezuela fait figure d'exception. La croissance économique a été positive au cours des trois dernières années, l'inflation reste inférieure à la moyenne régionale et les comptes extérieurs ont pu être bouclés sans recourir à l'appui du Fonds monétaire international. Performance d'autant plus remarquable que le Venezuela demeure fortement dépendant du pétrole : en 1987, l'or noir a représenté 52 % des recettes du budget et 87 % des exportations de marchandises.

Le changement le plus spectaculaire s'est produit dans l'agriculture, secteur « oublié » à l'époque du boom pétrolier. Avant 1983, le Venezuela importait la majorité de ses besoins alimentaires. La dévaluation du bolivar, mais aussi une politique active d'encouragement à l'agriculture (relèvement des prix, crédits à des conditions préférentielles, subvention aux engrais), ont entraîné un redémarrage spectaculaire de la production de céréales et de sucre. Selon les dernières estimations officielles, le secteur aurait enregistré une croissance de plus de 8 % en moyenne en 1985-1986, et de 4 % l'année dernière.

### Reconquête du marché intérieur

Dans le secteur industriel, les entreprises ont procédé à une reconquête de leur propre marché intérieur et se sont parfois engagées à l'exportation (sidérurgie par exemple). La stratégie officielle a consisté à valoriser les ressources du pays en association avec les entreprises étrangères. A plusieurs reprises, le dispositif juridique des investissements étrangers a été assoupli et, en 1987, un mécanisme de conversion des dettes en investissements (*debt equity swap*) a été institué.

Dans l'aluminium, le Venezuela veut faire passer la capacité de production d'un peu plus de 500 000 tonnes actuellement à 1 million au début de la prochaine décennie et, éventuellement, à 2 millions à la fin du siècle. La société Pechiney s'est associée à l'entreprise publique Alcoa et à Austria Metall pour un projet de 180 000 tonnes, essentiellement destinées à l'exportation.

La diversification concerne aussi la pétrochimie. Fait peu connu, le Venezuela va devenir un producteur important de MTBE, additif de carburant dont le marché est prometteur. L'usine, d'une capacité de 500 000 tonnes, sera construite

près de Barcelone. L'entreprise Pequiven (filiale de PDVSA) s'est associée à Ecofuel (filiale de l'ENI d'Italie). D'autres projets sont à l'étude pour accroître la production de plastiques et d'ammoniaque. Le Venezuela entend ainsi tirer parti de ses ressources pétrolières (réserves : 59 milliards de barils) et gazières.

Le secteur minier est également en expansion. Producteur traditionnel de minerai de fer, le Venezuela se lance maintenant dans le charbon. La production du gisement de Guasará, à l'ouest du pays, devrait passer de 100 000 tonnes en 1987 à 6,5 millions vers le milieu des années 90. Enfin, le gouvernement a autorisé les compagnies étrangères à participer à l'extraction de l'or, dont les réserves sont importantes. Les exportations de métal jaune pourraient rapporter plusieurs centaines de millions de dollars par an.

La renouveau de l'agriculture, la reprise de l'industrie et les projets de diversification permettant d'expliquer le redémarrage de l'économie depuis 1985. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 6,8 % en 1986 et de 1,7 % en 1987. Le chômage a diminué (8,5 % de la population active à la fin de 1987 contre 12 % à la fin de 1985) mais la croissance enregistrée n'a pas permis de rattraper le terrain perdu en matière de niveau de vie. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL), le PIB par habitant a baissé globalement de 20 % pendant la période 1980-1987.

La pression sociale est forte dans un pays où la population croît au rythme de 3 % par an. Selon un rapport officiel, la part de la population vivant dans une situation d'extrême pauvreté serait passée de 37 % en 1984 à 50 % en 1987. Plus de 7 millions de per-

sonnes (sur un total de 17 millions) vivent dans des bidonvilles (*cascheros*) dont le nombre continue à croître rapidement d'année en année. Ce problème « talonné » un gouvernement dont la marge de manœuvre reste limitée. Le déficit public a augmenté en 1987 en raison de l'accroissement des investissements publics. La nouvelle dévaluation du bolivar, en décembre 1986, a provoqué une brutale accélération de la hausse des prix en 1987 (+ 40 % contre + 12,7 % en 1986). Depuis le début de l'année, le gouvernement

a donné la priorité à la lutte contre l'inflation, non sans succès d'ailleurs puisque les prix ont baissé de 1,6 % pendant le premier trimestre de 1988. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation devrait cependant être de l'ordre de 20 %.

L'année 1988 est une année électorale, peu propice à la prise de décisions. Les orientations concrètes du président qui sera élu en décembre 1988 seront connues au début de 1989. Si le candidat d'Action démocratique, l'ancien président Carlos Andrés Pérez, l'emporte, il faut s'attendre à la poursuite de la politique de diversification de l'économie. Au demeurant, c'est sous le mandat de « CAP », au milieu des années 70,

qu'ont été lancés les premiers investissements de diversification, notamment dans l'aluminium.

L'achèvement des investissements en cours se traduira, vers le milieu des années 90, par une économie moins dépendante du pétrole et plus solide. D'ici là, les autorités vénézuéliennes devront assurer la soudure et faire face à un double défi : la pression sociale et la dette extérieure. Car, malgré les concessions obtenues, le service de la dette constitue une lourde charge (45 % des exportations en 1987) et le Venezuela continue à « transférer » à l'étranger une partie de son épargne. De ce point de vue, ce n'est pas une exception...

**FONDO DE INVERSIONES DE VENEZUELA**  
C'est une institution créée en 1974 avec pour objectif l'administration des ressources financières provenant des excédents pétroliers de l'époque.

L'institut a été conçu dans le but de :

- 1) Financer l'expansion économique par la voie de crédits ou de participations actionnaires.
- 2) Effectuer des investissements rentables à l'extérieur.
- 3) Administrer le programme de coopération financière internationale.

Depuis sa création, il a investi 11 milliards de Dollars dans les secteurs électrique et des industries mécaniques et métallurgiques de base.



*fondo de inversiones de venezuela*

## Au Venezuela, le monde des affaires passe par BANCO PROVINCIAL

Première et plus prestigieuse banque du Venezuela, BANCO PROVINCIAL allie la qualité de ses hommes à l'application des techniques bancaires les plus sophistiquées pour mettre à la disposition de sa clientèle, études, conseils, et services financiers adaptés aux exigences hautement compétitives du marché vénézuélien et des échanges commerciaux internationaux.

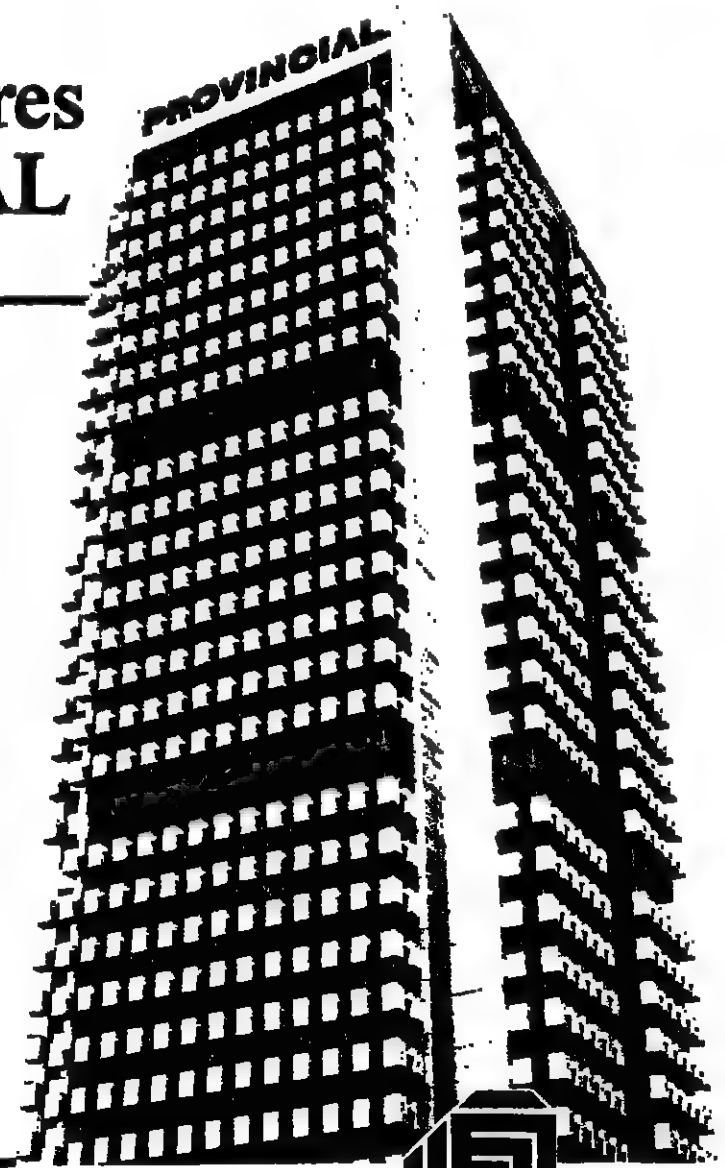
Adresse: Centro Financiero Provincial, Avenida Este-O,  
San Bernardino - Caracas.  
Téléphones: 574.09.11 - 574.56.11 - 574.66.11 - 574.39.22.  
Boîte Postale 1269 - Caracas 1010-A  
Télex N° BPROV VC 21501 - 24538 - 24426  
Téléfax 574.94.08

Associé au



**CREDIT LYONNAIS**

Correspondants dans le monde entier



**BANCO PROVINCIAL**  
S.A.I.C.A.



votre point d'appui au Venezuela

Du fait de sa capacité de réponse pour ce qui est le service d'exportations et celui d'importations, de sa fonction d'intermédiaire dans le domaine du commerce de denrées sur le plan international et de l'énorme réseau de correspondants dont il dispose en Europe et dans le monde entier, Banco Latino est votre premier contact au Venezuela et la voie d'accès à un Système Financier Complet et International. Découvrez son monde... pour qu'il soit à vous.

Département International  
Téléphone: 563.94.30 - 563.74.45  
Caracas - Venezuela.



**CHERCHEURS SCIENTIFIQUE**  
**LA SOCIÉTÉ MODERNE**

John P. Dickinson

La recherche scientifique ne peut guère échapper à l'ambivalence de l'opinion publique. Tantôt il est perçu comme un moyen de progrès, tantôt comme une menace, surtout lorsque les implications sont de grande portée. L'incidence sur les enjeux sociaux, politiques et culturels qui pèsent sur la recherche scientifique.

UNESCO - 1988, 273 pages, 1987  
ISBN 92-3-202427-6

disponible dans les librairies universitaires  
et à la librairie de l'UNESCO  
de Fontenay, 75700 PARIS (France)







12010120

DE LA SOLICITUDE

ens face au

truite, si l'on se fie aux statistiques, le vol est la plus répandue des infractions. Pour les trois quarts de la population, le vol est la plus répandue des infractions. Pour les trois quarts de la population, le vol est la plus répandue des infractions. Pour les trois quarts de la population, le vol est la plus répandue des infractions.

Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols.

Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols.

ATION EN FRANCE

calamité publique

Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols.

Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols.

Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols. Les habitants de la région sont sur-représentés, spécialement dans le domaine des vols.

A LA SOLIDARITÉ

dégâts de la criminalité

D'abord, les infractions ne sont pas commises n'importe où. Certaines (agressions, agressions sexuelles) sont plutôt des infractions d'espace public (rue, transport en commun). D'autres (violences familiales, cambriolage) sont, presque par définition, des infractions d'espace privé. Quant au vol, il se répartit à peu près par moitié entre espace public et espace privé.

Par ailleurs, toute infraction n'entraîne pas nécessairement des dommages effectifs. Ainsi, on relève des dommages matériels quatre fois sur cinq dans le cas de vol, cambriolage ou infraction d'affaires; seulement une fois sur deux en matière de travail et de consommation; moins d'une fois sur trois pour les diverses agressions.

Une frontière mouvante entre l'Etat et le marché

PARMI les enseignements tirés de ces enquêtes, le plus utile peut-être est de savoir à qui les victimes ont recours. D'abord, à la police et à la compagnie d'assurance, en cas de cambriolage et de vol. Mais les taux de satisfaction sont seulement d'un tiers en ce qui concerne la police; d'un peu plus de la moitié pour l'assurance. Résultats: après deux cambriolages sur cinq, on fait appel à un fournisseur d'équipement de sécurité.

Pour les violences physiques, l'appel à la police est beaucoup moins fréquent, et le taux de satisfaction est globalement du tiers. C'est qu'on voit apparaître ici des tentatives de négociation directe avec le responsable.

La différence entre vols et violences se comprend aisément: les premiers sont presque toujours anonymes, ce qui exclut tout arrangement direct. Les seconds impliquent, au contraire, un contact, et souvent, même, auteur et victime se connaissent, ce qui peut ouvrir la voie à une tentative de règlement direct, sans recours à la police. Le règlement direct, couplé avec des recours spécifiques, occupe une place encore plus importante en matière de vols des affaires, dans les questions de consommation et de droit du travail.

Les solutions spécifiques les plus fréquentes sont l'avocat et le tribunal de commerce pour les infractions au droit des affaires; les associations de défense pour celles de consommation; l'inspection du travail, les syndicats et les prud'hommes pour les incidents concernant les relations de travail.

Il n'est pas sûr qu'un tribunal reconnaîtrait des infractions dans tous ces incidents. Mais, même dans l'affirmative, le recours au pénal vient très rarement à l'esprit des victimes de telles infractions (3).

Elles alléguent vouloir régler l'affaire par elles-mêmes, ou bien encore affirment que « ça ne regarde pas la police ». Pour les vols, tout au contraire, l'insignifiance du dommage est la seule raison avancée pour justifier l'absence éventuelle de plainte. De ce point de vue, les agressions occupent

une place intermédiaire: on y allègue bien l'insignifiance des dommages, mais aussi - au moins pour les violences familiales et les agressions sexuelles - le souci de régler l'affaire soi-même. Le recours aux organismes d'aide aux victimes est encore extrêmement faible: généralement inférieur à 1 %, sauf pour les violences familiales.

Enfin, un dernier enseignement important concerne les sentiments éprouvés par les victimes, notamment la peur ressentie. Si le cambriolage fait peur deux fois plus souvent que le vol, probablement à cause de l'intrusion qui l'accompagne, ce sont les violences qui font le plus souvent peur, quoique avec des différences notables selon les cas: plutôt fugace après une agression simple, la peur se fait plutôt durable dans les violences familiales (qui sont souvent répétitives), et surtout après les agressions sexuelles.

Ainsi, on s'adresse à la police quand on s'estime victime de vols ou de violences, mais beaucoup plus fréquemment pour les premiers que pour les seconds. De surcroît, les victimes de vols sont relativement nombreuses, celles de violences très rares. En fin de compte, vue du côté des victimes, la politique criminelle devrait s'occuper essentiellement des vols et des cambriolages.

Or - les statistiques policières (4) le montrent - une part infime des plaintes pour vol est traitée par les institutions pénales, pour une raison très banale: on ne sait à qui imputer ces infractions. La police élucide convenablement les affaires où elle prend elle-même l'initiative, mais il s'agit pour l'essentiel de circulation routière, de réglementation ou d'ordre public. Certes, il lui arrive aussi, ce faisant, de tomber sur des infractions envers des particuliers - le voleur d'autoradio surpris par une patrouille de police - mais c'est un cas relativement rare et restreint aux incidents dans des lieux publics; or la moitié des vols et tous les cambriolages se passent dans des lieux privés, où la police ne pénètre ordinairement pas.

Sont aussi bien élucidées les affaires accompagnées de l'identification du suspect, comme les vols dans les grands magasins, où les services de sécurité privée ne transmettent un cas à la police qu'après identification de l'auteur; or l'individu victime de vol en identifie rarement l'auteur, et le cambriolé plus rarement encore. Cet anonymat favorise la généralisation des plaintes mais contrarie leur élucidation.

Aux yeux de la victime, l'affaire est souvent importante par les dommages qu'elle cause et la peur qu'elle engendre. Mais, aux yeux des professionnels, elle est banale et de peu d'intérêt. Implicitement, on se repose sur l'idée que ceux qui volent beaucoup finiront bien par se faire attrapper: il suffirait alors de les mettre hors d'état de nuire par un emprisonnement assez long pour régler peu à peu le problème. Cet espoir serait fondé s'il existait en la matière des « carrières » délinquantes durables. Les travaux les plus récents (5) semblent au contraire montrer qu'elles sont fort courtes et que le vivre des voleurs et cambrioleurs se renouvelle sans cesse. On pourrait encore faire fond sur l'intimidation, mais la certitude de l'arrestation pèse beaucoup plus que la sévérité de l'éventuelle sanction. Or c'est justement cette certitude qui fait défaut en raison de la rareté de l'élucidation. Voilà donc l'Etat dans une impasse.

La plainte est-elle ici autre chose qu'une formalité? C'est l'assurance qui gère réellement les vols et les cambriolages - avec le concours des fournisseurs de biens et de services de sécurité. Après l'Etat, voici le tour du marché. Mais cette évolution s'opère moins facilement pour les particuliers que pour les entreprises ou les organisations: près de la moitié des vols et des cambriolages ne donnent pas lieu à intervention de l'assurance. Pour le particulier, en outre, il est difficile d'optimiser les dépenses d'assurance et de sécurité: le coût est évident, mais le risque aléatoire et l'efficacité incertaine. Par ailleurs, l'indemnisation, fût-elle matériellement satisfaisante, est toujours coûteuse en temps et en démarches, et ne peut tout compenser, notamment pas la peur éventuelle et l'insécurité.

Ainsi, de profonds changements sont à l'œuvre dans la manière d'assurer la sécurité des biens et des personnes: les frontières entre Etat et marché, entre public et privé se modifient, mais cette vaste transformation, mal diagnostiquée, échappe largement au débat public.

R. ZAUBERMAN et Ph. ROBERT.

(3) Ph. Robert, R. Zauberman, « Les victimes entre la délinquance et l'Etat », *Revue de l'Institut de sociologie*, Bruxelles, 1985.

(4) Ministère de l'Intérieur, *Aspects de la criminalité en France en 1985*, constatée par les services de police et de gendarmerie, La Documentation Française, Paris, 1987.

(5) Gottfredson et Hirschi, « The true value of Lambda would appear to be zero: an essay of career criminality, criminal careers, selective incapacitation, cohort studies and related topics », *Criminology*, Seattle, 1986, XXIV, 2.

LES RÉSEAUX D'ASSISTANCE

Comment réparer les préjudices ?

Par MARIE-PIERRE DE LIÈGE \*

A l'inverse des systèmes anglo-saxons, la victime, en France, peut se constituer partie civile, c'est-à-dire - si le procureur de la République n'en prend pas l'initiative - saisir la juridiction pénale d'une demande de poursuites contre le responsable d'une infraction et, dans tous les cas, participer au procès pénal pour solliciter l'attribution de dommages et intérêts. Par ailleurs, depuis 1977, l'Etat peut indemniser les préjudices corporels graves si le délinquant se dérobe à son devoir de réparation. La lecture du code de procédure pénale est plutôt rassurante et, pourtant, l'insatisfaction des victimes demeure grande.

Le plus souvent mal informées, parfois mal accueillies par des services de police et de justice surchargés de travail, elles parviennent difficilement à faire entendre leur voix et reconnaître leurs droits. Très peu obtiennent en fin de compte le paiement réel de leurs dommages et intérêts; la majorité s'égare dans les procédures, et finissant par se décourager. Le plus grand nombre d'entre elles restent donc sans aide aucune pour faire face aux conséquences parfois dramatiques de l'infraction. Les plus habiles ou les plus chanceuses qui obtiennent un dédommagement s'en trouvent parfois fort déçues prenant conscience tardivement que « l'argent ne re-fait pas toujours le bonheur »: la peur, la détérioration de relations conjugales ou familiales, le repliement sur soi-même, les cauchemars ou les pertes d'appétit ne se réparent pas par l'allocation de dommages et intérêts. Ces symptômes fréquents sont souvent occultés par la victime elle-même, méconnus par son entourage et rarement pris en compte.

Des dispositions législatives même protectrices ne suffisent pas. Les pouvoirs publics en France - et notamment le ministère de la justice - l'ont compris et se sont engagés depuis cinq ans dans une politique nouvelle visant à développer une véritable assistance aux victimes. Depuis 1983, plus de cent services d'aide ont ouvert leurs portes: les deux tiers sont des associations, le troisième tiers a pris, sous l'impulsion de Conseil national de prévention de la délinquance, la forme de bureaux municipaux.

Dans ces services, toutes les victimes sont reçues, informées et assistées gratuitement: soutien moral, renseignements sur les droits et aide aux démarches, aide matérielle parfois (réparation de portes fracturées, prêts financiers), visites à domicile, à l'hôpital.

L'aide est en plein développement mais beaucoup reste à faire: environ vingt-cinq mille victimes assistées en France, c'est encore bien peu au regard des besoins. Il faut accentuer l'information du public et mieux sensibiliser les relais locaux sur l'existence des services d'aide. Il faut également donner à ces services les moyens de fonctionner dans des conditions correctes et surtout d'assurer à leurs permanents et bénévoles une formation sérieuse et adaptée: la victime ne doit en aucun cas subir un nouveau préjudice en cherchant assistance. Il faut enfin que chaque intervenant, policier, magistrat, avocat, médecin, soit plus disponible, mieux à l'écoute, plus efficace dans son intervention.

\* Magistrat.

UN SENTIMENT DE MENACE

Le recours au marché de la sécurité

Par THIERRY GODEFROY \*

Le développement d'un sentiment d'insécurité a provoqué la croissance accélérée, au cours de la dernière décennie, d'un important marché de la sécurité répondant tant à un souci de protection rétributive (les assurances) qu'à celui d'une protection préventive (les équipements de sécurité ou les sociétés de gardiennage) (1). Six cents millions en 1977, six milliards en 1987, le montant total des primes d'assurance contre le vol a explosé. Ces sommes, que l'on doit considérer comme des dépenses consenties par les Français pour leur protection (remboursement des préjudices) ont été multipliées par dix en dix ans.

La brutale augmentation du volume des primes ne s'explique pas seulement par un souci accru de protection des biens. Les changements intervenus dans les modalités des contrats d'assurance-vol y ont contribué. Il en va ainsi de l'obligation faite de déclarer des objets précieux et de la généralisation de l'assurance multirisque, qui rend plus difficile l'appréciation de la part revenant aux vols.

Le secteur des équipements de protection électronique ou traditionnelle (blindage, verrous) est plus difficile à estimer. L'ensemble des installateurs de systèmes d'alarme ont un chiffre d'affaire global d'un milliard et demi (280 millions il y a dix ans). De l'avis de la profession, cependant, la protection électronique n'a pas encore réellement réussi sa percée vers les particuliers.

Les sociétés privées de surveillance, ont connu un important développement à la fin de la décennie 70. La Fédération française des organismes de prévention et de sécurité (FFOPS), qui réunit plus de cent vingt sociétés regroupant plus de 100 000 personnes, emploie cinq mille personnes et représente 80 % du chiffre d'affaire total, estimé pour 1984 (dernière année connue) le chiffre d'affaire de ses membres à 2,4 milliards de francs et leurs effectifs totaux à soixante mille personnes.

Une autre évaluation peut être tentée à partir du recensement en reprenant la catégorie « agents de sécurité et de surveillance » (2) estimée à quatre-vingt mille personnes en 1982, soit environ deux vigiles pour trois policiers.

Fort du poids de ses effectifs, la profession dénie à la puissance publique la possibilité d'assurer seule la totalité des tâches de sécurité des biens et des personnes et lui propose de « sous-traiter » une partie du risque.

Le développement des marchés de la sécurité, sous ses différentes formes, renforce la diffusion d'un sentiment de menace au sein de la population, mais aussi la stratégie de professions du secteur privé mettant en cause l'efficacité du monopole de l'Etat dans le maintien de la sécurité publique.

\* Chercheur au CNRS/CESDIP.

(1) Thierry Godefroy et Bernard Laffargue, *Les Coûts du crime en France*, Paris, CESDIP, 1987.  
(2) Frédéric Ouguettas, *L'Irréductible ascension des forces de sécurité privée*, Actes, n° 60, Paris, 1987.

Le Monde

24 l'élection présidentielle

le nouveau contrat de François Mitterrand

Le Monde

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

- La campagne : les candidats, les programmes.
- Les résultats complets : par département, ville et grande commune pour chaque tour avec les commentaires des correspondants du Monde.
- Les analyses : avec le concours du CNRS
  - les enjeux de l'élection présidentielle,
  - les priorités comparées des candidats et des médias,
  - les thèmes de la campagne et l'attente des citoyens,
  - les enseignements des sondages à la sortie des urnes (l'électorat de chaque candidat, le vote des femmes, des jeunes, des catholiques, etc.)

Un numéro hors série, 146 p. - 33 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Université de Paris-Sud

Faculté de Droit de Sceaux

Formation de 3<sup>e</sup> cycle

DEA de droit canonique  
Directeur : M. Jacques LELIEVRE

DEA Politique criminelle et droits de l'homme  
en association avec Paris X-Nanterre  
Directeur : M<sup>me</sup> Mireille DELMAS MARTY

DESS Diplomatie et administration des organisations internationales  
Directeur : M. Mario BETTATI

DESS Entreprises publiques, en association avec Paris IX-Dauphine  
Directeur : M. Michel DURUPTY

DESS Fiscalité internationale, en collaboration avec HEC  
Directeurs : MM. Patrick DIBOUT et Patrick RASSAT

DESS Droit de la santé  
Directeur : M. J.-M. LEMOYNE DE FORCES

Dates d'inscription : du 4 au 22 juillet 1988.

La Faculté recruterait quelques chargés de travaux dirigés de haut niveau.



## DU RÉALISME SOCIALISTE A UNE CERTAINE PRÉCIOSITÉ

## Renaissance de la littérature chinoise

**D**EPUIS la fin du maoïsme, voilà dix ans, la littérature chinoise vit une véritable renaissance, en même temps qu'elle s'ouvre vers le monde. Signe de cette ouverture, et de l'intérêt porté à la Chine par l'étranger, le ministère français de la culture a invité à Paris, fin mai début juin, treize auteurs, dont certains — A Cheng, Zhang Xinxin, Liu Xinxu, Bei Dao — sont déjà célèbres.

Par JEAN-PHILIPPE BÉJA \*

Cri de révolte d'une génération qui a appris l'absurdité du monde au cours de ses tribulations pendant et après la révolution culturelle, la littérature chinoise a parcouru bien du chemin depuis qu'un beau jour de 1977 le *Pro-fesseur principal* de Liu Xinxu redonnait vie à la tradition du réalisme critique apparu dès les origines de l'Empire du Milieu, et renforcée par le mouvement du 4 mai 1919 (1). A bien des égards, 1979 a renoué avec 1919 : boulimie de littérature étrangère, multiplication des expressions en français ou en anglais dans le texte, volonté d'essayer toutes les nouvelles formes d'écriture. Ce désir d'ouverture rappelle les expériences faites soixante ans plus tôt par les tenants de la « nouvelle culture ».

Il est extrêmement difficile aujourd'hui de définir les tendances principales de la littérature de la République populaire : cinq cent soixante revues étaient officiellement recensées en 1986, sans compter les nombreuses publications locales ou ronéotypées dont un grand nombre diffusent des romans de cape et d'épée où le sexe est fort présent. Trois mille auteurs sont inscrits à l'Association nationale des écrivains.

L'actuelle diversité ne doit cependant pas masquer la difficulté du chemin parcouru par les créateurs au cours des dix années écoulées depuis le fameux troisième plénum du comité central de 1978 qui a marqué la rupture avec le maoïsme des dernières années. Car, respectant la tradition établie par Mao Zedong, les dirigeants communistes s'en sont pris aux écrivains chaque fois qu'ils affrontaient un problème économique ou politique. Depuis deux ans, on a assisté à de nom-

breuses vagues de critiques. Incomparablement moins violentes, certes, qu'au cours des années précédentes, elles ont toutefois été suffisamment fortes pour faire prendre conscience aux auteurs qu'ils doivent toujours rendre des comptes à l'« avant-garde du prolétariat » : discours de M. Hu Yaobang de février 1980 aboutissant à l'interdiction de la pièce de Sha Yexin *Si je l'états pour de bon*, une version chinoise du *Revizor*; critique de la « libération bourgeoise » en 1981, prenant prétexte du tournage du film inspiré du scénario de Bai Hui *Amour amer*, campagne contre la « pollution spirituelle » de 1983, centrée en partie autour de la critique de *Sur une même ligne d'horizon* (2) et des *Orchidées en folie* de Zhang Xinxin.

Comme disent les jeunes Chinois, le climat de Pékin est vraiment très variable, d'autant que, comme celle de l'économie, la « modernisation » de la littérature se fait sous la direction du Parti communiste. On a vu la vanité de la promesse faite en décembre 1985 par M. Hu Qili d'accorder aux écrivains la « liberté de création » que certains revendiquaient de plus en plus fortement. Moins d'un an plus tard en effet, le parti expulsait à grand bruit deux des écrivains les plus courageux, Liu Binyan, célèbre pour ses reportages corrosifs sur la corruption des cadres, et Wang Ruowang, dont le franc-parler réchauffait le cœur des jeunes étudiants. Pourtant, les temps ont changé : seuls les auteurs qui abordent directement les problèmes politiques sont l'objet de la vindicte du département de la propagande, tandis que les modernistes peuvent continuer leurs expériences.

## Le coup de foudre du réalisme

**E**N 1979, la révolte a poussé un grand nombre de jeunes vers la littérature surtout parce que les autres canaux réservés normalement à ce genre d'expression (presse, élections, tribunaux) étaient irrémédiablement bouchés, tandis que des écrivains accomplis qui s'étaient exprimés au milieu des années 50 avant de recevoir le coup de bâton du mouvement antidroitier de 1957 recommençaient à écrire, enrichis d'une expérience de vingt-deux ans de persécution. Tous les aspects de la société occultés dans la presse et les médias officiels faisaient leur apparition dans les revues littéraires (3), tant officielles que parallèles.

Les dénonciations correspondaient finalement assez bien aux exigences des réformateurs qui cherchaient par tous les moyens à renverser les derniers défenseurs de Mao. Si l'indignation était souvent exprimée en des termes allant au-delà des désirs du nouveau

pouvoir, la réflexion qui y présidait manquait de profondeur.

La renaissance de 1979 a redonné un coup de fouet à la tradition du réalisme critique apparue avec force au moment du 4 mai 1919, écorchée en 1949 au nom du « réalisme socialiste », et qui avait resurgi en 1956-1957 pour disparaître pendant plus de vingt ans. Ce sont surtout les écrivains qualifiés de droitières en 1957 qui ont renoué avec elle. L'un des principaux auteurs de « littérature de reportage », après de la littérature engagée, Liu Binyan, a mis à profit sa réhabilitation, intervenue après vingt-deux ans d'exil intérieur et de persécution, pour décocher quelques nouvelles flèches au système bureaucratique. Après la publication d'*Entre hommes et démons* (4) en 1979, qui a fait l'effet d'une véritable bombe en montrant que la corruption était un trait fondamental du système politique, Liu Binyan n'a pas cessé, tout au long de ses reportages, de dénoncer inlassablement les méfaits de l'absolutisme des cadres et de prendre la défense des intellectuels injustement brimés.

\* Chercheur au CNRS, Paris.

D'autres, tel Wang Ruowang, ont affirmé en termes plus crus leur condamnation du système qui a conduit aux dix années de calamités (1966-1976). Bei Hua, connu pour son *Amour amer*, qui relate les persécutions subies par un peintre rentré en Chine en 1949, s'est interrogé sur la manière dont la patrie (ou plutôt le parti) traitait ses enfants. Tous, à un degré ou à un autre, ont subi les attaques du département de la propagande. Cette situation est d'autant plus paradoxale qu'au moment où le parti doit faire face à une crise de confiance généralisée, ces écrivains comptent parmi les derniers fidèles de la cause du communisme.

Ainsi s'explique sans doute le fait que les tenants du réalisme critique traditionnel n'aient guère d'héritiers dans la jeune génération. Pourtant, certains jeunes n'ont pas oublié les motifs qui les avaient poussés à écrire. C'est ainsi qu'à partir de 1985 est apparu un nouveau genre littéraire que l'on pourrait qualifier de « littérature-vérité » dans la mesure où il s'apparente au cinéma-vérité européen du début des années 60. L'écrivain promène son micro dans le pays, et se contente de rapporter les

expériences vécues par les citoyens issus de toutes les couches de la société. C'est Zhang Xinxin, condamnée en 1983-1984 pour apologie de l'existentialisme et du darwinisme social, qui a lancé ce nouveau genre avec un recueil intitulé *L'Homme de Pékin* (5), écrit en collaboration avec Sang Ye. Les auteurs présentent une photographie de la société chinoise qui apparaît bien plus complexe que ce que prétendent les organes de propagande. Dans le même ordre d'idées, Feng Jicai, qui s'était distingué par une nouvelle décrivant admirablement l'atmosphère de la révolution culturelle dans un centre de recherche (6), a réalisé cent interviews qu'il avait l'intention de regrouper dans un recueil (7). Malheureusement, seuls une dizaine de ces textes ont vu le jour, la campagne contre la « libération bourgeoise » de 1987 étant venue mettre un terme à leur publication.

Ces nouvelles tentatives ont permis de renouveler la littérature réaliste, et constituent sans doute une piste intéressante pour l'avenir. Malheureusement, les événements de 1987 montrent qu'il reste difficile aujourd'hui de « parler vrai ».

## Les exemples étrangers

**P**ARALLÈLEMENT au renouveau du réalisme critique, dès 1978 les jeunes poètes « obscurs » de la revue *Jintian* (*Aujourd'hui*) disaient le mal de vivre d'une génération qui, en perdant ses illusions, avait découvert en même temps que l'absurdité la valeur de l'« humanisme » que le régime n'avait cessé de dénoncer depuis 1949.

Je ne crois pas ! (8) s'écriait Bei Dao, exprimant en un vers l'état d'esprit d'une grande partie des anciens gardes rouges.

La nuit noire m'a dormi des yeux noirs

Avec eux je cherche la lumière (9), répondait Gu Cheng. Mais du fond de ce désespoir, bien mal porté en pays socialiste, Shu Ting chantait les sentiments maternels et Mang Ke célébrait l'amour. Les bureaucrates du département de la propagande supportant mal que ces jeunes poètes qualifiés d'« obscurs » abandonnent le poème épique et renouent avec l'humanisme si décrié, ils ont interdit *Aujourd'hui* en 1980. Pourtant, au fil des années, ils ont dû se résigner à les laisser publier leurs œuvres dans les revues officielles.

Les recherches des poètes ont fini par toucher les romanciers. Ceux-ci se sont demandé si une bonne littérature ne nécessitait pas une certaine distanciation par rapport à l'actualité. Ils ont été poussés dans cette voie par les campagnes politiques qui, prenant pour cible les tenants du réalisme critique, affirmaient haut et fort que, si les écrivains continuaient à dénoncer les excès du régime, ils le feraient à leurs risques et périls. Se sentant obligés d'employer des moyens plus détournés pour s'exprimer, ils se sont rendu compte qu'ils manquaient de compétence pour écrire. Et de même que des délégations d'ingénieurs chinois parcourent le monde (surtout les pays les plus développés), de même les auteurs du vieux empire se sont mis à chercher partout des techniques nouvelles : Gao Xingjian (10), dans *L'achète une canne à pêche pour mon grand-père*, avoue s'inspirer directement de Claude Simon ; phrases de deux pages, destruction de la linéarité du récit, retours en arrière sont mis au service d'un sujet anodin censé permettre à l'écrivain de mieux exprimer son moi.

Le même, dans son théâtre, retrouve les chemins explorés par Samuel Beckett (11). A Cheng a été très influencé par les romans de Gabriel Garcia Marquez, qui, depuis *Cent ans de solitude*, a marqué toute une école partie à la « recherche de ses racines » (*zungen*). Quant à l'actuel ministre de la culture, M. Wang Meng, en introduisant en Chine le « flux de conscience » cher à James Joyce, il n'est pas en reste. Ainsi sont nées nombre d'œuvres de qualité, au premier rang desquelles se situe sans doute le *Roi des échecs* (12) d'A Cheng, la première œuvre du continent publiée officiellement à Taiwan dont le héros, un jeune instruit passionné d'échecs, rappelle les sages taoïstes.

L'art pour l'art serait-il en train de remplacer la littérature socialiste au service des ouvriers-paysans-soldats chère au cœur du Grand Timonier ?

Ce n'est pas si simple : la réflexion sur les désastres qu'ils ont vécus dans leur chair pendant dix ou vingt ans a conduit les écrivains à s'interroger sur les raisons profondes de la tragédie que la Chine venait de subir. Ne se satisfaisant pas de la rhétorique officielle qui rejetait l'ensemble des responsabilités sur Lin Biao et la « bande des quatre »,

ils ont commencé à s'interroger sur les causes profondes du drame ; et, comme leurs prédécesseurs du 4 mai, ils ont découvert le poids de la « similitude ». Mais les causes de la tragédie sont encore plus complexes aujourd'hui. Il ne suffit plus de crier le vieux mot d'ordre du 4 mai : *A bas la bouillie de Confucius* ! En effet, le communisme chinois, même dans sa version maoïste exacerbée, n'a jamais cessé, contrairement à ce que l'on affirme aujourd'hui dans la presse officielle, de dénoncer, du moins dans son discours

manifeste, les méfaits du « féodalisme » et du confucianisme.

Il faut donc pousser la quête plus avant. Les réponses sont variées : pour Liu Binyan, qui est resté marxiste, les origines de la tragédie viennent de la nature paysanne, donc arriérée, de la société chinoise, qui a voulu aller trop vite dans la construction du socialisme tout en ignorant ce que cela signifiait. Pour Bei Dao, qui, depuis 1979, ne cesse de militer pour que l'on perpétue le souvenir de la révolution culturelle, les intellectuels eux-mêmes, par leur silence et leur pusillanimité, portent une responsabilité écrasante dans la tragédie (13). D'autres, partant d'une démarche rousséaniste, estiment que, ayant été coupés de leur tradition par le régime, ils doivent rechercher leurs racines, et que ce n'est qu'en s'inspirant de la culture la plus primitive que l'on pourra retrouver les vertus originelles permettant d'aboutir à une société plus juste, et de composer des œuvres de qualité. Cela n'exclut pas cependant une attitude critique vis-à-vis des aspects les plus rétrogrades de la tradition qui ont choqué les jeunes instruits envoyés à la campagne pendant les dernières années du règne de Mao. Les meilleurs représentants de cette école sont A Cheng, qui écrit surtout sur le Yunnan, Zhang Cengzhi, sur la Mongolie, Han Shaogong, sur le Hunan occidental.

L'approfondissement de la réflexion sur le traumatisme qu'a subi la société chinoise a provoqué une grande diversification de la production littéraire. Le mot d'ordre principal est de s'ouvrir sur le monde. Mais est-ce possible sans s'ancrer dans la réalité chinoise ? A cette remarque, il est possible de répondre qu'en se refusant à considérer la littérature comme un combat les jeunes écrivains ont compris que c'est en développant leur moi, en multipliant les expériences pour trouver un style personnel, qu'ils parviendront à imposer la conscience individuelle — le meilleur

rempart contre un retour du totalitarisme. Remarque valable, mais qui ne répond pas à toutes les questions.

Depuis 1979, le tirage des revues littéraires a beaucoup baissé. On peut penser, avec Wang Meng, qu'il s'agit d'un phénomène « naturel » : à l'époque, en effet, la littérature représentait le seul canal par lequel pouvaient s'exprimer les espoirs et les revendications de la société. Aujourd'hui, les médias et le système politique remplissant mieux leur rôle, seuls les amateurs d'art s'intéressent à la littérature. Or ceux-ci sont moins nombreux que les lecteurs de journaux. D'autres, tel Liu Binyan, affirment que ce phénomène s'explique par le fait que les auteurs s'expriment plus les préoccupations de leurs lecteurs. Obsédés par l'exigence de « qualité artistique », ils auraient trahi leur mission première. Les deux visions comportent une part de vérité.

En tout cas, les autorités ont utilisé très habilement la politique de la carotte et du bâton : n'hésitant pas à critiquer durement ceux qui osaient s'attaquer de front aux problèmes sociopolitiques, elles ont, surtout par l'intermédiaire du ministre de la culture, M. Wang Meng, nommé en 1986 (14), « récupéré » le plus grand nombre possible de jeunes contestataires. Intégrés dans l'Association des écrivains, réhabilités comme l'« avant de la culture chinoise », transportés de réunion en « atelier de création » dans de luxueuses limousines, les anciens damnés de la terre ont perdu le contact avec les couches les plus modestes de la société. Les yeux fixés sur Stockholm et le jury du Nobel, ils semblent avoir oublié leurs frères qui souffrent encore dans les villes et les campagnes. L'inspiration leur fait souvent défaut, et le danger de la préciosité les guette.

Is considèrent avec dédain les œuvres publiées en 1979, et ont parfois honte de leur « puérilité ». Pourtant, un véritable souffle (le *gi* de la philoso-



LA MANIFESTATION DU 4 MAI 1919 (BAS-RELIEF À PÉKIN)  
« A bas la bouillie de Confucius ! »

phie chinoise) les habitait lorsqu'ils ont pris la plume, et cette année-là des morceaux de qualité ont vu le jour. Il serait souhaitable qu'une fois devenus auteurs professionnels, ils retrouvent cette urgence d'écrire. Faute de quoi, tandis qu'ils se livrent à des recherches stylistiques, une nouvelle génération qui mûrit dans l'ombre viendra les remplacer, s'élevant contre la vanité de leurs compositions.

- (1) Le 4 mai 1919, les étudiants de l'université de Pékin manifestèrent contre les exigences japonaises analysées par le traité de Versailles. Cette date est considérée comme le premier jalon de la « Nouvelle culture » en Chine.
- (2) Zhang Xinxin, *Sur une même ligne d'horizon*, Actes Sud, Arles, 1987.
- (3) Voir Jean-Philippe Béja, *Feng Jicai, Wojtek Zafanelli, « Quand la littérature chinoise devient réaliste », Le Monde Diplomatique*, du 21 septembre 1980.
- (4) Traduit dans J.-P. Béja et W. Zafanelli, *La Face cachée de la Chine*, éd. Pierre Émile, Paris, 1981.
- (5) Sang Ye, Zhang Xinxin, *L'Homme de Pékin*, éd. Panda, Pékin, 1987.
- (6) Feng Jicai, *Ah ! In Feng Jicai Ji* (œuvres choisies de Feng Jicai), éd. Littéraires du Dérou, Fuzhou.
- (7) Feng Jicai, *Yibao ren de shi shen* (Cent personnes racontent leurs dix années terribles), Revues Shi yao, décembre 1986 et Xiaoshuyi, janvier 1987.
- (8) Bei Dao, *Huile* (Réponse), in *Bei Dao Shixun* (Poèmes choisis de Bei Dao), 1986, p. 26.
- (9) Gu Cheng, *Une génération*, avril 1979, dans le recueil *Bei yongling* (Les yeux noirs), p. 8.
- (10) Gao Xingjian, « Gei wo Laoze mai yu » (Remise à Laoze, 9, 1986).
- (11) Gao Xingjian, « La monologie » (Dui bei in Gao Xingjian zhi ji) (Pièces choisies de Gao Xingjian), Quanzhong Chubanshe (éd. des Masses), 1986, et « L'arrêt d'autobus », in *La Remontée vers le jour*, Albin, Aix-en-Provence, 1988, 89 p.
- (12) A Cheng, *Les Trois Rois* (recueil dont fait partie le *Roi des échecs*), Albin, 1988, 83 p.
- (13) Bei Dao, *Shuoding le (Au fil de la plume)*, Pékin, 1988.
- (14) Voir J.-P. Béja, « Wang Meng, un pro de la culture », *Revue Aujourd'hui la Chine*, Paris, mars 1987.

## INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE GRENOBLE (UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES)

300 diplômés et 100 docteurs de science politique en vingt ans : l'une des meilleures formations en France vous offre de préparer un

## DEA D'ÉTUDES POLITIQUES

par un contact direct avec les chercheurs et les enseignants de QUATRE LABORATOIRES DU CNRS dans les domaines suivants :

Analyse des politiques publiques  
Étude des organisations et des comportements politiques  
Études internationales  
Histoire intellectuelle et sociale

Renseignements : Christiane ESCHALIER

I.E.P. / CERAT

B.P. 45 - 38402 SAINT-MARTIN-D'HERES CEDEX  
Tél. 76-82-60-00

## FRONTS ET FRONTIÈRES

## Un tour du monde

Par le général GEORGES BOURG

E

Le monde est un vaste champ de bataille. Les frontières sont des lignes de front. Les États sont des camps. Les peuples sont des soldats. Les dirigeants sont des généraux. Les intérêts sont des territoires. Les conflits sont des batailles. Les victoires sont des conquêtes. Les défaites sont des revers. Les négociations sont des trêves. Les traités sont des armistices. Les alliances sont des coalitions. Les guerres sont des conflits armés. Les révolutions sont des changements de régime. Les réformes sont des améliorations. Les progrès sont des avancées. Les découvertes sont des nouveautés. Les inventions sont des créations. Les innovations sont des nouveautés. Les inventions sont des créations. Les innovations sont des nouveautés.

Le monde est un vaste champ de bataille. Les frontières sont des lignes de front. Les États sont des camps. Les peuples sont des soldats. Les dirigeants sont des généraux. Les intérêts sont des territoires. Les conflits sont des batailles. Les victoires sont des conquêtes. Les défaites sont des revers. Les négociations sont des trêves. Les traités sont des armistices. Les alliances sont des coalitions. Les guerres sont des conflits armés. Les révolutions sont des changements de régime. Les réformes sont des améliorations. Les progrès sont des avancées. Les découvertes sont des nouveautés. Les inventions sont des créations. Les innovations sont des nouveautés. Les inventions sont des créations. Les innovations sont des nouveautés.

Le monde est un vaste champ de bataille. Les frontières sont des lignes de front. Les États sont des camps. Les peuples sont des soldats. Les dirigeants sont des généraux. Les intérêts sont des territoires. Les conflits sont des batailles. Les victoires sont des conquêtes. Les défaites sont des revers. Les négociations sont des trêves. Les traités sont des armistices. Les alliances sont des coalitions. Les guerres sont des conflits armés. Les révolutions sont des changements de régime. Les réformes sont des améliorations. Les progrès sont des avancées. Les découvertes sont des nouveautés. Les inventions sont des créations. Les innovations sont des nouveautés. Les inventions sont des créations. Les innovations sont des nouveautés.

## BIBLIOGRAPHIE

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales

LES PROBLÈMES D'ADJUSTEMENT  
par les organisations internationales



## chinoise

« L'homme est un être social », dit le philosophe chinois Confucius. Cette maxime, qui a traversé les siècles, est toujours d'actualité. Elle rappelle que l'homme ne peut vivre que dans une société, et que sa destinée est liée à celle de son pays. Cette pensée, qui a inspiré les dirigeants chinois, est au cœur de la politique étrangère de la Chine.

« L'homme est un être social », dit le philosophe chinois Confucius. Cette maxime, qui a traversé les siècles, est toujours d'actualité. Elle rappelle que l'homme ne peut vivre que dans une société, et que sa destinée est liée à celle de son pays. Cette pensée, qui a inspiré les dirigeants chinois, est au cœur de la politique étrangère de la Chine.

« L'homme est un être social », dit le philosophe chinois Confucius. Cette maxime, qui a traversé les siècles, est toujours d'actualité. Elle rappelle que l'homme ne peut vivre que dans une société, et que sa destinée est liée à celle de son pays. Cette pensée, qui a inspiré les dirigeants chinois, est au cœur de la politique étrangère de la Chine.

« L'homme est un être social », dit le philosophe chinois Confucius. Cette maxime, qui a traversé les siècles, est toujours d'actualité. Elle rappelle que l'homme ne peut vivre que dans une société, et que sa destinée est liée à celle de son pays. Cette pensée, qui a inspiré les dirigeants chinois, est au cœur de la politique étrangère de la Chine.

« L'homme est un être social », dit le philosophe chinois Confucius. Cette maxime, qui a traversé les siècles, est toujours d'actualité. Elle rappelle que l'homme ne peut vivre que dans une société, et que sa destinée est liée à celle de son pays. Cette pensée, qui a inspiré les dirigeants chinois, est au cœur de la politique étrangère de la Chine.

« L'homme est un être social », dit le philosophe chinois Confucius. Cette maxime, qui a traversé les siècles, est toujours d'actualité. Elle rappelle que l'homme ne peut vivre que dans une société, et que sa destinée est liée à celle de son pays. Cette pensée, qui a inspiré les dirigeants chinois, est au cœur de la politique étrangère de la Chine.

## FRONTS ET FRONTIÈRES, de Michel Foucher

## Un tour du monde géopolitique

Par le général GEORGES BUIS

En une discrète et trop modeste note en bas de page, Michel Foucher, auteur de *Fronts et frontières* (1), nous dit qu'il ne faut pas chercher dans son propos « une théorie générale de la frontière » produite par extrapolation à partir d'un seul cas, au défi de la pluralité des réalités et qui prétendrait acquiescer « force de loi » : il n'y a pas de loi en géopolitique, à la différence de ce qu'affirment les tenants de la vieille géopolitique, encore moins de scénarios inéluctables déterminés par la nature ou la position. Les espaces ne sont pas des acteurs de l'histoire, mais de simples supports.

Cette affirmation, il n'en démontre pas l'exactitude comme on le ferait d'un théorème, mais il la fonde avec minutie, talent, irrépressible documentation, par l'analyse aussi d'une forêt de paramètres qui sous-tendent la notion de front et de frontière, puisque aussi bien, la seconde découle du premier.

De la frontière il nous dit « la nature et l'artifice ». Tous ceux qui ont été investis de postes de responsabilité dans les guerres de décolonisation ont vite constaté que les limites de leur commandement, calquées sur les frontières administratives ou politiques, les plaçaient en situation d'infériorité sur le rebelle, qui retrouvait, à l'instinct, ses propres frontières, pas forcément « bonnes » mais auxquelles il fallait bien s'adapter.

A la façon dont certains tentent, par la géologie, de rassembler et d'analyser les éléments d'une situation belliqueuse, d'autres ont prôné une typologie des frontières fondée sur le physique, la géométrie, l'anthropogéographie, la complexité. En réalité, si la géopolitique peut se révéler un utile clignotant, la guerre ne lui en échappa pas moins. La frontière ne se satisfait pas davan-

tage d'une approche technique dont le support ne peut que faciliter, un temps, une reconnaissance symétrique.

Mais quel reconnaît ? Les peuples ? Moins de 2 % des frontières tracées en Europe au dix-neuvième siècle ont été le fruit d'un plébiscite. Les conférences internationales ? Ce sont apparemment encore elles qui font le meilleur travail, au coup par coup, dans la mesure où les frontières sont « du temps inscrit dans des espaces ».

Et le problème de ligne ou de zone ? Et celui du droit international public ? Et celui des « frontières » requises de la décolonisation ? Et combien d'autres présentes ou en marche ? Au passage, la France se révèle championne « de politique originale en Europe et dans le monde ». Elle a conçu l'Etat-nation, a farouchement tendu vers les « frontières naturelles » et vient, avec sa stratégie de dissuasion nucléaire, d'inventer le sanctuaire à géométrie variable. De plus, elle a dessiné 17 % des frontières coloniales sur notre planète.

Michel Foucher n'apporte pas, il le dit dès l'abord, de solution bonne ou mauvaise à tous ces problèmes conceptuels. Il présente en 527 pages denses leurs données et leurs variables. Il les étudie d'une quarantaine de cartes globales ou détaillées qui disent la géographie de territoire abordé de cet ouvrage national qu'est l'homme, qui veut la sécurité de « bonnes » frontières, unanimement reconnues, et qui ne cesse de remettre toute solution en cause par son formidable appétit d'affirmation politique, unitaire, économique, etc. Par la conscience ou inconscience remontée aussi d'un passé historique. Si, dans leur ensemble, ces cartes sont toujours une instructive et souvent étonnante découverte, pour le lecteur il en est - particulièrement celles relatives à l'Afrique du Sud, mais ce ne sont pas les seules - qui font monter des nuages dans la poitrine de l'homme.

(1) Fayard, Paris, 1988, 527 pages, 180 F.

## SITUATION DU FÉMINISME

## Le pouvoir en partage

Par SYLVIE KERVIEL

« Si elles se mêlent aussi de ça ! » Cette réflexion, Danielle Le Bricquier l'a entendue plus d'une fois, au fil de son parcours de militante féministe, et en particulier depuis bientôt dix ans qu'elle se bat pour la paix. Si le pacifisme est devenu un terrain de combat pour nombre d'associations féministes, ce n'est pas par hasard, explique Danielle Le Bricquier, fondatrice du mouvement Résistance internationale des femmes à la guerre (RIFG).

« Parce qu'elle donne la vie, la femme sait charnellement ce que cette expression veut dire », explique cette militante, séduite au début des années 80 par les mouvements pacifistes. Après avoir lutté pendant des années pour le droit de donner la vie, elle choisit de consacrer toute son énergie au droit de la protéger. Le livre *La paix, les femmes* (1) retrace les différentes étapes qui ont conduit à la fondation de l'association RIFG et expose les idées maîtresses de l'initiative de Danielle Le Bricquier : l'éducation pour la paix, ou comment sensibiliser l'enfant, dès son plus jeune âge, au pacifisme et à la tolérance.

Energique et passionnée, l'auteur dénonce tous ceux qui, sciemment ou par leur attitude passive, entretiennent l'insécurité ou contribuent à banaliser l'idée de guerre nucléaire... Les hommes politiques tout d'abord, ceux de droite mais aussi ceux de gauche, dont les « retournements » après 1981 sont sévèrement dénoncés. La presse, coupable d'« indifférence » à de rares exceptions près. Enfin les hommes en général, à qui elle réserve ses piques les plus acérées. Truffé de réflexions antimilitaristes le livre de Danielle Le Bricquier agace souvent par ses maladrotes, ses anecdotes futiles, ses digressions, ses poncifs. Mais cet ouvrage, stimulant et finalement optimiste propose des voies concrètes pour

construire la paix, dès l'école maternelle.

**Travail des femmes, pouvoir des hommes** - Aux origines de l'oppression des femmes (2) aborde un thème beaucoup plus rebattu, mais de manière très originale. Ce texte collectif sur les origines de l'inégalité des sexes veut tirer une bonne fois pour toutes un trait sur les théories biologistes à propos de la fatalité de l'oppression des femmes. Des ethnologues, historiens, anthropologues et économes français et américains se rejoignent pour affirmer que la cause de la subordination des femmes réside non pas dans leur spécificité biologique (lié surtout à la reproduction), mais dans le rôle qui leur est réservé dans la production. Partant du postulat que le patriarcat n'a pas toujours existé, cette étude envisage l'hypothèse selon laquelle la domination masculine aurait pour origine la volonté de contrôler le travail des femmes, celles-ci ayant joué un rôle important dans les communautés où la domination masculine n'existait pas encore. Elle ne se serait manifestée qu'avec l'apparition des premières formes de propriété privée dans les

sociétés de type lignager où les liens de parenté organisaient la répartition du travail et l'appropriation des biens aux dépens des femmes.

**Fées et gestes** (3), d'Isaure Gratacos, vient au bon moment s'inscrire en contre-exemple de l'essai précédent. Cette étude ethnologique est consacrée aux femmes pyrénéennes, dont l'originalité du statut, le rôle dans la vie sociale et culturelle, tranchent, de longue date avec ceux des autres femmes des sociétés patriarcales européennes. Partant de témoignages oraux recueillis sur le terrain et sur une analyse des mythes, dictons, chants relatifs à cette région, l'auteur de cet ouvrage passionnant met en lumière le statut exceptionnel des femmes en Aquitaine, préservées depuis des siècles de la domination masculine.

(1) Danielle Le Bricquier, *La paix, les femmes*, Presses universitaires de Grenoble, 1987, 176 pages, 75 F.

(2) *Travail des femmes, pouvoir des hommes*, ouvrage collectif, Editions La Brèche-PEC, 1987, 186 pages, 78 F.

(3) Isaure Gratacos, *Fées et gestes*, Privat, Toulouse, 1987, 239 pages, 125 F.

## Colloques et rencontres

● Les aides communautaires hors CEE : FED - budget général - BEL. Journée d'information à Paris, le 7 juin, à l'initiative du Centre français du commerce extérieur. (CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 45-05-37-40.)

● Arabie saoudite pays du Golfe. Séminaire du CFCE à Paris, le jeudi 9 juin. (Tél. : (1) 45-05-30-00.)

● Le territoire et l'Etat moderne : la décolonisation ou l'Etat vu d'en haut. Colloque du Centre Thomas More, les 11 et 12 juin à La Tourette, La Tourette, BP 105, 69210 L'Arbresle. Tél. : 74-01-01-03.

● Camboïe 1988 : Les nouvelles données. Colloque international organisé par le Forum international de politique à Paris, les 10, 11 et 12 juin. (FIP, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-38-36-52.)

● Relations extérieures du Maghreb. Colloque international de la revue *The Maghreb Review*, 96, Marchmont Street, Londres WC1N 1AG, Grande-Bretagne.

● Les métiers de l'organisation aujourd'hui et demain. Ecole d'été de l'Association des amis de Pontigny Cerisy, du 16 au 23 juin, à Cerisy-la-Salle. (Centre culturel international, 50210 Cerisy-la-Salle. Tél. : 33-46-91-66.)

## Dans les revues...

● POLITIQUE ÉTRANGÈRE. - Un numéro consacré au traité sur les ententes avec des analyses faites à partir des grandes capitales et le texte de l'accord. (N° 1-1988, trimestriel, 85 F. - Institut français des relations internationales, 88 A. Cote, BP 22, 41253 Villedieu.)

● WORLD POLICY JOURNAL. - Une étude sur le rôle que les banques multilatérales, en particulier la Banque mondiale, devraient jouer dans la protection de l'environnement, et une série d'entretiens avec des membres du « courant démocrate » qui souhaitent rénover la politique mondiale jusqu'à l'égémonie du PRI. (N° 2, printemps, trimestriel, 5,25 dollars. - 777 United Nations Plaza, New York, NY 10017.)

● POLITIQUE INTERNATIONALE. - L'Afghanistan, le Soudan et la politique étrangère de la France au cœur de ce numéro.

(N° 39, printemps 1988, trimestriel, 65 F. - 11, rue de Bole-de-Boulogne, 75116 Paris.)

● LE TRIMESTRIEL DU MONDE. - Existe-t-il un consensus parmi les hommes politiques français sur la politique étrangère ? Un dossier qui donne largement la parole aux principaux candidats à l'élection présidentielle. (N° 2, deuxième trimestre 1988, trimestriel, 70 F. - 30, cours Albert-Pi, 75008 Paris.)

● LA REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE. - Une série d'articles sur le financement des partis et des élections, ainsi que sur la communication politique. (N° 954, mars-avril, bimestriel, 68 F. - 17, avenue Gompard, 75017 Paris.)

● OPTIONS. - Un numéro spécial sur l'argent et les hommes, en France, en Europe et dans le tiers-monde. (N° 23, juillet, mensuel, 45 F. - Case 431, 93514 Montreuil Cedex.)

● ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. - Un dossier sur le pouvoir régional de l'Etat en matière budgétaire et fiscale. « L'Etat est-il bien placé ? » (N° 57, mars, dix numéros par an, 16 F. - 12, rue de Chaligny, 21008 Dijon.)

● IL EST UNE POL. - Trois « points chauds pour un septennat » : démographie, formation et identité. (Mensuel, avril, 30 F. - Temps présent, 68 rue de Babylone, 75007 Paris.)

● TELECOMS MAGAZINE. - Un gros dossier sur un sujet complexe : le développement des télécommunications supprime-t-il des emplois ? Une réponse nuancée. (N° 13, avril, mensuel, 50 F. - 60-62, rue d'Assolville, 75010 Paris.)

● DÉVIANCE ET SOCIÉTÉ. - Grève et guerre judiciaire : le recours au juge pénal dans un conflit du travail : une analyse conduite sur le terrain aux établissements Renault-Flins. (Volume XII, n° 1, mars, trimestriel, 50 F. - Case postale 456, C3-1211 Genève 4.)

● DÉFENSE NATIONALE. - Des suggestions sur la défense européenne par le général Valentin et M. Soutou ; des propositions de M. Louis Quino sur la formation de défense des enseignants. (Mensuel, juin, 40 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

● LA REVUE NOUVELLE. - Un numéro spécial consacré aux « années 60 » en Belgique et dans le monde ; bilan des remises en cause et des nouveaux paroxysmes. (Avril-mai, mensuel, 400 FB. - Rue Potagère 26, 1050 Bruxelles.)

● ÉTUDES. - Une analyse de « la question basque en 1988 », par Pierre Letamendia, et un bilan de « dix ans de pontificat de Jean-Paul II », par Giuseppe Alberigo. (Mars, mensuel, 37 F. - 14, rue d'Assolville, 75006 Paris.)

● REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES. - Deux textes des principaux théoriciens de la « péristrophie » soviétique - Tatiana Zaslavskaya et Alexander Yakovlev - sur le rôle des sciences sociales et les changements en URSS. (N° 115, février, trimestriel, 96 F. - UNESCO, Paris.)

● LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. - Une étude de Michèle Kahn sur « l'antennisme de l'entreprise soviétique » après la loi du 30 juin 1987. (N° 328, avril, mensuel, 43 F. - La Documentation française, Paris.)

● L'EST EUROPÉEN. - Une étude de Boris Marchenko sur « le rôle des entreprises en URSS ». (N° 218, avril-juin, trimestriel, 20 F. - BP 51-06, 75261 Paris Cedex 06.)

● IZTOK. - Une étude du rock soviétique et, surtout, le texte intégral d'une dizaine de

chansons des groupes « métallistes » les plus célèbres, farouches partisans de la « planète ». (N° 15, mars, mensuel, 24 F. - BP 70, 75063 Paris Cedex 12.)

● HÉROÛTE. - A lire : « Les trois courants de la Nouvelle Gauche ». « La permanence du problème national en Europe centrale et orientale », par Thomas Schreiber ; et « A propos du Karabakh et des troubles ethniques d'Arménie et d'Azerbaïdjan », par Stéphane Yéramin. (N° 48, janvier, trimestriel, 70 F. - La Découverte, Paris.)

● MIDDLE EAST REPORT. - Une étude détaillée sur tous les aspects de l'intifada, le soulèvement des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. (N° 152, mai-juin, mensuel, 5 dollars. - MERIP, PO Box 43445, Washington, DC 20010.)

● POUR LA PALESTINE. - Une étude sur la situation économique à Gaza et les positions des principaux candidats à l'élection présidentielle sur le conflit israélo-arabe. (N° 21, novembre, 1988, trimestriel, 15 F. - BP 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

● TRAVAIL ET DÉVELOPPEMENT. - La négociation collective en Tunisie, notamment le problème de la représentativité syndicale, dans un numéro qui rend compte d'une table ronde sur le thème du Code du travail. (N° 10, deuxième semestre 1987, trimestriel, 2,5 dollars. - 5, rue des Lilas, 1002 Tunis-Belvédère.)

● SOUV. - L'évolution des rapports entre l'Etat et le monde ouvrier en France. Orient à travers des études traitant essentiellement du mouvement syndical (Turquie, Iran, Soudan, Syrie, Irak). (N° 8, février, quadrimestriel, 78 F. - 14, rue de Nansouty, 75015 Paris.)

● JUILLETIN GREK. - Une étude sur le secteur informel en Colombie et une série d'articles sur le Maghreb, comprenant, notamment, un entretien avec Gérard Destanne de Bernis sur la théorie des industries industrielles et sur les transformations de l'économie algérienne. (N° 6, mai 1988. - Groupe de recherches et d'études en économie du développement, université Paris-I, salle 202, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05.)

● LES ENFANTS DU MONDE. - Le Comité français de l'UNICEF parle du sort des enfants éthiopiens et de la déresse des jeunes dans les bidonvilles de Mauritanie. (N° 91, trimestriel, mai, 16 F. - 35, rue Fédérale, 75781 Paris Cedex 16.)

● AFRIQUE RELANCE. - L'ajustement structurel au Mozambique et en Côte d'Ivoire et les principales conclusions du rapport présenté par le groupe consultatif sur les flux financiers pour l'Afrique du secrétaire général de l'ONU. (Vol. 2, n° 1, mars. - DPT, S-1661, Nations unies, New-York, NY 10017.)

● LA LETTRE DE SOLAGRAC. - Une intéressante série d'articles sur les problèmes ruraux et fonciers en Afrique du Sud, en Namibie, au Mozambique : une agriculture en noir et blanc. (Mars, mensuel, 16 F. - 13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.)

● GENÈVE-AFRIQUE. - Sous le titre « Des Africains revendiquent leur histoire », des textes rappelant les débats intellectuels et politiques dans l'Afrique des années 50-60. (Vol. XXV, n° 2, 1987, semestriel, abonnement annuel : 22 francs suisses. - 24, rue Rothschild, C3-1211 Genève 21.)

● CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. - Deux dossiers : « Un monde de sans-abri » et les rapports entre écologie et développement en Inde. (Mars, mensuel, 26 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75007 Paris.)

● LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. - Un « gros plan » sur les Philippines et un dossier sur les « escadrons de la mort » dans le monde. (Mensuel, avril, 12 F. - 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.)

● HOMINIDES. - Un important dossier sur l'Amérique centrale. En particulier, une analyse de Gabriel Aguilera sur « les forces armées et la démocratie ». (Vol. 11, n° 1 et 2, février, semestriel, 15 dollars. - Dpto Ciencias Sociales, Universidad Interamericana, apdo 1253, Hato Rey, Puerto Rico, PR 00919.)

● CULTURES ET FOL. - Une théologie protestante allemande souligne l'importance du débat entre chrétiens et marxistes ; un théologien italien analyse les rapports entre Église et État à Cuba. (Bimestriel, mai-juin, 20 F. - 5, rue Saint-Etienne, 69002 Lyon.)

● LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX CHRISTI. - Une « lecture » de la dernière encyclique de Jean-Paul II et une analyse de l'action de l'Église au Brésil. (Mars, mensuel, 12,50 F. - 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

● ÉCHANGES. - A lire : « Mythes et réalités publicitaires » par Philippe Tord. (N° 222, mai, mensuel, 20 F. - Courant Le Courrier, BP 105, 69210 L'Arbresle.)

● POSITIF. - Un entretien avec Chen Kaige, auteur du *Roi des enfants* et une étude sur le cinéma en Chine. (N° 327, mai, mensuel, 35 F. - 1, quai de Conti, 75006 Paris.)

● CIRCUITO. - La revue multilingue que l'Union latine consacre à la communication et à l'échange entre les images pour enfants en Bolivie, en France, en Belgique, en Espagne et au Mexique. (N° 3, avril, trimestriel, abonnement un an : 15 dollars. - 14, boulevard Arago, 75013 Paris.)

● SCIENCE ET TECHNOLOGIE. - Un numéro spécial consacré à l'intelligence artificielle au quotidien avec un panorama des sys-

thèmes experts et de leurs applications dans divers domaines : transports, banque, médecine, agriculture, etc. (N° 5, mai, onze numéros par an, 40 F. - 14, rue de Savoie, 75004 Paris.)

● LANGUAGE TECHNOLOGY. - Le périodique des industries de la langue publie une étude sur les nouvelles technologies de l'édition mises en œuvre par Longman et un bilan des messageries roses en France. (N° 7, mai-juin, bimestriel, abonnement un an : 40 dollars. - PO Box 5477, 10087 AL Amsterdam, Pays-Bas.)

● QUADRIEN. - Un numéro consacré aux « mises en scène télévisuelles ». A lire : « Les trois ordres de l'image visuelle », par Jean-Marc Vernier. (N° 4, printemps, trimestriel, 55 F. - CREDAF-Université Paris-Dauphine, place du maréchal De Lattre-de Tassigny, 75775 Paris Cedex 16.)

● DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL. - Un ensemble de textes recueillis dans la presse française et étrangère par Jean-Michel Salatin sur le thème « sport et télévision ». (N° 18, avril, bimestriel, 52 F. - INA, La Documentation française, Paris.)

● SPORT-HISTOIRE. - Une nouvelle revue qui consacre son premier numéro à la « sociabilité par le sport ». A lire : un entretien avec Maurice Aguilera et « La bicyclette, la boulogne et la découverte de la France rurale », par Richard Holt. (N° 1, avril, semestriel, 95 F. - Privat, Toulouse.)

● AGIR ICI POUR UN MONDE SOLIDAIRE. - Cette nouvelle association issue du milieu des ONG se propose de soutenir la cause et les intérêts des populations du tiers-monde auprès des décideurs politiques et économiques. Elle lancera à l'automne 1988 une première campagne pour le respect des engagements de la politique française de coopération et une édition dans les rapports Nord-Sud. (68, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-51-10-09.)

## UNIVERSITÉ DE CLERMONT-I

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

C E R D I

Unité associée au CNRS

Formation de haut niveau spécialisée sur le développement économique...

... donnant une culture économique fondamentale, combinant réflexion théorique, analyse des faits, expériences et stages à l'étranger, associant universitaires, chercheurs et professionnels des grandes institutions françaises et internationales de développement prenant appui sur des équipes de recherche.

Magistère de développement économique

- Un des sept magistères français d'économie.

- Une formation en trois ans ouverte aux étudiants après deux années d'études supérieures.

- Permettant d'obtenir simultanément le baccalauréat des sciences économiques, la maîtrise, et en 3<sup>e</sup> année.

Le DEA (Diplôme d'études approfondies) d'Économie du Développement, permettant de préparer ensuite le doctorat.

- Orientation principale : analyse des problèmes macro-économiques des pays en développement, économie internationale du développement, stratégies de développement.

Le DES (Diplôme d'études supérieures spécialisées) de développement économique

Orientation principale : analyse des projets de développement dans leur environnement socio-économique et international.

Concours admission directe en 3<sup>e</sup> année de maîtrise (option DEA ou DES) : dossier à déposer avant le 1<sup>er</sup> juillet.

Renseignements : CERDI, 41, boulevard Gergovia, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX

Tél. 73-93-84-20.



## MULATRESSE COLOMBIENNE

## Des hommes aux sangs si mêlés

LÈVE-TOI, MULATRE, de Manuel Zapata Olivella (traduit de l'espagnol par Claude Bourguignon et Claude Couffon). - Payot, Paris, 1987, 322 pages, 150 F.

L'ÉCRIVAIN colombien Manuel Zapata Olivella, dans cette autobiographie qu'est *Lève-toi, mulâtre* (1), n'a consenti à parler de lui qu'à titre de témoin d'une région des Caraïbes qui, selon les historiens blancs de l'Académie d'histoire de Carthagène-des-Indes (Colombie), « ne connaît aucun problème ». Ces académiciens ne s'intéressent qu'à l'histoire dont les Blancs sont les principaux protagonistes ; les autres : Noirs, mulâtres, zambos (2), etc., font seulement partie du décor.

En Colombie, des poètes comme Candelario Obeso ou Jorge Arteaga ont traduit les peines de leurs frères de race ; des idéologues noirs tel Nathanaël Diaz ont revendiqué la négritude comme facteur de lutte, mais Manuel Zapata a adopté une autre démarche : il est devenu l'ethnologue d'un peuple au métissage triethnique.

*Lève-toi, mulâtre* explique en quoi Manuel Zapata, médecin et anthropologue, se distingue des penseurs de la négritude. Sa mère l'avait prévenu : « Prends garde, mon fils, qu'en Afrique on ne te reproche un jour d'être blanc ». C'est ce qui est arrivé. Et en Colombie même, il dut affronter, dans les années 40, une sorte de discrimination des Noirs de la région du Cauca qui le trouvaient trop blanc. Trop noir pour les Blancs, trop blanc pour les Noirs et pas assez indien pour les Indiens, Manuel Zapata Olivella comprit qu'il fallait débloquer ces raisonnements superficiels à la fois par le combat antiraciste et par une exploration systématique des diverses communautés ethniques de Colombie. C'est ainsi qu'il créa un institut qui a recueilli, depuis trente ans, des milliers de documents concernant les coutumes, les traditions, les modes d'expression rituels, des musiques et des danses, qui révèlent la persistance à travers les siècles de la vivacité et de l'originalité de ces cultures marginales.

Lorica, où il est né, est une petite ville de style colonial espagnol, construite au milieu d'un paysage amphibie et dont la vie est rythmée par le régime du cours du fleuve et des lagunes. A Lorica, durant la saison des pluies, on circule en canot dans les rues de la ville basse. La petite enfance de Manuel Zapata s'est écoulée au bord du fleuve et des plages où il pêchait, capturant des oiseaux et pourchassant les iguanes. L'auteur évoque cette fusion des hommes avec leur milieu, notamment à travers la souvenance de ses oncles : « L'oncle Miguel, qui était un indien, connaissait toute la région du Sina, où la vie des hommes se mêle à celle des arbres. Il parlait aux pierres, aux rivières et aux bêtes ; l'oncle Leoncio, qui recueillait dans la montagne les plantes médicinales selon des rituels pré-indiens, pré-africains et les distribuait à la ville, était un autre maillon de la chaîne qui reliait chacun à la nature. »

Ce milieu géographique, un peu semblable à la terre d'Afrique, favorisait la réceptivité de l'enfant aux voix des ancêtres. Mais c'est sa famille élargie qui allait imprégner des récits parlés, chantés ou dansés provenant des lointains ancêtres africains ou indiens. Une famille nombreuse où l'on accueille le frère d'un autre lit et la parente veuve avec sa progéniture. Les mères et les tantes font des miracles quotidiens pour nourrir tout ce monde. Elles apportent également tendresse et savoir ancestral. De sa mère, fille d'indienne caribbe, Manuel Zapata a appris une sagesse dont il se réapproprie les paroles : « Ne cherche pas les richesses en dehors de toi-même » ; « Si tu veux atteindre les étoiles, creuse un trou profond » ; « L'espérance recueille chaque jour un habit neuf ».

OUTRE les femmes de la famille, qui lui enseignent les sagesse des trois coutumes, le père de Manuel Zapata joue un rôle déterminant dans la formation de sa pensée rebelle. Institutur, libre penseur, il puise chez les encyclopédistes du siècle des Lumières et chez Darwin les fondements de son enseignement. Le père Zapata enseigne à ses enfants à se défendre du racisme par l'intelligence et à étayer l'esprit rebelle par la connaissance. Il croit au triomphe de la pensée rationaliste indépendamment des critères de race.

La réflexion de l'auteur sur les rapports identité-race s'est construite par réaction à l'obsession espagnole de la pureté du sang. Cette obsession s'est aggravée chez les Blancs et *criollos* d'Amérique parce que l'immigration, essentiellement constituée d'hommes seuls, les obligeait à s'unir à des Indiennes ou à des Noires. C'est ainsi qu'à Carthagène les Blancs se divisaient en castes : Blancs de Castille (nés en Espagne), Blancs de la terre (nés en Amérique), Blancs des quatre côtés (les quatre grands-parents blancs), etc.

Ainsi, grâce à son père et aux femmes de la famille, l'auteur a appris à ne rien attendre des sangs qui coulent dans ses veines, mais aussi à ne pas privilégier le sang blanc des Olivella : « Ne cherche pas trop à remonter dans la généalogie de tes ancêtres blancs, lui répétait-on, car tu risques de tomber sur un marchand d'esclaves. »

DENISE MENDEZ.

- (1) Ce livre a reçu, en mars 1988 à Paris, le Prix littéraire des droits de l'homme.  
(2) Zambo : fils d'un Noir et d'une femme indienne.

## SOCIÉTÉ

## CROIX-ROUGE. LES STRATÉGIES DE LA BONNE CONSCIENCE. - Isabelle Vichniec

\* Alain Moreau, Paris, 1988, 288 pages, 80 F.

Le dix-neuvième siècle pouvait-il faire naître les sociétés industrielles sans qu'il y ait cette industrialisation de la guerre qui devait, avec le vingtième siècle, connaître son apogée ? C'est à cette réflexion, entre autres, que conduit le livre qu'Isabelle Vichniec, correspondante du *Monde* à Genève, vient de consacrer au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), créé par le Genevois Henri Dunant, mouvement fort aujourd'hui de deux cent cinquante millions de volontaires.

L'action du CICR, c'est aussi, surtout peut-être, l'élaboration du droit international humanitaire dont les textes de base sont destinés, non certes à supprimer la guerre, mais à l'humaniser autant que faire se peut.

Le CICR n'est pas toujours parvenu à éviter le pire. Les progrès dans l'art de tuer exigent de perpétuelles mises à jour. Le CICR s'y efforce, traquant les « nouveautés » techniques, visitant les prisons, s'interposant entre les belligérants, vérifiant le traitement des blessés, tentant de réunir les familles.

CLAIRE BRISSET.

Des professionnels de l'écriture à votre service pour Rédiger, remanier, enregistrer le livre que vous portez en vous.

Écrire à :  
SOS Manuscript  
11, Rue Boyer-Barret  
75014 Paris

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

## GÉOPOLITIQUE TRANSPARENTE. - Victor Prevot, Jean Boichard

\* Magnard, Paris, 1988, 288 pages, 262 F.

Simple, clair, bien illustré - cartes et graphiques -, cet « atlas-panorama de géopolitique mondiale » s'ouvre sur une présentation de la planète, de ses différents États, de la population, des grands espaces maritimes et stratégiques. « Le système terre en question » s'attache aux catastrophes naturelles et aux menaces écologiques. « Vivre ensemble » présente les inégalités et solidarités entre le Nord et le Sud, ainsi que les rapports de forces dans le monde, en particulier entre l'Est et l'Ouest. Une quatrième partie décrit chacune des grands ensembles géographiques (Proche-Orient, Afrique, Asie...) et des conflits qui les déchirent. Enfin, sous le titre « Déplacements mondiaux », sont étudiées les projections dans le monde des grandes puissances (États-Unis, URSS, Japon, France, RFA, Royaume-Uni). Au total, et malgré quelques lieux communs - sur le terrorisme, par exemple - un bon ouvrage de référence.

ALAIN GRESH.

## STATE OF THE WORLD 1988. - Sous la direction de Lester R. Brown

\* Norton, New-York, 1988, 237 pages, 9,95 dollars.

Dans ce cinquième rapport annuel, le Worldwatch Institute de Washington tire la sonnette d'alarme. Les auteurs estiment - chiffres à l'appui - que le monde court à la catastrophe si des mesures globales ne sont pas prises tout de suite pour établir un nouvel ordre économique, pour arrêter la destruction de la planète (forêts, sols, espèces), pour mettre un terme à la course aux armements incessante aggravée par le projet de « guerre des étoiles ». Le rapport insiste sur l'insuffisance de la prise de conscience et en appelle à l'action. Une action qui ne peut être que mondiale et suppose donc, outre l'accord des nations, la mise sur pied d'organismes supranationaux. Mais comment atteindre un tel objectif sans briser les puissants intérêts étatiques et privés ?

JACQUES DECORNOY.

## AMÉRIQUES

## TASK FORCE - THE FALKLANDS WAR, 1982. - Martin Middlebrook

\* Penguin Books, nouvelle édition, Harmondsworth 1987, 432 pages, 5,95 livres.

La guerre des Malouines a déjà suscité une quinzaine d'ouvrages outre-Manche. Celui que nous livre Martin Middlebrook constitue, à certains égards, une référence. Cette nouvelle édition comporte des éléments que l'auteur n'avait pas été autorisé à publier précédemment, en particulier le détail de certains engagements malouinés au cours desquels les troupes britanniques ont pris pour cible d'autres éléments du corps expéditionnaire.

L'ouvrage a pour thème exclusif le déroulement des opérations militaires, les autres aspects du conflit - diplomatique, politique et médiatique - étant largement laissés dans l'ombre. Il rend que l'historien se pourra se dispenser de consulter Task Force pour connaître dans le détail la stratégie, le terrain, les opérations, le matériel et l'équipement de la guerre des Malouines. Un conflit parfois jugé anachronique mais qui, sur le plan strictement militaire, relève de l'exploit, que l'on partage ou non la thèse, distinctement exprimée par l'auteur, qui assimile l'occupation des îles par les Argentins à l'entrée des troupes de Hitler en Rhénanie en 1936.

JEAN-CLAUDE SERGEANT.

## AMERICA : LA LUCHA POR LA LIBERTAD. - Eugenio-Maria de Hostos (préface de Manuel Maldonado Denis)

\* Ediciones Compromiso, San-Juan, Porto-Rico, 1988, 336 pages.

Porto-Rico s'approprie à fêter, en janvier 1989, le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Eugenio-Maria de Hostos.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la publication d'une passionnante anthologie qui tresse de Hostos consacré au continent américain. Ce qui donne sa véritable unité à la vie et à l'œuvre de Hostos, c'est son combat infatigable en faveur de l'indépendance des trois « Antilles-sœurs » : Saint-Domingue, Cuba et Porto-Rico. Il s'opposera avec acharnement à toute tentative de réannexion de Saint-Domingue par l'Espagne, comme il lutta contre tout légalisme des États-Unis dans les Antilles. Pour lui, les Caraïbes constituent une entité culturelle qu'il faut soustraire aux vieilles pratiques esclavagistes jadis imposées par l'Espagne. et Hostos développe, comme le souligne Manuel Maldonado Denis, une véritable sociologie de l'Homo caribbeus : « Politiquement, Hostos veut que les Antilles soient le flanc de la balance, l'acheminement vers l'union de la gigantesque fédération à venir ; socialement, humanement, elles constituent le creuset définitif des différents races. »

Selon lui, les Antilles peuvent devenir le théâtre d'une démonte plur-ethnique, mais il faut auparavant en éliminer les dysfonctionnements. Bien avant Franz Fanon, Hostos a broché une sorte de « portrait du colonisé » et dénoncé les effets dégradants du colonialisme.

CLAUDE FELL.

## EUROPE

## L'URSS ET SA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LENINE A GORBATCHEV. - Jacques Levesque

\* Armand Colin, coll. « U », Paris 1987, 2<sup>e</sup> éd., 404 pages, 150 F.

Il s'agit d'une réédition et, comme le précédent volume de la série, elle est précédée d'une introduction de l'auteur. Il traite à la fois des relations internationales et intérieures de l'URSS. La période postérieure à 1981 fait l'objet d'un chapitre nouveau : l'URSS est-elle une superpuissance en déclin ? L'auteur se livre à une analyse particulièrement minutieuse, car sur tous les fronts, relations intra-Conseil, contrôle des armements, politique à l'égard du tiers-monde, normalisation des rapports avec la Chine, il a eu à « boucler » son livre dans une phase d'évolution rapide de son sujet.

Dans sa conclusion, il oppose la vulnérabilité économique de l'URSS à sa puissance militaire et au pouvoir d'attraction que conserve le marxisme sur le plan international. Manuel de synthèse, mais sans doute, l'ouvrage demeure de lecture aisée, notamment parce que les références bibliographiques (malheureusement présentées de façon anarchique) sont répertoriées à la fin de chaque partie.

MARIE LAVIGNE.

## QUESTI ANNI ALLA FIAT. - Cesare Romiti (Entretien avec Giampaolo Pansa)

\* Rizzoli, Milan, 1988, 390 pages, 25 000 lire.

Cesare Romiti est le numéro un du management de Fiat. Il raconte quatorze années au service du groupe dont les Agnelli contrôlent le capital ; Giampaolo Pansa, le directeur adjoint de la *Repubblica*, qui l'interroge, est un faiseur-valoir sérieux. Au départ, des difficultés à la motricité des années 70 à l'arrivée, la puissance actuelle. Entre les deux : la restructuration du groupe, la défaite du syndicat, le tournant de 1980, la participation et le départ des Libyens, les rapports avec l'Amérique du Sud et du Nord, les prises de participation dans la presse et l'édition.

Romiti est un bon libéral : s'il attache de l'importance à la finance, il assure que ce n'est que comme soutien de l'industrie ; quant aux entreprises publiques, mal gérées par la participation, elles ne peuvent être que l'occasion de méfiance. Il y a aussi les mauvais serviteurs du capital dont De Benedetti, un homme dont les conceptions ne sont pas conformes à la « culture Fiat ».

Ce livre passionnant aide à comprendre comment on passe en Italie des années 70 aux années 80.

CLAUDE AMBROISE.

## PROCHE-ORIENT

## MILITARY POWERS ENCYCLOPAEDIA

\* Diffusion : éditions Eyrolles, 14, bd Saint-Martin, 75010 Paris, 1988, 1 300 F à 1 500 F.

Les problèmes du monde arabe ne cessent de dominer l'actualité. D'où l'intérêt des études qui se fixent pour objectif de nous informer avec précision sur les forces de défense et de sécurité des pays qui le composent. D'où l'intérêt aussi d'un savoir plus sur l'environnement géographique et géopolitique des États de cette zone. Un premier volume de *Military Powers Encyclopedia* (publié en français et en anglais) a fait porter ses investigations sur l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Un deuxième volume s'est intéressé à Djibouti, à la Somalie, au Soudan et à l'Égypte, ainsi qu'à l'Éthiopie. Le troisième tome traite de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman, du Qatar, Yémen du Nord et du Yémen du Sud.

Ces monographies par pays se succèdent. Elles permettent de tout savoir (ou presque) sur les forces militaires de chacun d'eux, leur emploi, les hommes qui les utilisent, les fournisseurs, la coopération militaire avec les États étrangers, les enjeux et les alliances.

Jacques de Lestapis est le maître d'œuvre de cet ensemble, dont nul - parmi ceux qui s'intéressent aux pouvoirs militaires - ne pourra se passer. C'est dire que le quatrième volume, qui, sans doute, traitera de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et de la Palestine, est impatientement attendu.

EDMOND JOUVE.

## PUBLIC OPINION AND THE PALESTINE QUESTION. - Sous la direction d'Elie Zureik et Fouad Mouharrabi

\* Croom Helm, Londres, 1987, 206 pages, 27,50 livres.

Depuis le déclenchement de l'insurrection en Cisjordanie et à Gaza, Palestiniens et Israéliens se disputent la conquête de l'opinion publique, avec un net avantage pour les premiers. Ce succès de l'OLP témoigne d'une évolution profonde et de la dégradation progressive de l'image de l'État juif, pourtant largement positive en 1967. Le livre, coordonné par Elie Zureik et Fouad Mouharrabi permet

de suivre, à travers les sondages, le chemin cheminement des opinions d'Afrique du Nord et d'Europe occidentale d'Israël à l'acceptation du fait national palestinien. Comme le montrent les auteurs, ces transformations sont perceptibles aussi aux États-Unis - la majorité des sondés acceptent l'idée d'un État palestinien - même si les dirigeants restent enfermés dans leurs vieux réflexes.

Un dernier chapitre est consacré à l'opinion palestinienne qui, on se l'est souvent dit, n'est pas homogène. Elle est en fait très diversifiée. Ces derniers restent encore massivement opposés à l'option palestinienne, mais les événements dans les territoires occupés pourraient entraîner certains changements. En 1968, une majorité d'Israéliens ne refusait-elle pas d'échanger le Sinaï contre la paix avec l'Égypte ?

A.G.

## AFRIQUE

## UN ETHNOLOGUE AU MAROC. - Paul Rabinow

\* Mouton, coll. « Histoire des gens », Paris, 1988, 145 pages, 50 F.

Relation de son travail d'enquête pendant deux ans (1985-1986), ce livre d'un universitaire américain, professeur à Berkeley, « a pris pour objet l'étude de l'objet », comme le rappelle Pierre Bourdieu dans son introduction.

C'est en effet à travers les expériences de sa recherche menée dans la région du Moyen-Atlas, autour de Sefrou, un essai sur l'ethnologie que nous livre l'auteur, et notamment sur le rôle des informateurs comme intermédiaires de la culture étudiée. Cette relation n'est ni innocente ni neutre. Les informations transmises sont déjà précisément informées : elles sont des interprétations, avant même d'avoir été recueillies, analysées puis organisées par l'ethnologue. Cette communication d'« intervention transculturelle » n'est pas linéaire, mais binaire et brisée.

RENÉ BAYSSIÈRE.

## L'AFRIQUE AU VITRIOL

## Le labyrinthe de l'identité

MON MARI EST CAPABLE, de Denis Boucolon. Flammarion, Paris, 1988, 203 pages, 69 F.

« A BANA » en langue dioula signifie « c'est fini » ou « il n'y en a plus ». Le héros du roman de Denis Boucolon vit dans une grande ville d'Afrique, Abaya qui ressemble à Abidjan comme à une sœur, mais qui rappelle Kinshasa, Dakar, Lomé ou Lagos. Le président local fait davantage penser à Mobutu, à Sekou Touré ou à Eyadéma qu'à Houphouët-Boigny. Barit au vitriol, ce roman met en scène une Afrique déstructurée, c'est-à-dire un monde où l'on se perd, une civilisation qui a éclaté sous les effets incontrôlés de l'urbanisation sauvage, le grand trou sombre d'un voyage au bout de la nuit, un univers désespéré où tout est fini et où il n'y a plus rien à faire.

*Mon mari est capable* (1) est le premier roman d'un jeune Antillais de nationalité française ayant servi dans les parachutistes au Tchad avant de passer son baccalauréat en Côte-d'Ivoire et de poursuivre ses études supérieures en France. Le thème central de cet ouvrage est l'identité. Non pas l'identité perdue du fait de la colonisation, du néo-colonialisme ou du choc des cultures, mais l'identité inaccessible dans une Afrique urbaine qui ne s'est encore trouvée un destin. Boucolon n'a pas choisi la familiarité : Isaac Johnson, son héros-narrateur, est de nationalité française, mais son père est Libanais, sa mère est Noire, et il ne connaît même pas le nom de son arrière-grand-père.

Pour signifier ce problème d'identité, Denis Boucolon fait sauter un tabou fondamental dans l'Afrique d'aujourd'hui : celui de l'homosexualité. Car quand, à cinq ans, Isaac Johnson fut chassé par les filles de leur groupe de jeux, il n'en fut pas pour autant accepté par les garçons, dont, de toute façon, il craignait la violence. Mais très vite ce jeune homme, sans père et à la mère constamment absente, s'est laissé carresser par ceux qui se peignent tatoués. Lorsque, à l'adolescence, il s'engagea en France pour poursuivre ses études secondaires, il vivra du commerce de son corps, c'est-à-dire que, telle une figure christique, il acceptera de se coucher, lui, le Noir, sous l'homme blanc dont il supportera le fardeau. Il sera nommé par celui qui le transperce, et avili dans une jouissance recherchée.

Constantement déboussolé, ne trouvant refuge que dans un narcissisme sévère, Isaac perçoit de plein fouet la violence du réel en Europe : « Je courrais les bras en croix, ire de liberté, indifférent au froid, à la neige, à la boue, à la pluie. Je voulais tout voir, tout toucher, tout nommer. » Cette Europe, il la voit glaciale et vieille : « On excitait les jeunes hors des villes, on les enfermait dans les écoles, et seuls les adultes, les vieux (que de vieux !), tous plus tristes, austères, inquiets que les autres, arpentaient les trottoirs de cette grande métropole. »

Mais l'Afrique, le monde noir, ne trouvent pas non plus grâce aux yeux d'Isaac. La vie politique y est kafkaïenne, à l'image du destin d'Isaac, « la première République noire à s'être libérée de l'esclavage pour sombrer dans le cauchemar nègre ». Pour voyager hors des frontières, il faut une autorisation du père, ce qui n'est pas facile lorsque ce père est un opposant politique et qu'il a été exécuté clandestinement, sans procès et sans même laisser la trace de son cadavre. Que pense en outre Mammy Wama, la déesse de la lagune, du pillage de l'Afrique par « nos frères ministres ou présidents » ?

Ce roman à l'écriture tonique et à la thématique très originale n'est pas sans défauts. Le procès narratif manque de logique : on ne comprend pas très bien pourquoi le narrateur part en Europe parfaire ses études, pourquoi, alors qu'il a un succès fou auprès des femmes à la peau translucide (l'auteur n'échappe pas au cliché éculé qui veut que les Noirs courtisent les plus blanches des blanches), il est contraint de se prosterner à Rochecorbon, et pourquoi, bien qu'étant premier en classe, il lui faille devenir le giton d'un recteur d'université veuf et à la retraite. Pourquoi, également, il refuse un travail salarié et mal payé, lot de millions de Français. En prenant directement en charge la narration, l'auteur est tombé dans des pièges qu'il s'est lui-même tendus.

BERNARD GENSANE.

(1) Un mot sur le titre. Un « mon-mari-est-capable » est un type de coiffure. Dans des pays où le discours politique est plus ou moins verrouillé, on donne des noms aux parures vestimentaires (comme les pagones) ou capillaires que l'on fait porter.

du

## ÉCONOMIE

## LE PLUS BAS - François Châtelet

\* Éditions du Seuil, Paris, 1988, 200 pages, 100 F.

Un livre qui ne se contente pas de dire que le monde est en crise, mais qui explique pourquoi. François Châtelet, professeur à l'École Polytechnique, nous fait passer en revue les différents aspects de la crise économique mondiale. Il nous montre comment la mondialisation a conduit à une crise de la production, de la consommation, de la monnaie, de la finance, de la politique. Il nous explique comment la crise est le résultat de la concurrence entre les différents pays, de la dévaluation du dollar, de la hausse des prix du pétrole, de la crise des dettes. Il nous propose des solutions pour surmonter la crise : la réduction des dépenses, la dérégulation, la privatisation, la réforme des institutions internationales.

A. A. LUPATTE.

## UNIVERSITÉ - EST - François Châtelet

\* Éditions du Seuil, Paris, 1988, 200 pages, 100 F.

Un livre qui ne se contente pas de dire que le monde est en crise, mais qui explique pourquoi. François Châtelet, professeur à l'École Polytechnique, nous fait passer en revue les différents aspects de la crise économique mondiale. Il nous montre comment la mondialisation a conduit à une crise de la production, de la consommation, de la monnaie, de la finance, de la politique. Il nous explique comment la crise est le résultat de la concurrence entre les différents pays, de la dévaluation du dollar, de la hausse des prix du pétrole, de la crise des dettes. Il nous propose des solutions pour surmonter la crise : la réduction des dépenses, la dérégulation, la privatisation, la réforme des institutions internationales.

## HISTOIRE

## PAL DE GUERRE 1939-1945

\* Éditions du Seuil, Paris, 1987, 200 pages, 100 F.

Un livre qui ne se contente pas de dire que le monde est en crise, mais qui explique pourquoi. François Châtelet, professeur à l'École Polytechnique, nous fait passer en revue les différents aspects de la crise économique mondiale. Il nous montre comment la mondialisation a conduit à une crise de la production, de la consommation, de la monnaie, de la finance, de la politique. Il nous explique comment la crise est le résultat de la concurrence entre les différents pays, de la dévaluation du dollar, de la hausse des prix du pétrole, de la crise des dettes. Il nous propose des solutions pour surmonter la crise : la réduction des dépenses, la dérégulation, la privatisation, la réforme des institutions internationales.

JACQUES LE GONC.

## Etudes en

littéraires, scientifiques et économiques

## Baccalauréat statut officiel

Admission dès 10 ans

Ambiance calme et saine

Accès aux bourses officielles

École

lén

la

3, ch. de Paris

Tél. 19-41/21/201501



# du mois

## ECONOMIE

**LE JOUR LE PLUS BAS.** — François Cane et Frédéric Rieux  
\* J.-C. Lemaire, Paris, 1988, 300 pages, 110 F.

Le titre de la Coréenne Ryan dit bien le style de ce livre : l'histoire contemporaine (le krach du 19 octobre) racontée comme un roman journalistique. Mais la surprise est dans le contenu. Au-delà du grand public, l'économiste le plus averti découvrira avec stupéfaction une analyse macro-économique majeure des années 80, boursière de chiffres difficiles à saisir, d'anecdotes, de schémas explicatifs sur les mécanismes les plus sophistiqués de la « sphère financière » avec glossaire et index. Car il ne s'agit pas de comprendre les raisons fondamentales qui ont engendré l'immense bulle financière des années 1984-1987 et qui l'ont finalement fait éclater. Des fondamentaux à la bulle psychologique, il y a un déplacement de mécanismes, d'institutions nouvelles, de comportements spéculatifs, d'états d'esprit. Alors, il faut entrer dans le détail des mécanismes (et les décrypter), le détail des comportements (et citer les chiffres), le détail des états d'esprit (et citer des lettres confidentielles, des interviews, brouillons de journaux). Bref, un petit fragment d'histoire totale ! Et, pour finir, une note d'espoir : les années 90 seront celles du retour aux valeurs morales. Espérons que nos spécialistes en ce domaine ne spéculent pas indûment.

ALAIN LIPIETZ.

**LE COMMERCE EST-OUEST.** — François Seurat  
\* Economica, coll. « Bibliothèque d'économie internationale », Paris, 1988, 174 pages, 50 F.

François Seurat analyse les échanges Est-Ouest du point de vue de la « sociologie », c'est-à-dire, avant tout, de l'URSS et des autres pays de l'Est. Ce parti pris (d'ailleurs pas toujours respecté par l'auteur puisque certaines questions — dumping, embargo — sont traitées du point de vue de l'Ouest) ainsi que les contraintes dimensionnelles de la collection ne permettent à l'auteur que des développements sommaires sur de nombreux points (structure et évolution des échanges, mécanismes et institutions). Les chapitres les plus intéressants concernent la théorie de l'échange international dans les pays socialistes et le débat sur la convertibilité des monnaies socialistes. La conclusion insiste sur la « banalité » des échanges Est-Ouest, dans la logique que fondamentalement économique, comme celle de l'économie internationale en général.

M. L.

## HISTOIRE

**JOURNAL DE GUERRE (1939-1940).** — Georges Friedmann  
\* Gallimard, Paris, 1987, 308 pages, 50 F.

L'« événement sera notre maître intérieur », disait Emmanuel Mounier. Telle est la conviction qui anime également dans les pages denses et vibrantes des carnets de guerre de Georges Friedmann enfin publiés dix ans après sa mort. Mobilisé dès les premières heures, l'auteur s'entend pas se départir d'un comportement philosophique de distanciation critique face à des événements qu'il analyse jour après jour.

Sa lucidité le conduit à s'interroger, au lendemain du pacte germano-soviétique, sur les ressorts de la politique soviétique et par conséquent sur la nature du régime et la responsabilité de l'idéologie stalinienne : « Il faut aller jusqu'à la racine du mal et ne pas craindre de se poser la question : les germes d'un certain amoralisme cynique se trouvent-ils dans l'action et l'œuvre théorique de Lénine ? » (p. 104).

Avec l'urgence lui paraît-il s'imposer : renouer avec l'humanisme et l'humanité. Non pas l'humanisme à quelques valeurs imprécisibles : « L'homme qui veut encore servir ne peut rien faire de mieux, à travers cette tourmente, que de tenter de se rapprocher de l'humanité, de tenter d'élever l'homme en lui. » (p. 116). Le témoignage poignant d'un homme d'élite et, comme le note Edgar Morin, « un document crucial dans l'histoire des intellectuels français ».

JACQUES LE GOFF.

## POLITIQUE

**L'EXPERIENCE MEDITERRANEE. CONTINUITÉ ET CHANGEMENT DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE.** — Sous la direction de Stanley Hoffmann et Georges Ross  
\* PUF, Paris, 1988, 445 pages, 230 F.

Stanley Hoffmann et Georges Ross n'ont pas attendu la fin du premier septennat de M. Mitterrand pour dresser un premier bilan du changement depuis 1981. Dès le printemps 1986, ils ont réuni à Harvard une vingtaine de chercheurs américains et français pour réfléchir l'expérience méditerranéenne, et les analyses qu'ils nous livrent sont remarquables par leur sens de la nuance et la précision de leurs appréciations.

Cet exercice à plusieurs voix ouvre de très utiles et souvent stimulantes perspectives aussi bien sur le repositionnement des socialistes face à l'univers économique (P.A. Hall) que, du point de vue politique, sur l'alliance de stabilité institutionnelle et de profond changement induit par la « normalisation de la démocratie » (O. Duhamel) via l'alternance. Si la part de changement semble plus nettement l'emporter sur le terrain social, les faits ne tardent pas à montrer les limites du volontarisme des premières heures (G. Ross) au profit d'un réalisme qui se déplace largement dans le domaine de la politique internationale. Bilan positif selon S. Hoffmann qui parle de « contribution valable à la modernisation et à la normalisation de la société française ». Point sombre cependant : « La question de la cohésion et de l'éclosion de l'identité nationale reste sans réponse. » A moins que...

J. L. G.

## CULTURE

**NOUVEAU DISCOURS SUR L'UNIVERSALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE.** — Thierry de Beauséjour  
\* Gallimard, Paris, 1988, 245 pages, 50 F.

Plus de deux cents ans après le fameux Discours de Rivoli, Thierry de Beauséjour, nouveau secrétaire d'Etat à l'action culturelle extérieure et à la francophonie, estime que la langue française est à nouveau universelle, non par un raisonnement officiel de la France, sans qu'elle ne soit aussi parlée dans les mondes arabe, africain et américain. L'auteur se réjouit de cette perte de monopole parce qu'elle est source d'enrichissement. C'est d'ailleurs là, mais seulement depuis peu, la thèse des représentants officiels de la France, sans qu'elle ne soit aussi parlée dans les mondes arabe, africain et américain. L'auteur se réjouit de cette perte de monopole parce qu'elle est source d'enrichissement. C'est d'ailleurs là, mais seulement depuis peu, la thèse des représentants officiels de la France, sans qu'elle ne soit aussi parlée dans les mondes arabe, africain et américain. L'auteur se réjouit de cette perte de monopole parce qu'elle est source d'enrichissement. C'est d'ailleurs là, mais seulement depuis peu, la thèse des représentants officiels de la France, sans qu'elle ne soit aussi parlée dans les mondes arabe, africain et américain.

BERNARD CASSIN.

**MÉLANGES OFFERTS À GABRIEL MERLE.** — Sous la direction de Max-Peter Guenais, Robert Penet, Annette Roumet-Kozes  
\* ELLA, Université Paris-VII, Paris, 1987, 352 pages, 60 F.

Une vieille tradition de l'université française veut que les professeurs émérités offrent à leurs collègues un ouvrage écrit par ses collègues sous forme de « Mélanges ». Gabriel Merle, universitaire éminent, à l'érudition modeste, auteur d'une thèse brillante sur Lytton Strachey mais esprit éminent, a fait honneur à cette tradition en offrant à ses collègues sous forme de « Mélanges » un ouvrage écrit par ses collègues sous forme de « Mélanges ».

B. C.

## Pour une histoire de l'immigration

Par YVES FLORENNE

UN livre (1) qui ouvre une voie. Gérard Noiriel avait bien des titres, outre sa chaire d'histoire sociale à l'Ecole normale supérieure, pour motiver et justifier son ambition de poser les fondements d'une histoire dont il pense qu'elle reste à faire.

Entraîné dans le passé, le lecteur n'aura pas l'inconvenance de se demander si l'immigration ne serait pas l'une des plaies du monde moderne que les Etats-Unis ont généreusement exportées en Europe, après avoir fondé sur cette immigration leur nation et leur empire. Qu'il en soit, les émigrés d'Europe orientale, issus d'un colonialisme, ont tout juste deux cents ans d'âge : l'immigration « française », dans ses sources rassemblées à l'extrême occidentale européenne, compte plus de trois millénaires. C'est toute la différence.

Restons dans l'Europe moderne. L'immigration, longtemps ignorée jusqu'à la mort, commence avec le Second Empire et l'industrialisation. Elle a continué sur cette lancée. Objectera-t-on à l'auteur que lui-même poursuit son étude en identifiant implicitement l'avenir à cette « civilisation industrielle », pourtant déjà en question. L'immigration fut, dès l'origine, asséchée par le besoin de main-d'œuvre, à bon marché, corvéable à merci ; d'où le soutien actif des entrepreneurs. C'est l'incapacité de nos sociétés à admettre l'homme de la masse de travail non gratifiant que la machine est déjà prête à accomplir, c'est cette incapacité et ce refus, qui engendrent pour les uns l'aube de travail, pour les autres la condamnation à rien faire.

Le lecteur se demandera peut-être quelle nécessité linguistique a conduit l'auteur à intituler son chapitre central : UNPROOTED. Autant qu'on sache, la masse des déracinés pauvres n'est pas particulièrement formée par les Anglo-Saxons. On lit aussi, sous sa plume, que pour « parler l'expérience immigrante », il faut « rompre avec les belles écritures de l'histoire » ; et « l'historien oublie un peu vite » que [ici le même lecteur aura un léger sursaut], « selon la formule de Philippe Lejeune : je suis un autre ». Bien entendu, le titre de Lejeune est une citation, et la « formule », tombée dans le domaine public, a pour inventeur un oiseau migrateur nommé Rimbaud. Mais, même rue d'Ulm, la culture moderne a déjà relégué cet « archaïsme » de la culture, justement, et du langage — lequel n'en vient pas moins d'être élu par les 54 % de Français (sans compter les autres) qui ont renouvelé le mandat de leur assemblée. En gros, comme on sait, simplement : le premier, dans la République.

Quant au déracinement, en quelque langage qu'on le parle, il ne va jamais sans nostalgie, et presque jamais sans espoir du retour. L'immigration n'est jamais qu'une contrainte. Elle n'est un libre choix que pour les riches.

Ecrivant le passé, l'historien prend l'immigration moderne au dix-neuvième siècle, jusqu'à nos jours, entre deux guerres. Son histoire se retrouve donc portée sur les immigrés venus de l'Europe occidentale. Un seul élément « exotique » : les Arméniens. Il est piquant de se souvenir que le docteur René Maritain, à l'anthropologue, théoricien raciste, choyé par Vichy, trouvait précisément dans les Arméniens le germen idéal pour la « race française ». Ces émigrés européens n'ont pas moins provoqué un rejet violent chez les indigènes (nous parlons des Français racinés). Aujourd'hui, elle est adoptée, à seule fin de mieux

déconsidérer l'autre. Ne reste pas moins que les Européens ont de fortes et fort anciennes racines communes. A l'égard de ces « autres », la plupart des difficultés, nées de modes de vie quotidiens trop dissonants, doivent être très remédiables.

Quant aux religions, la tiédeur du climat religieux français leur est favorable. Seule exception, mais qu'un Etat de droit ne peut accepter : leurs formes intégristes qui refusent toute laïcité ; pour celles-là, il n'est de loi que leur propre loi. A leurs marges, on trouve des zones floues de traditions et de pratiques que la religion revendique, ici, et là, renie. Ainsi des mutilations pénales ou de la lapidation à mort, bien entendu non « immigrables ». Et pourtant... La France ferait les yeux sur les mutilations sexuelles les plus cruelles. Il est vrai qu'elle ne concerne « que » les femmes. Des « femmes », le plus souvent, d'un an ou deux d'âge. « Mieux » encore : avec la louable intention d'épargner à ces victimes enfantines, au moins la torture, parfois le mort, on favorise une exécution propre, chirurgicale et hospitalière. Pour le coup, c'est l'assimilation inversée : car, nous voulions ou non l'ignorer, nous devenons nous-même partie prenante dans ces mutilations. Mais il faut beau voir qu'une société multiculturelle immigrée pratiquant la castration de neuf jeunes filles sur dix. Tous les gouvernements virils du monde entier invoqueraient furieusement les droits de l'homme. A juste titre : ces droits immémoriaux de l'homme sur la femme.

POUR mieux démythifier leur « mythe des origines », l'auteur avance que plus d'un Français sur trois, en remontant qu'à ses arrière-grands-parents, a une ascendance étrangère. C'est bien possible. Mais comment le savoir ? La statistique, inexistante, ne pourrait s'établir que sur l'état civil. Or de quel est fait la partie immergée de cet iceberg ? La mesure serait aussi fâcheuse que de prétendre dénombrer les enfants adultérins dans toutes les familles françaises, pures ou mélangées.

Soyons modestes dans nos recherches, théories, usage douteux de données statistiques, bref, dans notre « réflexion scientifique », plus ou moins. Modestes aussi dans notre appréciation de l'homme dit sapiens. La xénophobie, hélas, est universelle, aussi vieille, probablement, que les premières cavernes habitées. Elle commence à la frontière du village, au voisin de pelier ; et jusque dans les profondeurs de l'organisation humaine : son premier mouvement n'est-il pas de rejeter l'étranger, greffé, ce corps étranger qui lui rendrait la vie ? Pour « changer tout cela », il n'est d'autres médecines et médecines que le temps, une très longue patience, la persévérance, le lent apprentissage de la raison, qui est, paraît-il, avec le rire, le propre de l'homme. Tout ce qui ferait que les violences opposées du déracinement et du rejet se diluent dans une certaine communauté humaine, qui rendrait toutes racines nourissantes, nourricières, savoureuses pour tout le monde. Utopie ? Certainement. C'est-à-dire, non pas illusion, pas même vision, mais imagination créatrice d'un possible futur.

(1) Gérard Noiriel, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Le Seuil, Paris, 1988, 444 pages, 160 F.

## RELIGION

**L'ISLAM ET LES MUSULMANS EN FRANCE.** — Sadek Sellam  
\* Editions Tougal, Paris, 1987, 486 pages, 130 F.

Plus que d'islam et de musulmans en France, il s'agit ici d'une vision française des musulmans et de l'islam. Empruntant largement au genre autobiographique, l'auteur convoque ses chahutiers : G. Zaidi, Y. Moubarac, M. Benabib, L. Massingon et bien d'autres, pour une rétrospective équilibrée dans laquelle l'effort de compréhension de quelques uns répond à l'analyse critique de plus grand nombre. Signifiant au passage les tares et mérites des orientalistes militaires, chrétiens et universitaires, S. Sellam montre un goût prononcé pour une galerie de têtes très étiolées où les musulmans d'origine et de conversion sont fort éloignés de l'immigré de base. Celui-ci n'apparaît qu'en fin de livre et, avec lui, s'affirme le caractère moraliste d'un ouvrage qui vise, par le développement de la communauté musulmane, à la réhabilitation sociale et culturelle de l'islam en France. On signale aussi la belle « lettre-préface » de Jacques Berque sur une nécessaire compréhension islamoméditerranéenne dans la démarche de Sadek Sellam porte déjà ce sympathique témoignage.

LOUIS-JEAN DUCLOS.

**LE PROTESTANTISME.** — Jean Baudrôt et Jean-Paul Willaime  
\* MA éditions, coll. « Le monde de », Paris, 1988, 207 pages, 55 F.

Dans notre siècle d'encyclopédies, sans doute était-il indispensable de disposer d'un livre de référence rapide et complet sur ce protestantisme qui, décidément, intrigue et intéresse : plus de cent vingt-cinq siècles, de la théologie la plus traditionnelle à la plus récente, des théologiens les plus prestigieux aux laïcs les plus divers, du protestantisme à l'évangélisme, de l'évangélisme à la bio-théologie. Un énorme travail que nous offrent deux des personnalités universitaires les plus chevronnées du protestantisme français.

Pour l'appréhender, on salue, bien sûr, sur ce qu'on connaît. Pour voir. Alors, on regrette que cette vitrine soit un peu complaisante, un tantinet apologétique. L'écoulement, certes,

le pape actuel y a mis un frein. Mais alors la « démocratie », pourquoi ne pas en avoir les limites à l'intérieur même des structures sociales ? Le protestantisme français ? On souligne le risque centrifuge, mais non, hélas, les schémas centrifuges. L'Irlande du Nord ? Seuls l'IRA (catholique) est « fanatique ». Silence sur la représentation parlementaire du parti qui le sous-tend. Mais l'abbé, le Le Pen irlandais, conserve le titre de pasteur, qu'il n'a reçu que de lui-même. On aimerait quelque chose de plus décapé, de plus réaliste, de moins amical. Le protestantisme n'y perdrait rien.

DORA VALAYER.

**REDEMPTION ET UTOPIE. LE JUDAÏSME LIBERTAIRE EN EUROPE CENTRALE.** — Michael Löwy  
\* PUF, Paris, 1988, 256 pages, 100 F.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, toute une génération d'intellectuels juifs, venus d'Allemagne et d'Europe centrale, s'attachèrent de l'assimilation prônée par leurs aînés pour pulser à la fois dans le romantisme et la mystique juive l'image d'une rédemption du monde. C'est l'histoire de cette génération, de « l'affinité élective » qui permit d'être non seulement des deux sources d'inspiration, mais des intellectuels aux mouvements révolutionnaires, que retracera Michael Löwy. Son essai est un véritable chef d'œuvre, appelé à faire date, aussi bien dans l'histoire de la philosophie que dans la connaissance si lacunaire de cet univers spirituel englobant. A travers les figures de Martin Buber, Hermann Cohen, Walter Benjamin, Franz Rosenzweig, Gershom Scholem, Ernst Bloch et Georg Lukács, il nous restitue la complexité et la richesse de ces itinéraires, dans une approche aussi érudite que sensible, dont on ne saurait songer sans la profondeur et la beauté.

JEAN-MICHEL PALMIER.

## COMMUNICATION

**LE SALAIRE DU ZAPPEUR.** — Serge Doney  
\* Ramsay, Paris, 1988, 256 pages, 48,50 F.

Bombardé de style, intelligence de l'auteur, passion du sujet, tout dans ce livre séduit fortement le lecteur exigeant. Serge Doney — inventeur du célèbre sigle PAF (jeu vidéo audiovisuel français) — rassemble ici une cinquantaine de courtes chroniques publiées au jour le jour par *Libération* et qui constituent une réflexion neuve, soignée, lumineuse, sur la nouvelle télévision, sur sa vraie nature, sur sa vraie culture.

Livre fondateur de ce qui pourrait être une « téléphilie » (comme on dit cinéphilie), il pose les bases d'un authentique savoir sur la télévision, ses formes et sa complexité rhétorique. Après l'avoir lu, on ne pourra regarder la télévision comme avant.

IGNACIO RAMONET.

**LIRE EN EUROPE.** — Sous la direction de José Vidal-Benayto et de Bernard Cassin  
\* Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1988, 180 pages, 50 F.

On lit moins aujourd'hui en Europe que jadis, tandis que l'illuminisme se répand. Effet sans doute de la tyrannie de l'audiovisuel, conjugué à l'échec de l'enseignement et à la stagnation culturelle.

Pourtant, soulignent les auteurs de ce passionnant ouvrage collectif, la production éditoriale ne s'est pas ralentie. Mais ils observent que « de sérieuses menaces pèsent sur la diffusion de la création intellectuelle ». L'écrit, estime Bernard Cassin, a aujourd'hui besoin de légitimation. Il propose la création « d'un espace européen de la lecture » et invite les responsables politiques à faire preuve de volontarisme culturel afin de préserver l'écrit et son message indispensable de pluralisme, de liberté. Et donc d'humanité.

L. R.

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques

**Baccalauréat (séries A, B, C, D)**  
statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.  
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

école  
**lemaniana**  
lausanne

3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse  
Tél. 19-41/21 20 15 01 - Fax 19-41/21 22 67 00 - Téléc 460 80 00 et 41

## PRODUITS DU TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médallés :  
Ch. SCHLERET,  
propriétaire-viticulteur à  
F 68230 TURCKHEIM

## VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITE HALAL-CACHER)

— Autres produits alimentaires ;  
— arrivages de l'Argentine par avion garantis ;  
— expéditions partout dans le monde.

**carnar France**

CD

17, rue de la Comète - 75007 Paris  
Téléc : 20 50 88 F - Tél. : 47-05-96-81



## IMMIGRATION ET CITOYENNETÉ

## Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique

Par PHILIPPE VIDELIER

Il a suffi de quelques réflexions de M. François Mitterrand sur le « sens de l'histoire » et la citoyenneté des gens qui vivent et travaillent en France pour que, dans l'instant, ressurgisse le spectre de la submersion islamique. Sur les ondes d'Europe 1, M. Jacques Chirac invitait les Français à imaginer un Khomeiny « qui serait devenu conseiller municipal de Neuilly-le-Château (1) ». Après le mouvement étudiant de l'hiver 1986 et la mort de Malik Ousseline, après le rapport Hamoun sur le racisme et celui de la commission des « sages » sur la réforme du code de la nationalité française, paraissait révolu, sauf pour l'extrême droite, le temps des appels aux passions honteuses. Aussi peu fondé que décent, l'amalgame : immigré égale Arabe, égale musulman, égale chiite, égale Khomeiny, était de nouveau supposé attirer les suffrages des électeurs effrayés. Comme lors des élections législatives de 1986.

Au soir du 16 mars 1986, le champagne coulait à flots au quartier général du Front national : « 1 800 bouteilles of France's most festive wine (2) », précisait l'*International Herald Tribune*, qui, depuis un siècle, porte un regard américain sur la France. « Paris est une belle ville, confiait l'un des fidèles à la journaliste d'outre-Atlantique, mais il y a trop de Noirs et d'Arabes maintenant. Ce n'est pas du racisme, mais Le Pen comprend qu'il y en a trop ici. Ils doivent partir. » Les mois précédents, dans les journaux français, s'étaient les placards publicitaires du parti de M. Chirac annonçant autour des thèmes « Vivement demain avec le RPR » et « Vivement la France », les mesures-clés qu'adopterait son gouvernement. Parmi celles-ci, la refonte du droit de la nationalité. « Il faut le faire. Nous le ferons », affichait péremptoirement la publicité.

Le *Herald Tribune* notait que si John F. Kennedy avait lancé la mode des gouvernements qui misent beaucoup sur les cent premiers jours, et si cette perspective pouvait tenter M. Jacques Chirac, la voie restait étroite pour la France (3). Lorsqu'en novembre 1986 le conseil des ministres adopta un texte modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française, les observateurs américains virent dans le projet « une réponse à la puissante vague anti-étrangère dans le pays, alimentée par la montée du Front national d'extrême droite (4) ». Loi sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrants en France, expulsion des cent un Maliens, projet de réforme du code de la nationalité, l'association SOS-racisme croyait « vivre un mauvais rêve (5) ». Mais qui se souvient que ce mauvais rêve, les États-Unis l'ont vécu en un temps où les catholiques faisaient les frais des terreurs du Nouveau Monde ?

## « Une sensualité débordante »

EST-IL nécessaire de modifier les conditions de naturalisation pour préserver l'identité nationale ? Les catholiques sont-ils intégrables ? Ces angoissantes interrogations dominent le dix-neuvième siècle américain. On rapporte qu'en avril 1855 à la question de savoir pourquoi elle se promenait armée dans les rues de New-York, une femme répondit : « Pour la même raison que mon mari : pour me protéger des catholiques ». L'année précédente, les États-Unis avaient accueilli 427 833 immigrants, cinq fois plus qu'en 1844.

A Boston, le révérend Lyman Beecher prédisait que seul un renouveau religieux pouvait encore repousser cette « invasion » de l'Europe catholique. Dans les ghettos de New-York et de Philadelphie, les catholiques irlandais ou allemands s'imposaient. Leurs prêtres, comme l'évêque John Hughes à New-York, prétendaient faire subventionner leurs écoles confessionnelles — celles d'une religion liée à l'étran-

ger — par des fonds publics, et même remplacer la bonne Bible, celle du roi James, par une version à eux. Par ailleurs, et quoique chacun ait droit en cette libre Amérique à vivre selon sa foi, il fallait bien reconnaître que leurs mœurs étaient fort peu compatibles avec les règles de la morale telles que l'Union les concevait. Après avoir lu dans le *Philadelphia Daily Sun*, du 14 mai 1844, la dénonciation de « la débauche éhontée, la prospérité du vice et la sensualité débordante », qui prévalent dans le système papiste : « Laissez-vous votre fille sortir avec un catholique » ?

Les démocrates, prêts à manger à tous les râteliers, se firent élire à New-York grâce aux voix de catholiques fraîchement naturalisés. C'en était trop pour les vrais Américains, ceux qui avaient conquis la liberté au monde, et qui pensaient, comme Joseph Tinker Buckingham, de Boston, que la charité commence par soi-même et ordonne de s'auto-préserver. Ainsi naquit, en juin 1843, l'*American Republican Party*, dont les objectifs honorables pouvaient se résumer en trois points : les postes publics devaient être réservés aux Américains ; la bonne Bible maintenue dans les écoles ; et le délai de naturalisation porté de cinq à vingt et un ans. Le parti commença par se purger de ses éléments nés à l'étranger (on risque toujours une infiltration). Aux élections sénatoriales de New-York, en 1843, il obtint plus qu'un succès d'estime avec 23 % des suffrages.

## « La canaille étrangère »

A Philadelphie, en 1844, le parti entreprit de donner une leçon aux Irlandais qui, non seulement faisaient sur le terrain de l'emploi une concurrence déloyale aux travailleurs américains, mais encore d'une ville faisaient un taudis. Kensington, par exemple, avait été autrefois un quartier chic. Il fallait voir combien il s'était dégradé jusqu'à devenir leur ghetto. On a parlé de provocation ; mais pourquoi les Républicains américains n'auraient-ils pas eu le droit de tenir meeting en plein quartier catholique ? Il s'ensuivit quatre jours d'émeutes, des morts, des blessés, des pillages. « Les séides d'un clergé despotique, dans les rues de la seconde ville de l'Union, ont abattu avec des balles de mousquets des citoyens [américains de naissance] parce que ces descendants des héros révolutionnaires se réunissaient paisiblement pour discuter du Lien du pays », écrivait l'un de ces républicains au sénateur de la Virginie. Les « paisibles citoyens » tentèrent d'incendier les églises de Saint-Augustin et Saint-Nicolas, ce qui leur valut le surnom de « Churchburners ». En juillet, les American Republicans décidèrent d'une grande manifestation à Southwark, autre quartier de Philadelphie. Aux premiers rangs paraissaient les blessés de Kensington, les victimes de la « canaille étrangère ». La tension monta encore. Et lorsque, le 6 juillet, les émeutiers menacèrent l'église de Saint-Philippe-de-Néri, où, disait-on, les catholiques entassaient des armes, la troupe fit feu et il y eut plus d'une dizaine de morts (6).

L'incendie d'une église a toujours fait la plus détestable impression sur le public américain, si respectables qu'aient été les motifs des American Republicans. Ce fut le début de leur déclin. En outre, leur prétention à concurrencer les Whigs (conservateurs) au plan national désagréa les alliances passées localement et précipita leur marginalisation. Mais le fondamentalisme sut renaitre de ses cendres.

En 1854, l'ordre de la Bannière étoilée (*Order of the Star-Spangled Banner*) donnait naissance à l'*American Party*. Il paraît qu'interrogés sur leur goût du secret, les membres de l'ordre, qui s'appelaient eux-mêmes les « sires de 76 » — constant rappel de la déclara-

tion d'indépendance et des valeurs américaines — répondirent qu'ils n'étaient au courant de rien : « I know nothing ». C'est pourquoi on leur donna le nom de *Know-Nothings*, et à leur mouvement celui de *Know-Nothingism*. Ils étaient organisés en *Wigwags*, dirigés par des *Sachems*, et trouvaient une base dans les milieux populaires, chez les artisans et les ouvriers qualifiés. Leur influence culmina dans les années 1854-1855. Leurs hommes parvinrent à contrôler plusieurs États, mais ils étaient puissants surtout dans le Massachusetts. Le problème noir les divisa dès 1856, puis la Sécession et la guerre civile mirent fin à leur activité. Mais c'était ce que S.M. Lipset et E. Raab appellent une « classique victoire dans la défaite (7) » : « Ils disparurent comme parti politique parce qu'ils étaient devenus une force politique victorieuse dans le courant dominant » du Parti républicain, fondé en 1854 et avec lequel les *Know-Nothings* avaient tissé de solides alliances.

Le président Ulysses S. Grant, qui avait appartenu aux *Know-Nothings*, envisageait ainsi sereinement dans une réunion d'anciens combattants, en 1875, la possibilité d'une nouvelle guerre civile, cette fois-ci entre... protestants et catholiques : « Entre le patriotisme et l'intelligence d'un côté, et la superstition, l'ambition et l'ignorance de l'autre ». Ces paroles sonnaient comme un lointain écho des articles enflammés du *New York American Republican* de 1844 : « Donnez aux gens l'intelligence et ils ne seront plus catholiques ».

On vit se multiplier les témoignages de toute nature sur la duplicité des catholiques et l'un-américanisme — néologisme signifiant une absolue incompatibilité de genre — des immigrants irlandais ou allemands. Entre la fin de la guerre civile et la première guerre mondiale, les États-Unis accueillirent près de vingt-cinq millions d'étrangers, pour la plupart catholiques, de basse condition, et qui s'entassaient dans les mégapoles. « La conduite non patriotique de la population papiste dans nos principales villes pendant la rébellion est bien connue », écrivait le *Harper's Weekly*. « Elle constitue une menace constante et une source de terreur pour les citoyens loyaux. Ils ont accouru aux meetings de paix, ils ont tenté de diviser l'Union, et lorsque la guerre a été finie, ils ont placé leurs leaders corrompus et pillé la société appauvrie. » Les plus graves accusations couraient sur leur compte, comme celle d'avoir manigancé l'assassinat de Lincoln.

## Un complot jésuite !

A Clinton, Iowa, naissait en 1887 l'Association protectrice des Américains, qui défendait le vrai américanisme et les vrais Américains, militait pour la réduction de l'immigration, une plus grande sévérité dans les naturalisations, et revendiquait vers 1895 (mais exagérer n'est pas pécher) deux millions cinq cent mille membres. Les historiens lui en attribuent peut-être cent mille. Elle pouvait néanmoins puiser dans le vivier des organisations « patriotiques » qui proliféraient : l'ordre patriotique des fils de l'Amérique, l'ordre des Américains d'origine, les hommes loyaux de la liberté américaine, Les Templiers de la liberté, etc.

La nouvelle recrue devait s'engager à ne jamais voter pour un catholique ; à ne jamais employer un catholique lorsqu'elle pouvait embaucher un protestant ; à ne jamais faire grève aux côtés d'un catholique. L'*American Protective Association* (APA) croyait qu'en 1851 un conclave romain avait décidé de concentrer l'immigration européenne sur les grandes villes des États-Unis pour pouvoir s'en

AFFICHE DU FILM « NAISSANCE D'UNE NATION » DE D.W. GRIFFITH (1915)

Le Ku Klux Klan craignait qu'on ne porte le pays à la Maison Blanche

emparer par la force des bulletins de vote. Elle ajoutait que bien qu'un huitième seulement de la population de l'Union fût catholique, ceux-ci occupaient la moitié des postes publics. Pour fortifier la foi de ses croyants, l'APA fabriquait une encyclique de Léon XIII, des « instructions aux catholiques américains », selon laquelle tous les hérétiques devaient être exterminés le jour de la fête de Saint-Ignace-de-Loyola, l'âme du complot jésuite, c'est-à-dire le 31 juillet 1893. Ross S. Johnson, qui, en 1948, a étudié l'APA de l'Ohio (8), raconte que la panique gagnait à l'approche de la date fatidique. A Toledo, la garde nationale fut mise en alerte une semaine. Le *Toledo Blade* indiquait que des milliers de gens avaient cru à la véracité de la menace papale. Mais croyez-vous que le non-événement, la date passée, ait embarrassé l'Association protectrice des Américains ? Pas du tout. C'était une preuve supplémentaire de la « roubillardise jésuite destinée à désarmer les protestants de façon qu'une attaque ultérieure soit plus sûrement victorieuse ». L'APA eut aussi sa fin. Vers 1896.

Puis vint le second Ku Klux Klan, qui craignait que le trop-plein de policiers irlandais ne fasse courir des risques à la population vraiment américaine, et qu'ils ne marchent un jour sur le Capitole de Washington et ne portent le pays à la Maison Blanche. Cette croyance, égoïstement, eut une fin.

Même le Ku Klux Klan, aujourd'hui, par la voix de son Grand Dragon, a renoncé : « Eh bien, heu, nous séparons les Blancs des Juifs, mais nous n'établissons pas de différences entre les Blancs et les catholiques (sic) (9) ». Toute l'Amérique croit désormais que les catholiques se sont intégrés.

Tout va ? Non ! Une poignée d'irréductibles continue à combattre les « enfants de Satan », comme cette petite radio KTTL de Dodge City, Kansas, qui apprend à ses auditeurs comment dresser des potences (10). Pourtant, à Boston, Massachusetts, un catholique, Joseph P. Kennedy, fils de Robert, assassiné il y a vingt ans, a été élu à la Chambre des représentants ; on se souvient que son oncle avait même occupé la Maison Blanche. Et aujourd'hui, un Noir, M. Jesse Jackson, peut briguer l'investiture du Parti démocrate. Cela donne des raisons d'imaginer qu'un jour un Malik devienne président de la République française. Pourquoi pas ?

(1) *Le Monde*, 16 avril 1988.(2) « 1 800 bouteilles de vin le plus gai de France », *International Herald Tribune*, 18 mars 1986.(3) *International Herald Tribune*, 24 mars 1986.(4) *International Herald Tribune*, 13 novembre 1986.(5) *Le Monde*, 18 novembre 1986.(6) Thomas J. Curran, *Xenophobia and Immigration, 1820-1930*, Twayne Publishers, Boston 1975.(7) Seymour Martin Lipset, Earl Raab, *The Politics of Unreason, Right-Wing Extremism in America, 1790-1977*, University of Chicago Press, Chicago, 1978.(8) Ross S. Johnson, *The APA in Ohio*, Ohio State University, 1948.(9) *L'Événement* du jeudi, 1<sup>er</sup> mai 1986.(10) *Le Monde*, 27 mai 1983.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

## PAGE 3 :

Les socialistes français et la contrainte européenne, suite de l'article de Bernard Cassen.

## PAGE 4 :

Quand le chômage sape la République, suite de l'article de Claude Julien.

## PAGE 5 :

Limiter l'extension de la grande pauvreté, par Denis Clerc.

## PAGES 6 et 7 :

TEXTES D'HIER A MÉDITER AUJOURD'HUI : De la « compréhension » des « valeurs » fascistes à la trahison des démocrates.

## PAGES 8 à 10 :

CRISES DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER : Imposture et violence en Nouvelle-Calédonie, par Jean-Marie Kohler. — L'extrême urgence des réformes économiques, par Jean-Luc Mathieu. — Prise d'assaut et information-otage, par Jean Crozier.

## PAGE 11 :

Vers un marché mondial de l'information télévisée, par Yves Esdes.

## PAGES 12 et 13 :

LA FOIRE AUX MIRACLES DES TÉLÉVANGÉLISTES AMÉRICAINS, par Ingrid Carlsander.

## PAGES 14 et 15 :

Iran : l'imam Khomeiny se retourne contre les conservateurs, par Ahmad Salamatian.

## PAGES 16 et 17 :

AFGHANISTAN : Du dialogue à l'inconnu, par Jacques Decourcy. — Les atouts vacillants du régime de Kaboul, par Alain Gresh. — Incertitudes et espoirs de la résistance, par Malecha Lodé et Hussain Haqqani.

## PAGES 18 et 19 :

Proche-Orient : Du conflit à la paix par l'internationalisation, par Alain Chabanon.

## PAGES 20 et 21 :

QUELQUE PART EN CÔTE-D'IVOIRE : A Grand-Bassam, l'an 2000 n'est pas pour demain, par Bernard Gosselin.

## PAGE 22 :

Relancer le développement par la maintenance industrielle, par Bertrand Girard.

## PAGES 23 à 25 :

Venezuela : l'ambition démocratique (supplément).

## PAGES 26 et 27 :

LA VOIX ET LES DROITS DES VICTIMES : Les citoyens face aux dégâts de la criminalité, par René Zaubermaier et Philippe Robert. — Aide publique contre une calamité publique, par Anne d'Hautville. — Comment réparer les préjudices ?, par Marie-Pierre de Léage. — Le recours au marché de la sécurité, par Thierry Godfrey.

## PAGE 28 :

La renaissance de la littérature chinoise, par Jean-Philippe Béja.

## PAGE 29 :

« Fronts et frontières », de Michel Foucault, par le général Georges Buis. — Féminisme : le pouvoir en partage, par Sylvie Kerviel. — Dans les revues.

## PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Creuset français, histoire de l'immigration XIX-XX<sup>e</sup> siècle », de Gérard Noiriel, par Yves Florenne. — « Lève-toi, mulâtre », de Manuel Zapata Olivella, par Denise Mendès. — « Mon mari est capable », de Denis Boucolon, par Bernard Gosselin.

Le Monde diplomatique du mois de mai 1988 a été tiré à 162 000 exemplaires.

Juin 1988